

هكذا من الاعمال

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13341 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 20-LUNDI 21 DÉCEMBRE 1987

## L'Afrique de l'Est à son tour

Un nouveau conflit menaçait d'éclater, en Afrique, après les affrontements dont la frontière entre le Kenya et l'Ouganda a été le théâtre ces derniers jours. Nairobi a, en effet, vendredi 18 décembre, rompu « de facto » ses relations diplomatiques avec Kampala, en expulsant l'ambassadeur ougandais et son premier conseiller et en rappelant son propre représentant dans le pays voisin. Auparavant, le président Arap Moi avait ordonné la fermeture de l'ambassade ougandaise à Nairobi, l'accusant de « grossières ingérences dans les affaires intérieures du pays ».

Les relations entre les anciens territoires britanniques d'Afrique orientale n'ont jamais été aisées. On se souvient du mal que se donnaient, dans les années 70, Jomo Kenyatta pour tenter de tempérer les « écarts » du sanguinaire Idi Amin Dada. Le Kenya n'avait guère apprécié, pour autant, que des troupes tanzaniennes envahissent l'Ouganda en 1979, pour en chasser le dictateur, soutenu par le colonel Kadhafi. D'autant que l'homme alors ramené au pouvoir par les Tanzaniens, après un court intermède, l'ancien président Obote, s'est montré incapable de mettre fin à l'insécurité régnant dans le pays.

L'Ouganda d'aujourd'hui n'a, apparemment, aucun intérêt à disputer querelle au Kenya. Son président, M. Museveni, fait face à une rébellion active, notamment sur la frontière avec le Kenya, ce qui pourrait expliquer l'origine des incidents, qui ont déjà fait plusieurs morts. En outre, l'armée ougandaise, pour être plus aguerrie, est actuellement moins bien équipée que celle du Kenya. Enfin, ce dernier peut toujours recourir à l'armée décisive du blocus de son voisin encadré et dont le seul véritable accès à l'extérieur passe par le Kenya.

Mais, quand un Etat connaît des difficultés intérieures, il est toujours tenté d'opérer une diversion à l'extérieur. C'est là, sans doute, une des explications de la tension actuelle.

Les héritiers de Kenyatta ont, depuis plusieurs mois, durci le ton à l'égard de leur opposition interne, l'accusant notamment de connivence avec la Libye, ennemi de toujours du Kenya pro-occidental. Des accusations de torture ont contribué à ternir l'image d'un régime qui passait, autrefois, pour relativement libéral.

Dans l'Afrique post-coloniale, des gouvernements aux prises avec d'énormes difficultés n'ont pas toujours tort d'affirmer que le « main de l'étranger » attise les feux qui couvent sur leurs territoires, d'autant que la balkanisation ethnique est la règle sur le continent. Mais cette évidence sert un peu trop souvent de prétexte à des querelles régionales qui peuvent tout aussi bien s'événuer que déboucher sur des situations incontrôlables.

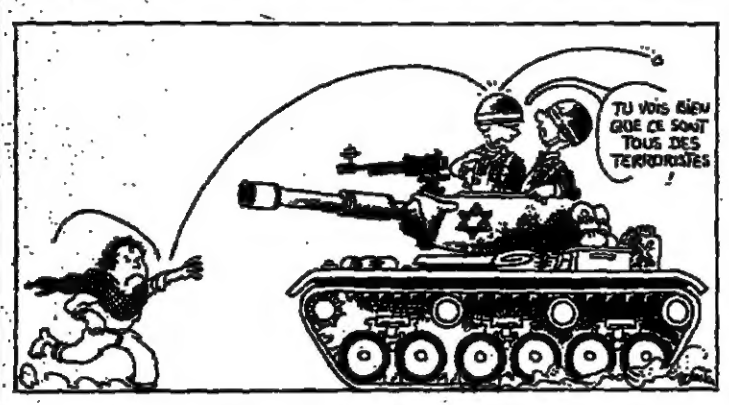
**Le voyage de M. Barre en Afrique noire**  
Page 7

M 0146 - 1221 0 - 6 00 F  
3790146006000 - 12210

## Les manifestations anti-Israéliennes à Gaza et en Cisjordanie

### Washington critique la répression dans les territoires occupés

Les affrontements ont repris, vendredi 18 décembre, dans les territoires occupés par Israël. Les heurts les plus durs ont eu lieu à Gaza, où trois Palestiniens ont été tués, selon des sources palestiniennes ; les autorités israéliennes ne reconnaissent que deux morts. Le gouvernement de M. Shamir doit faire face non seulement aux critiques des Occidentaux et de Washington en particulier, mais également à celles de la presse israélienne pour la façon dont il réprime, depuis dix jours, des manifestations au cours desquelles dix-huit personnes au moins ont trouvé la mort.



Lire nos informations page 3

## Envisageant une hausse du prix du gaz importé

### M. Chirac veut régler rapidement le contentieux franco-algérien

Le contentieux gazier entre la France et l'Algérie devrait connaître incessamment une évolution décisive, affirmait-on le samedi 19 décembre. Sur intervention directe du premier ministre, Paris pourrait accepter d'augmenter immédiatement le prix du gaz acheté à Alger, avant même la signature du contrat définitif, en renégociation depuis un an et demi. Cette initiative devrait coûter 600 millions de francs à Gaz de France. Le premier ministre pourrait d'autre part se rendre au mois de janvier à Alger.

M. Chirac, qui le 14 décembre a désigné qu'il se « consacrait par l'opportunité d'un geste de solidarité et de compréhension » à l'égard de l'Algérie, semble donc pressé de régler le contentieux dans le sens souhaité par le gouvernement algérien. Outre la normalisation des relations commerciales avec Alger de plus en plus dégradées, le premier ministre paraît anxieux de régler sa « dette » vis-à-vis des autorités algériennes qui ont joué, et jouent encore un rôle dans les négociations pour la libération des otages français détenus au Liban. Rappelons que M. Charles Fauriol s'était rendu personnellement à Alger le 6 décembre pour porter un message de remerciements (Le Monde du 15 décembre) et que, selon la presse algérienne, M. Chirac lui-même avait téléphoné au président Chadli Bendjedid au lendemain de la libération, vendredi 27 novembre, des deux otages français.

Le problème posé par le « geste de solidarité » ainsi consenti par la France en cette veille de Noël est qu'il risque de compromettre les efforts faits depuis plus d'un an par Gaz de France.

VÉRONIQUE MAURIS.  
(Lire la suite page 17.)

## Crise monétaire

Les sept grands pays industrialisés pourraient faire prochainement une déclaration commune.  
PAGE 20

## Les relations entre Moscou et le Vatican

Une lente amélioration.  
PAGE 20

## Après les élections en Corée du Sud

La chape de plomb retombe lentement...  
PAGE 3

## «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, directeur de la campagne électorale de M. Barre, invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

## Le vote du budget de la région Champagne-Ardenne

### Le PS bousculé par l'effet Le Pen

Le conseil régional de Champagne-Ardenne se réunit le lundi 21 décembre afin d'examiner le budget présenté par M. Stasi (CDS). Les socialistes ont reçu la consigne de voter contre, comme le PCF et le Front national. M. Stasi, dans une interview à l'Union de Reims, appelle à dépasser les « citrines partisans » créés par des « considérations tactiques ».

« Entre Le Pen et Bernard Stasi, je choisis la tolérance et l'ouverture contre l'exclusion et le racisme », la leçon, brutale, ainsi administrée aux « éléphants » du Parti socialiste émane d'un député nationallement inconnu, Michel Cartelet, cinquante-deux ans, directeur de collège, élu du département de l'Aube. Elle a le mérite du courage et de la clarté. MM. Mauroy, Fabius, Joux, Poperen et Chevènement devront déployer des trésors de pédagogie pour expliquer au rebelle pourquoi ils ont donné l'ordre aux élus régionaux de Champagne-Ardenne de voter, lundi 21 décembre, contre le budget présenté par le centriste et antipénitent Bernard Stasi. Ce budget, auquel les socialistes locaux ne trouvent pas grand-chose à redire, sera repoussé, la consigne est respectée, par les votes conjugués des communistes, des socialistes et du Front national.

Les « éléphants » du PS marchent sur la tête, de la même manière que ceux du RPR divaguaient dans la brousse lorsque Michel Noir, au mois de mai dernier, à propos des alliances avec l'extrême droite, leur avait servi tout cru sa vérité : il vaut mieux perdre les élections que de perdre son âme.

Voilà un beau sujet de méditation pour les évêques français, qui remarquaient à point nommé jeudi dernier : « La démocratie est fragile, elle se s'accroche à l'indifférence des citoyens... Croix de bois, croix de fer, mais les éléphants font en enfer d'où ils feront, dans l'indifférence générale, la morale à ceux de leurs adversaires qui, comme eux, préfèrent les « affrontements stériles » aux débats d'idée. Quant à Lionel Jospin, mis en minorité par ses pairs, et à Michel Rocard, qui le soutient, ils auront droit - ces deux « parpaillots », anti-papistes notaires - à la bénédiction de l'épiscopat français.

Comment Laurent Fabius, qui, avant les élections législatives de mars 1986, prônait pour la constitution d'un « front républicain » peut-il aujourd'hui, sans en être troublé, inviter ses amis à mêler leurs voix à celles d'un autre Front ? Comment Jean-Pierre Chevènement, qui lorgnait naguère en direction du gaullisme et d'une possible alliance de « salut public » peut-il ainsi se réfugier dans un refus frileux, comme si, hors de l'opposition aveugle et systématique, il n'y avait point de salut ?

La fameuse « morale » de la gauche socialiste, déjà fortement mise à mal par quelques « affaires » retentissantes, va en souffrir encore un peu plus. A ceux qui invoquent Pierre Mendès France et ses « mains propres » en politique, on lui au contraire, se recommandent de François Mitterrand et de ses « mains sales », on répondra qu'est en train

d'émerger, entre ces deux caricatures - l'une est trop flatteuse et l'autre injuste - une nouvelle génération politique. Une « génération morale », comme on a dit des jeunes gens de l'hiver passé. Ceux-là ont de la bouteille, mais leur morale n'a pas d'âge. Ils sont de droite, ou de gauche, mais en cela se rejoignent, ils s'appellent Stasi, Noir, Rocard, Jospin. Puisque l'on fonctionne, dans la politique française, par références et qu'à gauche les références sont Pierre Mendès France et François Mitterrand, il faut mesurer le chemin parcouru en regard de ces deux personnages mythiques.

Michel Rocard est né à la politique dans le sillage de Pierre Mendès France. Il s'est aujourd'hui détaché du cliché des « mains propres » et a, au moins, appris de François Mitterrand qu'on ne fait pas de politique sans se salir. Il a appris que le « parler vrai » a ses limites : on ne ment pas, mais on ne dit pas tout. Lionel Jospin est né à la politique pendant la guerre d'Algérie.

JEAN-YVES L'HOMEAU.  
(Lire la suite page 7.)

## Djibouti et la guerre du Golfe

### Chère Task Force 623...

Le président Mitterrand fera une visite officielle les 22 et 23 décembre à Djibouti. Il rencontrera aussi les officiers de la flotte française déployée dans la région du Golfe.

DJIBOUTI  
de notre envoyé spécial

Le vieux Ali est rayonnant : sa boutique - Au chic parisien - ne désemplit pas de chalands marins. Ses affaires, assure-t-il, n'ont jamais aussi bien marché depuis l'indépendance de Djibouti, il y a dix ans. Depuis que, fin juillet, la marine nationale a été appelée en renfort dans le Golfe et que ses bâtiments font escale ici à intervalles réguliers, il a vendu des centaines de magnétoscopes, des dizaines d'appareils de photos et de mini-chaines.

Pour Djibouti, cette affaire du Golfe est un vrai pactole. Son port - à quatre jours de mer du détroit d'Ormuz - a déjà comptabilisé, entre début août et début décembre, plus d'une cinquantaine de passages de navires de guerre

étrangers, américains, britanniques et italiens notamment. Mais ce sont les bâtiments de la flotte française - la Task Force 623 - le groupe aéronaval avec à sa tête le Clemenceau, qui font les beaux jours de cette jeune République. N'a-t-on pas calculé que, toutes dépenses confondues, ceux-ci laissent sur place entre 15 et 20 millions de francs par mois ?

Tout ce qui tient commerce à Djibouti craint donc que ne s'achève dans les semaines à venir la mission du groupe aéronaval, maintenant que la crise franco-iranienne pourrait être en voie de règlement. « En tout cas, constate le vice-amiral Jacques Lanxade, commandant des forces maritimes de l'océan Indien, cette mission nous a permis de voir des États-Unis. Nous sommes des alliés qui comptent et cela a ajouté au rayonnement politique de la France dans le monde. » Et d'ajouter : « Si on part, on est capable de revenir vite, en cas de besoin. »

Environ le tiers de la marine nationale est aujourd'hui engagé sur ce théâtre d'opérations : 140 000 tonnes de bâtiments, environ vingt-cinq bateaux et six mille hommes. Placés sous l'autorité du vice-amiral Lanxade, la Task Force 623 comprend une unité de protection de la flotte de commerce française qui escorte en moyenne un navire marchand par semaine, une unité de déminage qui a déjà retiré neuf mines entre Khor-el-Fakkan et Al-Fujayrah, au large des Émirats arabes unis et une unité de dissuasion avec le porte-avions Clemenceau.

« Le coût de fonctionnement du Clemenceau a doublé, explique son « pacha ». Les soldes sont majorées et, surtout, nous opérons loin de la métropole. » Avec son escorte (deux frégates lance-missiles et un pétrolier ravitailleur), ce porte-avions qui, par exemple, dévore 500 tonnes de mazout par jour et a besoin de dizaines de milliers de pièces de rechange, représente ainsi les trois quarts du coût de renforcement de la flotte française, qui s'élève à plus de 100 millions de francs par mois.

JACQUES DE BARRIN.  
(Lire la suite page 3.)

## JEAN-LOUIS HUE

### Dernières nouvelles du Père Noël

Le Père Noël existe, Jean-Louis Hue l'a rencontré, dans tous ses états.

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 50 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 14 cs. ; Suède, 1,80 kr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



سكنا من الاحل

2 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987

## Dates

Il y a soixante-dix ans

# La négociation de Brest-Litovsk

### RENDEZ-VOUS

Lundi 21 décembre. — *Arabie saoudite* : réunion des ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe.

Mardi 22 décembre. — *Djibouti* : visite de M. François Mitterrand aux forces françaises (jusqu'au 23).

*Belgique* : réunion des ministres de l'industrie de la CEE à Bruxelles.

*Suisse* : ouverture du procès de Lucio Gelli, loge P2 à Genève.

Samedi 26 décembre. — *Arabie saoudite* : sommet du Conseil de coopération du Golfe.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, président,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Sauter

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75423 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 364 F 672 F 964 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 374 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS  
599 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 712 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ÉCONOMIE

DÈS la prise du pouvoir, le gouvernement bolchevik avait promulgué le décret sur la terre et le décret sur la paix. Par le premier texte, il partageait les domaines des grands propriétaires et distribuait des parcelles aux paysans. Cette affaire en effet pouvait être réglée par décret. Dans le second texte, il annonçait la paix sans annexions ni indemnités et invitait tous les gouvernements des États belligérants à entrer immédiatement en négociations, et à conclure la paix sur les bases qu'il venait de définir.

Du temps qu'il préparait l'insurrection, Lénine avait su exploiter la lassitude d'un peuple recouvert de souffrances, obéissant par la faim, pressé de sortir d'une guerre qui lui était devenue étrangère et à laquelle il payait chaque jour un effroyable tribut. Les gouvernements provisoires, les révolutionnaires modérés qui, entre février et octobre, avaient tenté de maîtriser les événements, n'avaient pas compris que pour eux l'arrêt des hostilités était une condition, sinon « la » condition du succès.

Lénine n'avait rien d'un pacifiste. S'il l'avait connu, il aurait pu entendre la chanson de Brassens : « Moi, mon colon, celle que j'adore, c'est la guerre de 14-18 ». Cette guerre mettait à vif, en effet, les contradictions de l'impérialisme, et l'ennemi de classe se suicidait dans cette conflagration déjà « longue et massacrante ». Pour accoucher de la société nouvelle, il suffisait presque aux bolcheviks d'exploiter le néo-pacifisme engendré par cette épreuve.

Arrivés aux commandes, les léninistes n'allaient pas renouveler l'erreur d'un Kerenski. Il fallait dans les plus brefs délais tenir la « promesse de paix » et puis les soldats-laboureurs étaient pressés de prendre possession du lopin qui venait de leur être donné. Et encore, et surtout, il ne restait dans ce qu'on appelait l'armée que des hommes en uniforme, des apparences de soldats qui vendaient leurs armes. Il n'y avait plus de combattants. Ordre fut donné au commandant en chef le 21 novembre (1) de proposer des conversations d'armistice. L'officier refusa. Il fut immédiatement destitué et remplacé au poste de généralissime par le lieutenant Krylenko. Allemands et Autrichiens acceptèrent la proposition et une trêve fut très vite instaurée. En même temps, des dirigeants essayaient, mais sans résultat, d'associer les alliés occidentaux à cette affaire.

### La ville n'existait plus

La trêve fut transformée le 15 décembre en un armistice conclu par vingt-huit jours. Un mois pendant lequel les négociateurs devaient passer à l'étape ultime : le traité de paix. L'accord stipulait évidemment que les deux armées ennemies cessaient de faire mouvement. Les bolcheviks avaient même fait écrire que les forces austro-allemandes, dégagées à l'est des missions de combat ne pourraient être transférées sur le front occidental. Pourquoi le nouveau gouvernement communiste prenait-il un tel soin des intérêts des anciens alliés de son pays ? Les plus avisés se souciaient de ne pas couper les ponts avec un partenaire répudié mais qui pourrait redevenir indispensable. Que faire si les pourparlers avec les empires centraux n'aboutissaient pas ? D'autre part, on se rendait parfaitement compte que les classes ouvrières de Grande-Bretagne, de France n'étaient pas entrées dans les considérations « internationalistes » de Lénine. Ces prolétaires-là n'avaient pas lu Marx. En tout cas, ils gardaient le sentiment d'avoir une patrie. Les bolcheviks jugeaient nécessaire de ménager les sentiments de ces camarades « retardés ». Mais la disposition prise n'avait guère d'importance pratique : le commandement germano-autrichien s'était réservé le droit d'effectuer les mouvements de troupes qu'il avait décidés avant l'armistice.

De la mi-décembre 1917 au début de mars 1918 se déroula la plus étrange des négociations dans une cité de l'actuelle Biélorussie, non loin de la frontière polo-

naise : Brest-Litovsk. C'est actuellement une agglomération de 160 000 habitants. Mais en 1917 ce n'était que ruines. C'est là que « résidait » le général Hoffmann, qui menait les pourparlers au nom de l'état-major allemand. Pour la partie politique, il allait être relayé et parfois contredit par Kuhlmann, ministre allemand des affaires étrangères, et par le ministre autrichien Czernin.

Dans ses Mémoires (Ma vie, Ed. du Seuil), Trotski raconte : « À l'exception de quelques édifices qui se trouvaient à l'écart de la vieille ville et qui étaient occupés par l'état-major allemand, Brest-Litovsk, à proprement parler, n'existait plus. Tout en avait été incendié dans un accès de rage impuissante par les troupes du tsar quand elles battirent en retraite. C'est très probablement pour cela que le général Hoffmann y avait établi son état-major afin de le tenir mieux en main. »

« L'installation et la nourriture étaient d'une remarquable simplicité. Le service était fait par des soldats allemands. Nous étions pour eux les messagers de la paix, et ils nous regardaient avec espoir. »

première phase, très conviviale, les deux délégations prenaient leurs repas ensemble. Dans ses souvenirs, Hoffmann fait état de l'impression étrange que lui laissèrent ses hôtes. En particulier le paysan, qui demandait simplement « Lequel est le plus fort ? ». Lorsqu'on lui proposait du vin blanc ou du vin rouge, Trotski ne dément pas cette version. Il écrit : « La première délégation soviétique, à la tête de laquelle se trouvait Joffe, fut circonvenue de toutes parts à Brest-Litovsk... Le général Hoffmann devait regarder avec quelque curiosité Blizhenko, qui avait tué autrefois le général Sakharov. Les Allemands prenaient place à la table entre les nôtres et tâchaient d'apprendre amicalement ce qu'ils avaient besoin de savoir. Il y avait dans la première délégation un ouvrier, un paysan et un soldat. C'étaient des hommes venus là par hasard, peu préparés à de telles intrigues. Le paysan, un vieil homme, se laissa même un peu griser pendant un repas. »

La délégation soviétique fut modifiée lorsqu'il s'agit de passer aux pourparlers de paix. Cette fois, c'est Trotski qui en prit la direction. N'était-il pas commis-

négociations, et à part entière, les représentants de la rada, qui faisait office de gouvernement et de Parlement dans l'Ukraine révolutionnaire mais hostile aux soviets. La situation variait de jour en jour. Lorsque les prossoviétiques ukrainiens remportèrent des succès, Trotski lança : « Désormais, le territoire de la rada est limité à la superficie des champs qu'occupent ses délégués à Brest. » Il lui fallut quand même subir un camouflet : le 8 février, la rada signait un traité séparé.

Les autorités soviétiques, elles, se débattaient en plein drame interne. Les Germano-Autrichiens posaient des conditions draconiennes. Evacuation totale de la Finlande, indépendance de la Pologne, des pays baltes, de l'Ukraine et d'une partie de ce qui deviendra la Biélorussie. Ils appuyaient les Roumains, qui réclamaient la Bessarabie. C'est inacceptable, déclara Lénine : mais nous sommes obligés de l'accepter.

### De l'espace contre du temps

Une première confrontation eut lieu le 21 janvier à l'occasion d'une réunion informelle d'une sorte de comité central élargi. Signons tout de suite cette paix, dit en substance Lénine, parce qu'il nous faut céder de l'espace pour gagner le temps qui nous est vital. Il s'agit de sauver la seule révolution socialiste existante, en espérant que d'autres peuples mieux préparés prendront le relais.

C'est vrai, repartit Trotski, mais nous pouvons entrer en paix sans signer. Donc ni guerre ni paix. Nous proclamons que nous cessons les hostilités. Que feront nous, objecte Lénine, si l'adversaire reprend le combat ? La réponse de Trotski est faible : cette attaque sera désavouée par le prolétariat des empires centraux, et les gouvernements devront y renoncer. En fait, une nouvelle avancée allemande ne pouvait être limitée que par les difficultés ferroviaires et par le manque de troupes disponibles pour occuper un vaste territoire.

Un troisième groupe, animé par Boukharine, se faisait alors le champion du communisme de gauche et le châtiment de la guerre révolutionnaire. Si nous signons et si nous renonçons à combattre, disait-il, nous trahissons le prolétariat européen. Dussions-nous y laisser nos forces ultimes, nous devons faire la guerre à tous les impérialismes.

Ce langage de Boukharine plaisait aux militants. A la réunion informelle, il fut approuvé par trente-deux voix. Trotski en eut seize et Lénine seulement quinze. Le « patinoir » amonça sa démission, mais le comité central se ravisa. Trotski lui-même proposa un compromis qui donna satisfaction à Lénine mais fit perdre encore du temps. Le 10 février, à Brest, le commissaire aux affaires étrangères fit cette déclaration : « Tout en refusant de signer une paix annexionniste, la Russie déclare que pour sa part elle cesse d'être en état de guerre avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. »

Pour sa part, le général Hoffmann annonça le 17 février que les hostilités reprendraient. C'était l'échec de Trotski. Les Soviets sollicitèrent la reprise des négociations. Les empires centraux les firent languir et ne donnèrent une réponse favorable que le 27 février. Non seulement les Russes n'obtinrent aucune amélioration mais au dernier moment il leur fallut encore céder à la Turquie Batoum ainsi que les vilayets de Kars et d'Abadan.

Trotski s'était rallié à la position de Lénine mais il cessa d'exercer les fonctions de commissaire aux affaires étrangères. Sokolnikov prit in extremis la tête de la délégation qui conclut le 3 mars 1918 le traité de Brest-Litovsk. Il signa le texte sans même prendre la peine de le lire.

FRANÇOIS BREVENT

(1) La Russie a changé de calendrier entre le début et la fin des négociations. Toutes les dates sont données ici selon le nouveau calendrier.



ROUL

« Autour des bâtiments occupés par l'état-major s'étendaient de hautes clôtures en fil de fer barbelé. Pendant mes promenades matinales, je tombai sur des écriteaux où était dit : « Tout Russe qui sera trouvé ici sera fusillé. » Je me demandais si ce n'était pas aussi pour moi, car nous étions à demi prisonniers et je revins sur mes pas. »

Brest est traversé par une excellente route stratégique. Durant les premiers jours, nous fîmes quelques promenades dans les automobiles de l'état-major. Mais un des membres de notre délégation eut à ce sujet une altercation avec un sous-officier allemand. Hoffmann m'en fit une plainte par lettre. Je lui répondis que, tout en remerciant, nous renoncions à nous servir désormais des automobiles qu'on avait mises à notre disposition.

Les pourparlers traînaient en longueur. Nos adversaires et nous devions consulter par fil direct nos gouvernements. Assez fréquemment la ligne se trouvait hors service. »

### Très convivial

Au début, les Russes avaient vainement demandé que les négociations se déroulent en territoire neutre (en Suède). La première délégation soviétique comprenait Kamenev, un des principaux dirigeants du parti, et Sokolnikov, alors membre du comité central. Elle était dirigée par Adolph Joffe, un révolutionnaire qui avait suivi le même itinéraire que Trotski et s'était rallié au bolchevisme en juin 1917. Il y avait bien sûr des experts militaires, mais aussi un ouvrier, un paysan. Dans la

saine aux affaires étrangères ? Drôle de ministre pour ses interlocuteurs, habitués à des méthodes plus classiques. Il avait pour tout programme la publication des traités secrets conclus aux derniers temps du tsarisme. D'ailleurs, en prenant son poste, il avait affirmé : « Je ferai quelques proclamations révolutionnaires puis je fermerai boutique. »

Il vint à Brest accompagné de son ami Radeck, celui qui publiait un pamphlet quotidien à l'usage des soldats allemands : Die Fackel « la Torche ». Ils avaient à profusion dans leurs bagages des exemplaires de ce journal. Première décision du commissaire : désormais, chaque délégation fera table à part. Fin de la convivialité. Et, en séance, un Trotski qui s'adressait plus aux « masses prolétaires » d'Allemagne qu'à ses interlocuteurs. Chaque point débattu était boursé de propagande. Les Allemands se faisaient les champions de l'indépendance des Polonais et autres peuples européens qui, jusqu'aux derniers débats, étaient sous autorité russe : les bolcheviks ne pouvaient rejeter l'autodétermination qu'ils prêchaient. Indépendance ? Oui, s'ils le veulent, dit Trotski, mais cela sera décidé lorsque ces territoires cesseront d'être occupés par les Allemands.

Les conversations traînaient. Parfois, Trotski allait à Petrograd donner des informations ou discuter de la conduite à tenir. Quand il était à Brest, il lui restait suffisamment de temps libre pour rédiger une première histoire de la révolution russe.

Les Allemands savaient profiter des faiblesses de l'adversaire. Ils invitèrent aux

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

PHILIPPE  
MESTRE

dimanche 18h15

en direct sur

RTL

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Thierry BREHIER (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Paul JOLY (RTL)



CORÉE DU SUD : la défaite électorale de l'opposition

La chape de plomb retombe lentement...

Le président Reagan a adressé, jeudi 17 décembre, un message au nouveau président sud-coréen, M. Roh, dans lequel il assure de son « soutien complet ». Le porte-parole de la Maison Blanche a d'autre part rejeté les critiques portées contre la validité du scrutin, affirmant que « chaque élection est remise en cause par chaque candidat ».

SEOUL  
de notre envoyé spécial

Entre la résignation et la rancœur, entre les enseignes des rues commerçantes et, ci et là, des effluves de gaz lacrymogènes, Séoul vit un lendemain d'élection incertain.

L'affrontement violent entre la police et des contestataires, vendredi 16 décembre, à la mairie du quartier ouvrier de Kuro, dix-huit heures après la victoire de M. Roh, Tae Woo, tend à démontrer que le pouvoir, qui parla aujourd'hui de « réconciliation nationale », n'a rien changé à ses méthodes « musclées ». Il y a eu des victimes à Kuro. Sans doute des morts, bien que, pour l'instant, on n'en ait aucune confirmation. Une jeune enseignante présente au moment de l'assaut, domine alors qu'il faisait encore nuit, affirme avoir vu des « ombres tomber du toit en hurlant ». A la police, on déclare laconiquement que « des matelas avaient été placés sur le toit ». On peut se demander si cette « précaution » était suffisante alors que la bataille finale a eu lieu au cinquième étage... Amer baptême pour la démocratie!

Les contestataires de Kuro avaient confisqué une urne supposée bourrée de faux bulletins de vote et

voulaient que des représentants de la commission électorale viennent l'ouvrir devant eux. Fort de sa victoire, le pouvoir a fait donner l'assaut par 4 500 policiers armés. Parmi les personnes arrêtées figure le père de la paroisse. Deux étudiants se seraient suicidés en se jetant du toit de la mairie et un homme s'est immolé par le feu. A Chun-ju, un partisan de M. Kim Dae Jung, l'un des deux candidats de l'opposition, s'est également suicidé, laissant une note demandant à M. Roh « de ne pas abuser de son pouvoir et d'être généreux », et aux deux candidats défaits de l'opposition d'accepter le résultat de l'élection.

Séquences des passions de la campagne électorale ou grandement de mécontentement, les manifestations sont encore sporadiques et de faible ampleur. Si, quarante-huit heures après la victoire de M. Roh, les Coréens semblent prêts à accepter son élection et si les critiques se concentrent davantage sur les deux Kim, jugés responsables de la défaite des opposants, une déception où se mêlent lassitude, frustration et impuissance n'en transparaît pas moins dans les propos ou l'attitude de beaucoup.

« Il faut accepter... »

Il règne à Séoul, au lendemain de la victoire de M. Roh, un calme relatif. Cette ville, creuset s'il en fut d'une formidable énergie humaine, semble faire comme si les élections n'avaient jamais eu lieu. Elle a retrouvé son atmosphère « normale » : à peine deux heures après que M. Roh s'est proclamé vainqueur en milieu de journée, jeudi, la police antiémeutes casquée, bottée, bouclier aux pieds avait été placée en faction à l'entrée des passages

souterrains pour pions aux environs de la mairie de Séoul où devait avoir lieu une manifestation.

L'ordre a repris ses droits sur une pratique peut-être aussi illusoire qu'échevelée de la démocratie. La chape de plomb retombe lentement. Les opposants ont disparu des écrans de télévision, les journaux, qui s'étaient montrés un peu audacieux, sont rentrés dans le rang, insistant dans leurs éditoriaux sur la nécessité de respecter le résultat des élections. Dans les bistros, le soir, on parle peu politique, comme lorsqu'on préfère oublier un espoir déçu : « Il faut accepter, il n'y a rien à faire pour l'instant », dit un étudiant, favorable à M. Kim Dae Jung. « Je sais que pendant cinq ans je ne regarderai plus la télévision et que s'ouvre un nouveau règne de l'arrogance et du mensonge ».

Le premier acte du nouveau président a été de se rendre au stade olympique pour bien parler avec lui à la barre, les Coréens et la communauté internationale pouvaient être rassurés : les Jeux auront lieu dans la stabilité. Quelle qu'ait été l'ampleur de la fraude électorale, la victoire de M. Roh reflète jusqu'à un certain point un choix de stabilité. Elle démontre aussi combien le pays est tenu en main, quelle qu'ait pu être l'ampleur de certaines manifestations en ville. Dans les campagnes, le pouvoir dispose d'un réseau capillaire de contrôle des habitants qui, conjugué à l'information biaisée donnée par la télévision, lui donne un avantage certain : « Dans un petit pays où un village est à dix minutes du sud de Séoul, les habitants sont persuadés que l'on saura en définitive pour qui ils ont voté et, s'ils reçoivent de l'argent, ils se sentent obligés. Ils ne sont pas aussi cyniques qu'en ville », commente un sociologue.

« Si le parti majoritaire a effectivement dépensé 2000 milliards de won, comme beaucoup le disent, chaque vote en faveur de M. Roh aura coûté dans les 200000 won », ajoute, en souriant, notre interlocuteur (740 won font un dollar).

Cette victoire, qui constitue un triomphe du statu quo, n'en pose pas moins de questions. La loi de la majorité relative a joué, mais il est aussi clair que 54 % des électeurs ont voté contre un système de pouvoir dont M. Roh est l'héritier, quelles que soient ses promesses et sa figure d'homme ordinaire, sur laquelle personne ne se fait grande illusion. « Quand on tue un homme, on est un meurtrier : quand on en tue mille, on est un homme ordinaire », dit ce chauffeur de taxi en colère, faisant allusion à la responsabilité de M. Roh dans le massacre des habitants de Kwangju en mai 1980. Beaucoup ont le sentiment de repartir à zéro avec un pouvoir ayant l'appui des militaires et dont le détenteur aura simplement changé de visage.

Si un état de confrontation semble latent, la responsabilité des deux Kim dans la défaite des opposants est aussi un facteur de démobilisation. Unie, l'opposition avait sa chance : mais l'âpre rivalité des deux hommes la lui a fait perdre. Réflétant cette opinion, les caricatures des quotidiens de ce samedi représentaient les deux Kim foudroyés par les électeurs. Ce qui est perçu par certains comme une « trahison » pourrait bien constituer un tournant dans leur carrière politique. Déjà, dans les rangs de leurs partisans, des voix se font entendre pour demander la relève d'une vieille garde qui a failli.

PHILIPPE PONS.

PAKISTAN : le mariage de Benazir Bhutto

La politique d'abord

NEW-DEHLI  
de notre correspondant en Asie du Sud

Benazir Bhutto elle est, Benazir Bhutto elle restera : il n'y aura pas de M<sup>me</sup> Zardari. Asif Zardari, son époux, déjà résigné, a accepté le statut de prince consort : « C'est son problème, pas le mien », dit-il. Benazir Bhutto, chef de file de l'opposition pakistanaise et fille de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto (exécuté en 1979) s'est mariée, vendredi 18 décembre à Karachi, et les mauvaises langues disent qu'elle a « pris » un mari pour asseoir son avenir politique.

Ce fut un nikah, mariage musulman, avec tout ce qu'il faut de prières, de musique, de danses et de faux d'artifice. Asif, comme le veut la coutume, fut le premier à découvrir le beau visage longtempé voilé de la jeune mariée. Mais pour le reste, il fut fait selon les vœux de Benazir. Sa belle-famille ne lui offrit que deux robes au lieu des cinquante et une qu'exige la coutume.

La dot, dit-on, fut très modeste, les invités furent dis-

suadés d'offrir des cadeaux somptueux et M<sup>me</sup> Bhutto n'accepta de porter qu'un jeu de bijoux au lieu de cinq ou six. Ce fut donc un mariage « populaire », puisque la mariée est le chef incontesté du Parti du peuple pakistanais (PPP), et vingt mille pakistanais en délire purent fêter leur passionaria au cours d'une réception dans le quartier de Kakri, un lieu hautement symbolique : c'est là que, le 14 août 1986, après de violents affrontements avec les forces de l'ordre, Benazir qui était rentrée d'exil cinq mois plus tôt fut arrêtée.

Peu avant, une réception nettement plus mondaine avait été offerte par la mère de la mariée, la légende Nurat Bhutto, elle-même « rentrée au pays » pour l'occasion. Avant et après la cérémonie, Benazir répéta qu'elle était d'abord mariée à la politique. Asif Zardari, de son côté, s'efforça de gonfler, mais c'est difficile, son image de play-boy qui passe ses journées à jouer au polo et ses nuits dans les discothèques. Entre-temps, une jeune femme, qui assistait de son balcon à la cérémonie, a été tuée par une « balle perdue »...

LAURENT ZECCHINI.

« LAOS : incident de frontière avec la Thaïlande. — Le vice-ministre laotien des affaires étrangères, M. Souphanh Srinthirath, a accusé la Thaïlande d'avoir bombardé les 15 et 16 décembre une partie du territoire laotien, a rapporté Radio-Vientiane. Dans un communiqué, dont le manuscrit est parvenu vendredi 18 décembre à Bangkok par l'entremise d'une source occidentale, Radio-Vientiane, citant le ministre, a

indiqué que cet incident « était le plus grave enregistré au cours des douze dernières années ». De son côté, le chef de l'armée de terre thaïlandaise, le général Chaowalit, a déclaré jeudi à Phitsanulok, village frontalier, que l'escalade dans la région était le fait du Laos, qu'il a accusé d'avoir récemment tiré des coups de feu en direction du territoire thaïlandais. — (AFP.)

La guerre du Golfe

Renforcement « sans limite » de la coopération militaire entre l'Egypte et le Koweït

LE CAIRE  
de notre correspondant

Un mois à peine après le rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats arabes du Golfe, l'Egypte vient de concrétiser ses promesses de soutien militaire. « Face à la menace iranienne », un accord est intervenu cette semaine entre l'Egypte et le Koweït, l'Eilat le plus « menacé » après l'Irak, pour le « renforcement sans limite de la coopération militaire entre les deux pays ». Il a été conclu au terme d'une visite de plusieurs jours au Koweït du vice-premier ministre et ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala.

Première conséquence de cet accord : l'accroissement du nombre d'experts militaires égyptiens, déjà important, au Koweït, principalement chargés de la défense anti-aérienne et du déminage. Par ailleurs, les académies militaires et les différents centres de formation de l'armée égyptienne accueilleront, dorénavant, un nombre accru d'officiers koweïtiens. L'éventualité de l'acquisition par le Koweït d'armes et de munitions fabriquées par l'Egypte a aussi été examinée au cours du séjour du maréchal Abou Ghazala.

Ce dernier a refusé en revanche de dire si la question de l'envoi d'un contingent de l'armée égyptienne au Koweït avait été étudiée. Des rumeurs avaient récemment circulé sur l'éventuel remplacement des troupes pakistanaises, présentes dans plusieurs Etats du Golfe et en Arabie saoudite, par des soldats égyptiens. On indique enfin, de source bien informée au Caire, que l'accord intervient avec le Koweït devant être le premier d'une série comprenant notamment l'Arabie saoudite et les Emirats.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Chère Task Force 623...

(Suite de la première page.)

Parti de Toulon le 30 juillet, le groupe aéronaval qui se tient à l'entrée de la mer d'Oman a déjà fait trois patrouilles dans le Golfe, les deux premières d'un mois, la dernière de dix-huit jours seulement afin d'éviter aux marins d'avoir à passer Noël à terre sans famille. Parmi les deux mille hommes du Clemenceau, cinq cents ont moins de vingt ans.

La flotte française engagée près du Golfe paraît de dimension modeste comparée à l'armada que les Etats-Unis ont mise sur pied : plus de 400 000 tonnes de bateaux de combat, 90 avions, 25 000 hommes. Politique d'intimidation qui a, en partie, porté ses fruits puisque, depuis le mois d'août, les Iraniens n'ont plus posé de mines en mer, sauf des mines dérivantes, et ne se livrent plus à des attaques aériennes.

En revanche, les Iraniens disposent de missiles Silkworm, de fabrication chinoise, dont ils peuvent se servir à partir de la presque île de Fao et dans le détroit d'Ormuz. Pour le moment, ils utilisent des frégates armées de canons et de petites vedettes. « C'est une guerre très intelligente et très contrôlée, avec le choix des moyens et des lieux », notent des experts militaires qui relèvent, en passant, que quatre

pétroliers, sous pavillon britannique, postés à l'île de Larak, servent de cibles aux forces iraniennes...

Ce fut un pétrolier soviétique qui, en mai 1987, alors qu'il évacuait du brut de Koweït, fut le premier bateau étranger à servir de cible aux Iraniens. Aujourd'hui, l'Union soviétique dispose sur place d'une dizaine de navires de combat qui mouillent au large de Khor-Al-Fakkan. Les Britanniques, les Italiens, les Belges et les Néerlandais sont aussi présents.

Malgré tout, la protection de ces flottes concerne seulement 10 % du trafic. La grande majorité des navires marchands — panaméens, japonais, grecs, chypriotes, etc. — qui vont se ravitailler au Koweït ou en Arabie saoudite, naviguent sans escorte et sont donc la cible favorite des forces iraniennes ou des gardiens de la révolution (Pasdaran).

Aucune marine nationale n'a encore, en effet, décidé d'accorder sa protection à un navire de commerce qui ne bat pas pavillon de son propre pays. Pas question de sortir du concept de légitime défense et de s'ériger en gendarme du Golfe, chargé de faire respecter la liberté de navigation. En définitive, beaucoup de moyens mis en œuvre pour peu d'effet.

JACQUES DE BARRIN.

ISRAËL : la répression dans les territoires occupés

De nouveaux affrontements à Gaza auraient coûté la vie à trois jeunes Palestiniens

Le sang a de nouveau coulé, le vendredi 18 décembre, dans les territoires occupés par Israël, où trois jeunes Palestiniens auraient été tués par balles à Gaza, après deux jours d'une légère accalmie, selon des sources palestiniennes. Il s'agit d'un Palestinien du camp de réfugiés de Burei, dans le sud de Gaza, et de deux résidents du quartier de Sedjayeh, dans la ville de Gaza. Le radio israélien n'a confirmé la mort que de deux manifestants palestiniens, indiquant que neuf autres avaient été blessés.

Le bilan des victimes, après dix jours d'affrontements, s'élevait vendredi en fin d'après-midi à dix-huit morts par balles, selon des sources palestiniennes en Israël, à dix-sept tués, selon des sources israéliennes et à vingt et un morts, selon l'office de l'ONU d'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA).

Les événements de vendredi, survenus à la sortie des mosquées après la prière, ont brusquement ravivé la tension qui avait quelque peu baissé les deux jours précédents. De violents affrontements avec les forces de l'ordre se sont notamment poursuivis vendredi autour de l'hôpital Shifa de Gaza, où les blessés et les morts avaient été transportés. Par ailleurs, un fidèle musulman âgé de soixante-dix ans est décédé d'une crise cardiaque sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam, au moment où la police dispersait une manifestation anti-israélienne à coup de grenades lacrymogènes.

Pourtant, les responsables politiques du pays, soumis à de fortes pressions internationales, avaient semblé ces derniers jours vouloir éviter à tout prix de nouvelles effusions de sang et avaient donné à l'armée des ordres stricts de ne tirer qu'en dernier recours.

Une délégation composée des ambassadeurs de RFA, de Belgique et du Danemark, représentait les deux Kim foudroyés par les électeurs. Ce qui est perçu par certains comme une « trahison » pourrait bien constituer un tournant dans leur carrière politique. Déjà, dans les rangs de leurs partisans, des voix se font entendre pour demander la relève d'une vieille garde qui a failli.

PHILIPPE PONS.

M. Weizman s'est déclaré également très soucieux des réactions en Egypte et a demandé, vendredi, l'autorisation au premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, de se rendre dans la région de Gaza, mais le chef du gouvernement a refusé.

La politique d'intransigeance de ce dernier ne fait cependant pas l'unanimité dans l'opinion publique israélienne. La presse surtout, ne ménage pas ses critiques contre le gouvernement, qu'elle accuse de « mener la politique de l'autruche » en minimisant la gravité des événements. Les journaux, toutes tendances confondues, s'en prennent aussi bien à M. Shamir qu'à ses par-

tenaires travaillistes du gouvernement d'union nationale.

Le gouvernement devra également tenir compte de la réaction des 650 000 Arabes israéliens, dont les représentants ont appelé la population arabe d'Israël à une grève générale lundi.

A l'étranger, les critiques contre l'attitude des autorités israéliennes se sont poursuivies vendredi. A Washington, le président Reagan s'est déclaré « très préoccupé » par les événements dans les territoires occupés, et la Maison Blanche a rappelé que les Etats-Unis avaient demandé à Israël « de faire preuve de retenue ». Les Britanniques ont, pour leur part, souligné le côté « excessif » du recours à la force par « les autorités d'occupation » israéliennes, « nettement en contradiction avec l'obligation faite à la puissance occupante par l'article 47 de la [quatrième] convention de Genève (le traitement des civils en temps de guerre), lequel stipule que toutes les personnes protégées soient traitées humanement à tout moment ». Cette déclaration a été faite par le représentant de Londres au Conseil de sécurité des Nations unies qui a reporté ses débats, sur la situation en Cisjordanie et à Gaza, à lundi.

Par ailleurs, le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP) a menacé, vendredi, de s'en prendre aux quatre otages (trois Américains et un Indien) qu'il détenait depuis le 24 janvier 1987, si Israël poursuivait sa répression dans les territoires occupés. Un communiqué en ce sens, parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth, est accompagné d'un cliché instantané en couleurs de l'otage américain, Robert Pollitt, vêtu d'une combinaison kaki et d'un t-shirt jaune, et sur lequel sont pointés deux fusils mitrailleurs. — (AFP, Reuters).

Une déclaration de M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France

Présidente du Comité français pour la paix au Moyen-Orient, M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France nous a fait parvenir le communiqué suivant :

« La grave tension qui ne cesse de monter depuis quelques semaines dans les territoires occupés par Israël démontre l'urgence d'une véritable négociation entre les responsables israéliens et palestiniens, y compris l'O.L.P., en vue de réaliser la coexistence entre ces deux peuples sur la base de l'autodétermination. »

« Le sang n'a déjà que trop coulé dans cette région de part et d'autre. Il faut que cesse le cycle infernal des violences, afin de ne pas conforter les extrémismes et ainsi gâcher les chances de paix. On ne peut pas impunément dénier à un peuple le droit à l'autodétermination. Il y va de la sécurité et de l'intégrité même d'Israël. »

Selon un médecin palestinien

Des soldats ont brutalisé des blessés dans un hôpital

Gaza (AFP). — Un chirurgien palestinien de l'hôpital Shifa à Gaza, qui a demandé à conserver l'anonymat, de crainte de représailles des autorités militaires israéliennes, a dénoncé, le vendredi 18 décembre, dans le soir, « l'assaut meurtrier et inhumain des gardes-frontières israéliens » contre son établissement hospitalier. « Vers midi, les deux premiers blessés légers (palestiniens) sont arrivés. En moins d'une heure, deux morts et une dizaine d'autres blessés par balles nous ont été amenés », a-t-il déclaré. « Les familles, comme cela est la tradition ici, accompagnent les victimes, a-t-il poursuivi. Très rapidement, près de cinq cents personnes se trouvaient dans l'enceinte de l'hôpital. Devant les grilles, entre-temps fermées, des groupes de jeunes ont commencé à manifester, lançant des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats — plus de trois cents, nous n'en avions jamais

vus autant jusqu'à présent — qui encerclaient l'hôpital. »

« Vers 2 heures locales (12 heures GMT), deux des manifestants ont été blessés par balles. Les soldats ont brutalisé les deux jeunes blessés que leurs camarades tentaient de protéger en faisant diversion. Comme les gorges saignaient abondamment, nous avons laissé leurs camarades et des infirmiers les traîner à l'intérieur de l'enceinte. Pendant ce temps, les hélicoptères survolaient l'hôpital. »

« Comme nous refusions de livrer les manifestants qui avaient pu entrer pendant ce bref délai, a affirmé le médecin, les gardes-frontières (...) ont fait irruption de force. Ça tirait dans tous les sens, les Israéliens se battaient avec les parents des victimes. A coup de crosse contre des femmes et des enfants. Ils ont même brutalisé les blessés par balles sur les lits et les infirmiers qui tentaient de s'interposer. »



## Amériques

ÉTATS-UNIS : les discussions sur le budget

## M. Reagan menace d'opposer son veto si des aides à la Contra ne sont pas débloquentes

WASHINGTON  
de notre correspondant

Depuis vendredi 18 décembre à minuit, Washington joue à se faire peur, suspendu au résultat d'une session électorale de force entre la Maison Blanche et le Congrès. La même, comme il se doit, est confus, la question infiniment « sensible » de l'aide aux « contras » du Nicaragua se superposant au problème infiniment complexe de la réduction du déficit budgétaire américain.

Mais l'enjeu est d'importance, aussi bien pour les parties en présence au Nicaragua que pour tous ceux, aux États-Unis et dans le monde, qui attendent depuis des semaines que l'accord sur la réduction du déficit, péniblement obtenu le 20 novembre, entre enfin dans la phase de mise en œuvre. La situation force théoriquement l'administration à mettre la clé sous la porte, puisque, faute de budget et donc de ressources, les services de l'État devraient en principe cesser de fon-

## Un diplomate soviétique accusé d'espionnage va être expulsé

M. Charles Redman, porte-parole du département d'État, a confirmé, vendredi 18 décembre, que M. Mikhail Katkov, second secrétaire à la mission soviétique auprès de l'ONU, avait été arrêté, jeudi, par la sûreté fédérale (FBI) et serait expulsé « pour avoir abusé de ses privilèges de résidence », c'est-à-dire, en clair, pour espionnage.

Un responsable, qui a demandé à conserver l'anonymat, a précisé que le diplomate soviétique avait été pris « la main dans le sac ». « Il se livrait sans doute possible à l'espionnage, et cela ne concernait pas que des informations sur le secteur civil, mais aussi de la technologie à implications militaires », a-t-il dit. — (AFP.)

tionner à partir du samedi 19 décembre 0 heure.

Accessoirement, l'imbricolage illustre à la perfection les graves inconvénients de la procédure budgétaire qui permet au Congrès de voter d'un seul souffle d'énormes « paquets » législatifs où les autorisations de dépenses essentielles au fonctionnement de l'État se mêlent à des questions de politique étrangère, tandis

réduction de 30,2 milliards de dollars, en 1988, d'un déficit qui avait atteint 148 milliards de dollars l'année précédente.

Restait encore à s'entendre sur le détail des mesures, la nature exacte des impôts et ressources d'une part, des économies de l'autre, nécessaires pour arriver à un résultat considéré comme tout juste satisfaisant. Nécessité faisant loi, les deux par-



que certains élus profitent des innombrables possibilités offertes par le système pour rajouter, à la dernière minute, les dispositions favorisant les intérêts financiers des lobbies qui sont leurs bailleurs de fonds.

Depuis la chute de Wall Street à la mi-octobre et l'inquiétude qu'elle a suscitée dans l'ensemble du monde financier et économique, une très forte pression s'exerce sur les responsables politiques américains pour qu'ils trouvent enfin les moyens de réduire leur déficit budgétaire. Après bien des atermoiements, la Maison Blanche et le Congrès ont fini par trouver un accord de principe, le 20 novembre, pour une

ties s'acheminant vers une solution, en dépit d'un premier dépassement des délais (tout en principe aurait dû être au point avant le 16 décembre).

Demeurant pour l'essentiel deux points litigieux plus politiques qu'économiques : une loi que le Congrès a fait figurer dans le « paquet », et dont M. Reagan ne veut pas (il s'agit d'obliger les chaînes de radio et de télévision à diffuser systématiquement des points de vue différents sur tous les sujets controversés). Et surtout, des crédits pour les rebelles antiaméricains, dont la Chambre des représentants ne veut pas, alors que le président en fait une question de principe.

Au cours des derniers mois, il semblait évident que l'administration éprouverait d'énormes difficultés à faire accepter par le Congrès une quelconque aide aux « contras ». Mais, dernièrement, les circonstances avaient un peu changé : la réalisation dans les faits du plan Arias pour une paix en Amérique centrale semble de plus en plus aléatoire. Le régime de Managua se raidit sur ses positions, et surtout les révélations récentes et controversées d'un transfuge du Nicaragua, le commandant Miranda, qui affirmait que les sandinistes projetaient un développement considérable de leurs forces armées, ont inquiété certains membres du Congrès, même parmi ceux qui avaient été les sensibles, à l'automne, à l'offensive de charme de Managua.

Du coup, la thèse de la Maison Blanche (les sandinistes renonceraient tous leurs engagements dès qu'ils seraient débarrassés de la pression de la Contra) a retrouvé une plus grande crédibilité, et le Sénat a voté le 12 décembre une aide non militaire de 16 millions de dollars sur deux mois aux anti-sandinistes. Mais la Chambre des représentants, sous l'impulsion du speaker Jim Wright, s'oppose à ce projet. M. Reagan, très engagé dans l'affaire nicaraguayenne, a persisté dans son refus, ce qui a conduit M. Reagan à brandir sa menace de veto.

Le président, peut-être parce qu'il se sent revigoré par le succès de sa rencontre avec M. Gorbatchev, semble fermement résolu à livrer bataille et à utiliser à fond l'avantage que lui offre le calendrier. En bloquant le vote du budget, il contraindrait en effet les congressistes à rester en session à l'approche des fêtes de Noël, perspective très douloureuse pour eux. M. Reagan lui-même a déclaré de ne pas se rendre ce week-end à Camp David et s'est déclaré disposé à renoncer s'il le faut à ses vacances en Californie, ce qui, de sa part, confine à l'héroïsme.

JAN KHAUZE.

De passage à New-York après avoir reçu le prix Nobel de la paix

## Le président du Costa-Rica critique sévèrement le Nicaragua

Le président du Salvador, M. Duarte, a annoncé vendredi 18 décembre qu'il n'avait pas l'intention de décrire une trêve avec la guérilla pour Noël semblable à celle dont sont convenus au Nicaragua le gouvernement sandiniste et les forces de la Contra. Par ailleurs, les rebelles antiaméricains ont accepté de mener la semaine prochaine une troisième série de négociations en République dominicaine « dans l'intérêt de la paix ».

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Sur le chemin du retour d'une tournée diplomatique dans quatre pays nordiques, au cours de laquelle il a reçu le prix Nobel de la paix, le président Arias (Costa-Rica) a rendu visite au secrétaire général des Nations unies. Au cours d'une conférence de presse, vendredi 18 décembre, il s'est montré déçu et irrité par les attaques du gouvernement de Managua contre l'opposition nicaraguayenne, surtout par le discours prononcé la semaine dernière par le président Ortega (dans ce discours, M. Ortega avait notamment affirmé qu'il était « prêt à quitter le gouvernement mais pas le pouvoir »). « L'essentiel des accords de paix de Guatemala consiste à restaurer la démocratie en Amérique centrale. Or la démocratie suppose le respect de l'oppo-

sition politique », a expliqué M. Arias.

Commentant les affirmations d'un transfuge nicaraguayen, le major Roger Miranda Banguoches, selon lequel le régime de Managua aurait l'intention de maintenir une armée d'environ cent mille hommes, appuyée par six cent mille réservistes, le président du Costa-Rica s'est dit « attristé par une telle perspective ».

Arrivé aux États-Unis il y a environ deux mois, le major Miranda occupait, à Managua, les fonctions de directeur de cabinet du ministre de la Défense. Ses déclarations sur les intentions belliqueuses des Sandinistes sont mises en doute par certains responsables de la CIA et par le département d'État, qui estiment que « les chiffres avancés par le major Miranda ne sont corroborés par aucune autre source ».

Ch. L.

BRÉSIL : en conflit avec le président Sarney

## M. Pereira, ministre des finances, quitte le gouvernement

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Nouvelle turbulence dans la conduite de l'économie brésilienne : le ministre des finances, M. Bresser Pereira, a remis sa démission, le vendredi 18 décembre. Il était entré en conflit avec le président Sarney à propos d'un train de mesures fiscales destiné à réduire le déficit public. Son successeur sera le quatrième titulaire du poste en un peu moins de trois ans de « nouvelle République ».

Le ministre avait indiqué clairement qu'il engageait son autorité dans le plan d'austérité proposé au président de la République. Sans une augmentation des recettes et une restriction des dépenses de l'État, il se disait incapable de contrôler les comptes de la nation l'an prochain et de lutter contre l'inflation, qui a battu un nouveau record en 1987 (entre 370 % et 400 %).

Appelé en mai dernier à réparer les effets dévastateurs du plan Cruzado, lancé en 1986 (hyperinflation et épuisement des réserves de change), M. Bresser Pereira avait lancé, tout récemment, un nouveau programme de stabilisation. Après trois mois de blocage des prix, l'inflation est repartie de plus belle (13 % en novembre, 14 % prévus en décembre), tandis que le déficit public ne cessait de s'aggraver.

Pour accroître les recettes de l'État, M. Bresser Pereira deman-

dait d'augmenter l'imposition sur les revenus du capital, ce que M. Sarney a refusé. Même refus présidentiel des coupes sévères proposées par le ministre dans les dépenses publiques : M. Bresser Pereira voulait tailler dans la graisse d'un État nettement hypertrophié, par suppression ou privatisation d'entreprises et réduction d'effectifs. Le but était d'obtenir une économie équivalente à 2 % du PIB. Mais la réaction a été vive de la part des administrations intéressées et M. Sarney a reculé.

Le ministre démissionnaire n'a pas échoué sur tous les plans : il a réussi à redresser la balance commerciale, qui a retrouvé un excédent annuel de 10 à 11 milliards de dollars, et préparé la voie à un accord avec les créanciers étrangers, en abandonnant le moratoire unilatéral décidé en février dernier pour le paiement des intérêts de la dette privée à moyen et à long terme et en ramenant le Brésil à la table des négociations avec le FMI, retrouvant ainsi l'important qu'il a imposé à son parti, le Mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui ne voulait pas en entendre parler.

M. Sarney a désormais les mains libres pour choisir un nouveau responsable de l'économie. Jusqu'à présent, ses choix lui avaient été imposés par le parti majoritaire, le PMDB, dont une fraction importante était désormais favorable à une rupture avec le gouvernement.

CHARLES VANHECKE.

## Diplomatie

Le « grand Maghreb » en gestation

## L'Algérie multiplie les contacts avec le Maroc

ALGER  
de notre correspondant

Le rêve de l'édification d'un « grand Maghreb » progresse. Une délégation algérienne conduite par M. Ahmed Attas, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, a conclu, vendredi 18 décembre, une série d'entretiens à Rabat. La mission était essentiellement technique, et-on précise à Alger, mais les confins du technique et du politique se rejoignent forcément lorsqu'il s'agit de parler d'échanges et de coopération économique, de circulation des biens et des personnes, de réouverture des frontières. Sujets mineurs peut-être, mais préliminaires nécessaires à la normalisation des rapports entre deux pays voisins, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis février 1976 pour cause de conflit au Sahara occidental.

Ces « consultations d'experts », en fait, débroussaient le terrain pour une rencontre beaucoup plus

politique : celle d'une commission interministérielle qui devrait se réunir prochainement, présidée par les ministres des affaires étrangères algérien et marocain. La décision de mettre sur pied cette commission aurait été prise le 21 novembre, lors de la dernière visite à Alger (le Monde du 24 novembre) du chef de la diplomatie marocaine. La volonté de dialogue, malgré la persistance de la guerre au Sahara occidental, ne s'est pas démentie depuis le sommet tripartite d'Akrid Lofti (à la frontière algéro-marocaine), où le président Chadli avait rencontré le roi Hassan II en présence du souverain d'Arabie saoudite (le Monde du 5 mai 1987). Les deux ministres des affaires étrangères se sont vus depuis lors une bonne demi-douzaine de fois, et il n'est pas exclu que M. Ibrahim se rende à Rabat le mois prochain.

Qu'en est-il alors de la position officielle de l'Algérie, selon laquelle il ne peut y avoir de rapprochement avec le Maroc qu'après l'amorce d'un processus de règlement du pro-

blème sahraoui ? L'Algérie considère-t-elle la visite de la commission technique de l'ONU et de l'OUA, chargée d'étudier les modalités d'organisation d'un éventuel référendum d'autodétermination au Sahara occidental, comme un premier pas ? C'est possible. D'autant que les responsables algériens laissent volontiers entendre, en privé, que cette mission a été mise sur pied à l'instigation de l'Algérie, qui s'était auparavant assurée des bonnes dispositions marocaines.

## La normalisation tuniso-libyenne

Pendant que la délégation algérienne des affaires étrangères séjourne au Maroc, le premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, était en visite officielle en Libye jusqu'au dimanche 20 décembre. Il était accompagné d'une importante délégation gouvernementale.

Le premier ministre algérien a entrepris cette visite une semaine après que le commandant Hamdi Khoulidi, envoyé spécial du colonel Kadhafi, eut remis un message de l'État libyen au président tunisien, M. Zia El Abidine Ben Ali, et déclaré que le rétablissement des relations diplomatiques entre Tunisie et Tripoli n'était plus qu'« une question de détails ». Optimisme partagé à Alger où l'on espère une normalisation avant la fin de l'année. Pour en arriver là, les dirigeants algériens n'ont pas ménagé leurs efforts. Pression sur les Libyens pour qu'ils indemnisent totalement les Tunisiens expulsés de Libye en 1985 et incitation à la magnanimité en direction de Tunis.

Cependant, les Algériens ne sont pas dupes non plus. Ils connaissent le colonel Kadhafi et son caractère fantasque. C'est en partie pour cela qu'il n'a jamais été sérieusement question d'union entre Alger et Tripoli, mais plutôt d'« unité », de « complémentarité économique » et d'« approfondissement des relations politiques ».

Il est clair, dans l'esprit des dirigeants algériens, que cette union, tant réclamée depuis dix-huit mois,

ne peut passer qu'à travers le cadre plus général et plus contraignant à la fois du traité de fraternité et d'amitié conclu entre les deux pays, la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie. Une réunion — la première du genre — des ministres des affaires étrangères des trois pays signataires devait, du reste, se tenir, le dimanche 20 décembre, à Alger, et le traité pourrait bien servir de colonne vertébrale à ce que les chefs d'État de la région appellent « le grand Maghreb arabe ».

Les trois ministres devaient étudier l'opportunité de l'adhésion libyenne au traité. Pour être sûr qu'aucun arrière-pensée ne trouble en Tunisie, Tripoli a versé sur le compte d'une banque tunisienne une somme considérable, qui sera renouvelée dès que de nouveaux travailleurs tunisiens spoliés en Libye se feront connaître. Les relations diplomatiques entre Tunis et Tripoli rétablies, rien ne s'opposera plus, théoriquement, à l'adhésion de la Libye au traité. Mais Tunis peut-il accepter de voir ainsi Rabat isolé sur la scène régionale ?

Certes, non. Alors, pour contourner l'écueil de l'absence de relations officielles entre Alger et Rabat, une solution doit être trouvée, et c'est ici que l'on parle de ressortir des cartons les vieux textes signés à Tanger, en 1958, entre l'État marocain, le Destour tunisien et le FLN algérien encore en guerre. Le communiqué signé à l'époque entre les trois partis ne prévoyait-il pas déjà l'établissement, après l'indépendance de l'Algérie, d'un Parlement maghrébin (algéro-tunisio-marocain) consultatif ?

La compatibilité entre les textes du traité et celui de la réunion de Tanger devrait permettre, malgré l'acuité du problème sahraoui, d'envoyer un « grand Maghreb » à cinq (1). En attendant, si l'éventualité se présente, de voir un jour un État sahraoui entrer de plain-pied dans le concert régional en tant que sixième État maghrébin.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie, Libye.

## Europe

URSS : jugé pour corruption « à une grande échelle »

## Le gendre de Léonide Brejnev est passible de la peine de mort

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

Le gendre de l'ancien numéro un soviétique, Léonide Brejnev, M. Youri Tchourbanov, sera jugé « dans un mois ou deux » et encourt la peine de mort pour corruption et « pots-de-vin » à une grande échelle », a indiqué, vendredi 18 décembre, un haut fonctionnaire soviétique. M. Tchourbanov, cinquante ans, premier vice-ministre de l'intérieur, de 1979 à 1984, avait été arrêté en février dernier inculpé à la prison de Lefortovo à Moscou. L'instruction est à présent terminée et l'acte d'accusation en cours d'élaboration.

An terme de la loi soviétique, les crimes dont est accusé M. Tchourbanov sont passibles de la peine de mort par fusillade, ou de quinze ans de détention. Cependant, souligne-t-on dans les milieux officiels, la tendance actuelle serait plutôt à limiter dans la mesure du possible les condamnations à la peine capitale, et, excepté dans du contexte poli-

que et des liens familiaux de l'accusé — même en période de débrejnévisme — il est plus probable que le tribunal opte pour la privation de liberté.

Troisième mari de Galina Brejnev, Youri Tchourbanov avait été subitement rétrogradé au ministère de l'intérieur en décembre 1984, deux ans après la mort de Léonide Brejnev. Selon la rumeur publique, il était impliqué en particulier dans un trafic de voitures de luxe. Son arrestation était la troisième dans une série de scandales qui ont ébranlé la famille Brejnev. Avant lui, un ami très proche de Galina Brejnev, Lev Kolosov, directeur du Cirque de Moscou, avait été condamné à treize ans de prison en 1984 pour corruption, et un autre ami de la turbulente fille de Léonide Brejnev, Youri Sokolov, directeur du Gastronom n°1, le plus grand magasin d'alimentation de la capitale, était condamné à mort en 1984, toujours pour corruption.

SYLVIE KAUFMANN.

**isth** Institut privé des Sciences Technico-Économiques depuis 1984

**NOUVEAU PROGRAMME 1988**

**SCIENCES-PO**

• Formation des futurs cadres de l'administration et de l'entreprise

• Préparation des concours de l'État

• Accès à toutes les langues vivantes

**ENTRÉE EN AP**

• Année complète OCTOBRE à JUIN

• Session complémentaire JANVIER à MARS

• Session intensive MAI-JUIN

**Tél. : 42.24.10.72**  
**45.85.59.35**

**Graphologue MSI**

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, L.M.

صكنا من الأصل



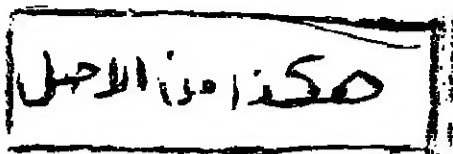
THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Tiens, c'est bientôt Noël! En d'autres termes, c'est le moment de vous faire offrir un Miele, voire même plusieurs. Comment? Il suffit de faire part de vos désirs à un monsieur un peu mûr qui se fera un plaisir de vous gâter. Un détail: le monsieur en question porte une houppelande rouge et une barbe blanche. Profitez-en, il est généreux.

**Miele**  
LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

**Miele**  
LA PAIX N'A PAS DE PRIX





# Politique

## La fin de la session parlementaire

La session d'automne du Parlement s'achève, le dimanche 20 décembre à minuit, sans que les deux Assemblées aient pu venir à bout d'un ordre du jour passablement bousculé, et les parlementaires devraient être conduits, dès lundi, à prolonger leurs travaux pour une

courte session extraordinaire. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. André Rossinat, l'a confirmé : le gouvernement demandera au président de la République de convoquer le Parlement probablement dès le début de la semaine, afin d'épuiser les projets

qui restent en attente entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Aucun texte nouveau ne devrait être soumis, sauf impérieux, aux parlementaires à cette occasion. Une autre session extraordinaire du Parlement sera convoquée en janvier pour le financement des partis.

### Assemblée nationale

## La contribution des employeurs pour le logement est réduite et devrait être mieux gérée

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 17 décembre, un projet de loi présenté par M. Pierre Méhaignerie qui diminue de 0,77 % à 0,72 % de la masse salariale la contribution des employeurs pour le logement et qui crée une agence nationale chargée de contrôler et de coordonner l'action des organismes gérant les sommes ainsi recueillies. Seuls le RPR et l'UDF l'ont approuvé, le PS, le PC et le FN votant contre.

dénoncé le texte « qui porte un coup au droit au logement dont devrait bénéficier tout citoyen », a dit M. Mugette Jacquemais (PC, Hauts-de-Seine).

Il aurait fallu que le taux de contribution des entreprises remonte à 1 % et atteigne progressivement 2 % et que les représentants des salariés soient véritablement associés à la gestion des sommes ainsi recueillies et à la répartition des logements qu'elles permettent de construire.

### Diminuer la charge financière des entreprises

Loi d'avoir une opposition de principe à cette réforme, les socialistes avaient pensé qu'ils pourraient contribuer à l'améliorer. Ainsi, la gauche étant majoritaire lors de la réunion de la commission de la production, elle avait désigné le rapporteur, M. Guy Malandain (PS, Yvelines). Celui-ci n'a démissionné qu'au cours du débat en séance publique, la majorité ayant refusé de le suivre dans son souhait de voir garantir que la diminution de la contribution patronale n'entraînerait pas une baisse des crédits consacrés au logement, des économies n'étant faites que sur les frais de gestion.

Il serait même possible de descendre à 0,62 %, affirme, pour sa part, M. Méhaignerie « sans diminuer les investissements », tant les dépenses annexes sont importantes. Pour lui, cette réforme a donc l'avantage de diminuer les charges financières imposées aux entreprises sans abai-

ser l'effort pour le logement. Les socialistes auraient aussi souhaité qu'un fonds de péréquation permette de faire profiter les salariés des petites entreprises des habitations ainsi construites, alors que la faible cotisation de leurs employeurs ne leur permet pas d'en profiter.

A l'initiative de M. Malandain et de M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) le statut et les missions de l'agence nationale ont été renforcés. Elle sera un établissement public à caractère industriel et commercial à qui l'Etat transmettra une partie de ses pouvoirs réglementaires et qui aura les moyens de contrôler l'action et la gestion des CIL. De plus, ceux-ci seront soumis à la loi sur la prévention des difficultés des entreprises, ce qui leur impose des règles comptables, et un contrôle par un commissaire aux comptes.

L'agence gère la part de cette contribution (0,1 %) destinée aux logements des travailleurs immigrés. M. Jean-Paul Virapoul (UDF, la Réunion) aurait souhaité que les habitants des DOM-TOM puissent aussi profiter de cette partie des crédits.

Le Front national a contesté la part faite aux étrangers « dont la vocation n'est pas de rester en France », car, pour eux, « les foyers » sont suffisants. Ces propos ont fait dire à M. Francis Delestre (UDF, Val-d'Oise) qu'il était « inadmissible sur le plan humain » et à M. Robert Montanant (PC, Val-d'Oise) qu'ils étaient « racistes ».

Th. B.

### Sénat

## Approbation de la réforme de l'instruction

### M. Jean-Marie Girault (UDF) impute au gouvernement la responsabilité du « discrédit » de la justice

Le Sénat a adopté dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 décembre le projet de réforme de l'instruction judiciaire dont il avait commencé l'examen le matin même. Le texte amendé a été approuvé par deux cent vingt voix contre quatre-vingt-onze. Quelques sénateurs de la majorité n'ont pas voté pour les modifications ainsi apportées au code de procédure pénale (1).

M. Alain Chalonon portait à juste titre nourrir quelques inquiétudes pour le passage devant le Sénat de l'ultime texte auquel il voulait tant attacher son nom. La loi Badinter du 10 décembre 1985, que l'actuel garde des sceaux a décidé de suspendre, avait été adoptée au palais du Luxembourg à l'unanimité, les sénateurs RPR s'abstenant. Certains s'en souvenaient, à commencer par le rapporteur de l'époque, M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados). S'interrogeant sur les raisons qui ont conduit la chancellerie à refuser cette loi, il se demande si ce n'est pas parce qu'elle « portait le péché originel d'avoir été le fruit d'un gouvernement de gauche ». Le ministre de la Justice, M. Chalonon, a répondu qu'il n'y avait rien de tel : il pense qu'elle ne sera pas appliquée dans quinze mois, comme il est prévu, car « jamais un gouvernement issu de l'élection présidentielle, quel qu'il soit, ne voudra l'appliquer » ; il observe que l'objection faite à la loi Badinter est identique à celle qui pourra l'être à la future loi Chalonon, c'est-à-dire

manque d'effectifs et nécessité de créer de nombreux emplois.

Avant d'accuser le ministre de la justice d'« assassiner » la loi de 1985, le maire de Caen évoque le procès des auteurs de la fusillade de Héneghem en termes encore plus vigoureux qu'il ne l'avait fait face à M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, lors de l'examen du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. « Lorsqu'il y a de la dignité de la justice, le gouvernement a le devoir de prendre des initiatives », dit-il, avant de demander pourquoi le gouvernement justement « s'en abstient » et plus précisément pourquoi il n'a pas prescrit le désaisissement de la cour d'assises de Nouméa et pourquoi le procureur n'a pas formé un pourvoi devant la Cour de cassation. La cause est entendue pour M. Girault : le gouvernement a une « lourde responsabilité » dans le « discrédit qui entoure la justice ».

Soulignant le caractère « très grave » des paroles prononcées, M. Chalonon donne qu'une justification de l'hémicycle ait été mieux à même de juger des agissements survenus à des milliers de kilomètres, et il objecte qu'un pourvoi n'aurait pas permis de revenir sur l'acquiescement.

Le plaidoyer en faveur de la loi Badinter (qui devait entrer en application le 1<sup>er</sup> janvier prochain) et le réquisitoire contre le projet de loi en discussion (dont la mise en œuvre n'est prévue que pour le 1<sup>er</sup> mars 1989) prononcés par M. Girault n'étaient guère en deçà de ceux qu'on prononcera les porteurs

parce de l'opposition de gauche. M. Félix Cicourel (PS, Bouches-du-Rhône) a tenté en vain de démontrer que le texte, sorte d'« embargo législatif », est contraire à la Constitution et à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Sans plus de succès, M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) a essayé de convaincre une majorité de sénateurs qu'il n'y avait pas lieu de débiter, « Vous avez en zigzag sur un terrain glissant », lançant à M. Chalonon avant de l'accuser d'avoir « ramassé dans les poubelles de l'histoire » des dispositions arrachées à la loi dite « sécurité et libertés » qui étaient aux magistrats des tribunaux et des cours le droit bicentenaire de fixer le calendrier de leurs travaux.

M. Charles Ledermann (PC, Val-de-Marne) n'était pas en route pour soupçonner M. Chalonon de « mouliner les magistrats » et de vouloir « estomper le principe de la présomption d'innocence afin de frayer la voie à un système accusatoire particulièrement ambigu ».

La majorité prête bien évidemment des desseins moins noirs à M. Chalonon. Il n'empêche que M. Louis de Catelan (Un. cent., Yvelines) s'interroge sur la hâte mise à faire voter, en fin de session, une réforme qui, même si elle constitue, selon lui, les garanties des prévenus « manque de cohérence ».

Il n'y a guère que du côté du RPR, avec M. Michel Ruffin (Meuse), que le soutien sera sans équivoque.

Les sénateurs ont adopté ensuite quelques amendements, dont l'un déshabille la « chambre de garantie des libertés individuelles » pour l'appeler « chambre des demandes de mise en détention provisoire ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Les députés approuvent la loi de programme sur le patrimoine monumental

Le projet de loi de programme sur le patrimoine monumental a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le vendredi 18 décembre. Les députés ont approuvé à l'unanimité le texte présenté par le ministre de la culture. Les socialistes et les communistes se sont abstenus. Ce projet tend à la préservation des monuments historiques, à leur sauvegarde et à leur transmission.

« La dégradation de notre patrimoine monumental nécessite une réaction à la fois vigoureuse et urgente ». Ce constat du rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), a fait l'unanimité des bancs du Palais-Bourbon. Pour le député UDF, le projet de gouvernement est « dense et concis », et s'il est positif, il ne suffit pas à lui seul à répondre à l'ampleur des problèmes posés. Des mesures réglementaires

sont en route, a-t-il précisé, mais le législateur devra, selon lui, travailler à une réforme de la fiscalité de la transmission des monuments appartenant à des personnes privées.

Le gouvernement a eu « une initiative heureuse », a applaudi M. Georges Tranchesi (RPR, Hauts-de-Seine). Le rapporteur de la commission des finances a également voulu voir dans cette loi la manifestation d'« un attachement à notre identité nationale ».

« C'est un grand bonheur pour moi », a expliqué M. François Léotard, en rappelant qu'il marche sur les traces d'André Malraux, qui avait présenté, en 1962 et 1967, deux lois de programme. « La nature des travaux justifie l'engagement de programmes pluriannuels », a souligné le ministre, en précisant que de quatre cents au début du siècle le nombre d'édifices protégés était passé à plus de trois mille sept cents aujourd'hui. « Cette loi, a-t-il précisé, donne trois assurances : que les travaux concerneront l'ensemble du patrimoine ; que les crédits progresseront ; enfin que ces travaux seront effectués régulièrement ».

Ces affirmations n'ont pas tellement convaincu le député socialiste de Paris, M. Alain Billon, qui a jugé « regrettable » que la priorité donnée au patrimoine monumental se fasse « au détriment » d'autres actions majeures. Il s'est, en outre, étonné du fait que les crédits de restauration des monuments historiques de l'Etat « marquent le pas ».

D'autre part, les députés ont souhaité préciser par amendement la portée de l'article additionnel adopté le 5 novembre par le Sénat : cet article proposait l'exonération des droits de succession sur les édifices protégés ouverts au public (et portant sur les immeubles ainsi que sur les biens meubles). Les députés ont souhaité que soient exonérés des droits de succession les biens immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire, ainsi que les meubles qui en constituent le complément historique ou artistique, dès lors que les héritiers, les donateurs ou les légataires ont souscrit avec l'Etat une convention à durée indéterminée prévoyant les modalités d'ouverture de ces bâtiments au public. En fixant une durée indéterminée pour ces conventions, les députés ont souhaité éviter que les biens continuent à échapper aux droits de succession tout en n'étant plus présentés au public.

P. S.

P. S.

## Adoption du projet de loi sur la transmission des entreprises

Le Sénat a adopté, dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 décembre, le projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises.

Ce texte accroît les avantages de la donation-partage pour les collatéraux et les tiers. Comme à l'Assemblée nationale (le Monde des 19 et 20 novembre), cette extension a suscité un débat aussi vif que technique. Pour les socialistes, le droit successoral a certes besoin d'être réformé, mais « pas à la sauvette », sous peine, en en retirant une pierre, d'écrouler l'édifice comme l'a expliqué M. Michel Darras (Fas-de-Calais). Le gouvernement, en proposant de régler au plan civil mais aussi indirectement au plan fiscal les problèmes liés aux transmissions d'entreprises, a été conduit à mettre au point ni plus ni moins qu'une réforme du régime des successions des donations-partages afin de régler les cas où les enfants du chef d'entreprise se refusent à la reprise ou en sont jugés incapables par l'ascendant.

Le gouvernement avait réussi à imposer ses vues malgré les réticences du président RPR de la commission des lois, du Palais-Bourbon. Dans l'hémicycle du palais du

Luxembourg, M. Georges Chauvane, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, n'a pas eu autant de succès : c'est en vain qu'il s'est opposé à la version de l'article mise au point par le rapporteur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), avec l'aval de M. Jacques Guédon (RPR, Vendée), rapporteur de la commission des finances. L'amendement de la commission réserve l'extension du régime aux seules donations-partages dans lesquelles entre une entreprise et à la double condition que les tiers ne puissent se voir attribuer que tout ou partie de l'entreprise ou sa jouissance et qu'ils s'engagent à en assurer la gestion pendant une durée minimum obligatoire de cinq ans.

Il écarte, d'autre part, la possibilité pour les ascendants de recourir à la donation-partage, quel que soit le nombre de leurs enfants et descendants, dès lors qu'une entreprise entre dans le champ de distribution ou de partage, ce qui permet la transmission d'entreprises par cette voie même si l'ascendant n'a qu'un seul enfant.

A. Ch.

### EN BREF

● NOUVELLE-CALÉDONIE : une délégation à Paris. Une délégation du Parti fédéral d'Opao (un petit mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie) chevaiera, le lundi 21 décembre, une visite d'une dizaine de jours à Paris, au cours de laquelle elle a mis en garde ses interlocuteurs contre les risques de nouveaux troubles dans ce territoire d'outre-mer. MM. Gabriel Païta et Christian Brunel ont notamment rencontré des élus du groupe centriste au Sénat et M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Ils se sont également entretenus avec un conseiller du ministre François Mitterrand, M. Gilles Ménage, ainsi qu'avec un collaborateur de M. Raymond Barre. Ils ont aussi été reçus par les dirigeants de l'Eglise protestante. « Une des conclusions de notre voyage, c'est que les canaques ne peuvent compter que sur eux-mêmes », ont indiqué les deux hommes à l'AFP en déplorant que la question néo-calédonienne ne soit pas un des enjeux de la campagne pour l'élection présidentielle.

● RAPATRIES : le RECOURS mécontent. — Au nom des rapatriés d'Afrique du Nord, le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Rosset, a vivement protesté, le dimanche 18 décembre, contre l'intention du ministère des finances de subordonner le remboursement des dettes des rapatriés réinstallés — prévu par la loi de finances 1987 — à la jurisprudence concernant les dettes « professionnelles ». Cela reviendrait, a-t-il estimé, à « dévaloriser 90 % des familles de cette disposition ». M. Rosset a affirmé que le codicille ajouté au texte d'application de cette disposition « interdit, étant donné les précédents de la Cour de cassation, à la presque totalité des huit mille familles concernées de profiter du remboursement qui leur est dû ». Il a exprimé « son désaccord formel avec l'esprit et la lettre de la circulaire d'application que le ministre Camille Cabane s'approprie à publier », en considérant que « les services des finances ont une fois de plus manœuvré pour restreindre la portée de la loi ».

### L'élection cantonale de Tourcoing-Nord est annulée

par le tribunal administratif

LILLE

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Lille a annulé, le mercredi 16 décembre, l'élection cantonale partielle de Tourcoing-Nord (Nord) des 11 et 18 octobre, au terme de laquelle le candidat socialiste, M. Alexandre Faiderbe, avait été élu, emportant un siège traditionnellement détenu par la droite. Le premier tour de ce scrutin avait donné lieu à une véritable mascarade électorale avec la présence, à l'extrême droite, de trois « candidats fantômes ». M. Christian Baerzant, député du Nord et candidat du Front national lors de ce scrutin, avait alors dénoncé une manœuvre destinée à disperser les voix du FN et avait déposé un recours en annulation.

Le tribunal administratif, suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, a considéré que les fausses indications portées sur les affiches électorales et les professions de foi ainsi que l'utilisation de photographies de « mannequins professionnels » étaient de nature à tromper les électeurs. Il a, de surcroît, reconnu que l'étiquette sous laquelle se présentait l'un des candidats (« Front national, pour la défense de l'identité française ») et même celles des deux autres (« Trop d'immigrés, la France aux Français » et « Stop à l'immigration ») étaient « propres à établir une confusion » avec celle du Front national.

J.-R. L.

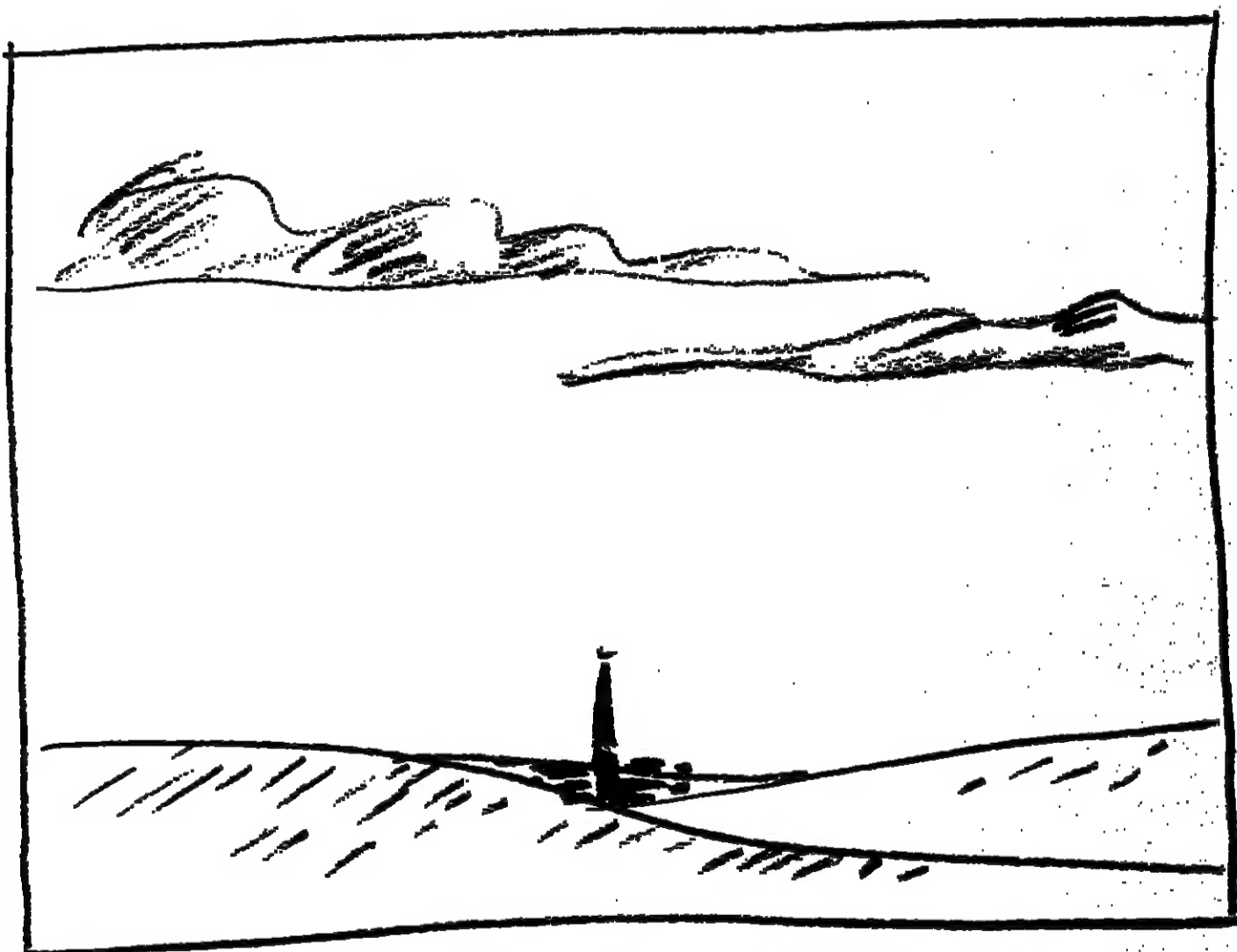






هكذا بدأ العمل

8 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 \*\*\*



## Au même moment, les autres avaient pour horizon Tokyo, Singapour et Hong-Kong.

Pendant 5 ans la France a vécu dans l'ombre de son petit clocher. Pendant que nos concurrents européens se battaient sur tous les marchés du monde, les entreprises françaises, handicapées par les impôts, le contrôle des changes, et des contraintes administratives et sociales excessives, perdaient des parts de marché, des dizaines de milliards et des centaines de milliers d'emplois.

Depuis 1986, l'action du gouvernement de Jacques CHIRAC, baisse de la T.V.A. sur différents produits, réduction des impôts sur les entreprises de 50 à 42 %, sup-

pression de l'autorisation administrative de licenciement, encouragement à l'investissement en recherche et développement par diverses subventions et incitations fiscales, liberté des prix et des changes, privatisations, a pour but de nous remettre à niveau.

Dans un même esprit de recherche, et de coopération européenne, la France a fait adopter le programme spatial européen (Ariane V, Hermes, Colombus).

Et ça marche. L'O.C.D.E. prévoit même que nous serons le premier des pays industrialisés pour l'investissement productif dans les 2 années à venir.

C'est ainsi que nous sommes en train de nous préparer à 92.

Avec 320 millions de consommateurs, le Grand Marché Européen de 92 sera le plus grand marché du monde. Cela veut dire plus de débouchés pour nos produits. Et donc plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat.

Mais pour l'aborder en bonne position, il faut se battre. C'est ce que fait Jacques CHIRAC. Pendant que les autres parlent, lui, il agit.

92. Qui peut le mieux nous préparer ?

**RPR 92 92**

Le cr

Le docteur Par  
vingt ans de d

space  
coopération  
américano-soviétique  
pour Mars

lois  
réglementation  
européenne  
sur la sécurité



A la cour d'assises de Paris

Le crime absurde de Pierre Goguet

La cour d'assises de Paris a jugé, vendredi 18 décembre, l'une des formes de crime les plus déconcertantes : celle où l'assassin mobile n'explique clairement le geste meurtrier. Ainsi, personne ne s'explique-t-il pourquoi, dans l'après-midi du 5 avril 1984, un homme âgé de soixante-quatre ans, a tué un gardien de la paix de vingt-huit ans, marié, père de deux enfants, en lui touchant la gorge d'un coup de couteau. Le policier, Bernard Dhennequin, n'a pas été victime d'un redoutable gangster, mais d'un homme aigri qui a frappé sans raison apparente un agent convaincu d'effectuer une mission de routine.

Pierre Goguet avait été interpellé par le son de sa double au moment où il s'apprêtait à passer devant la cour d'assises de Paris. C'est l'histoire d'un homme qui, selon les policiers, le couteau ne pouvait être que dans sa poche car, de leur propre aveu, il n'a été fouillé qu'après avoir été maîtrisé. A l'infirmerie psychiatrique, on se contentera d'un test d'alcoolémie pour constater une ivresse importante qui n'a pas été vérifiée par une prise de sang.

Mais sans être un ivrogne, Goguet était connu pour fréquenter assiduellement les bars qui n'aimaient pas recevoir cet homme décrit par ses proches comme méfiant, persévérant, grognier, méfiant, « un loupard sans en avoir l'âge », capable des plus bizarres comportements. A entendre la lecture de l'enquête de personnalité, il aurait tous les défauts et rien ne plaiderait en sa faveur à l'exception de son engagement dans la Résistance et de trois années passées en Allemagne. Les séquences de la déportation lui vaudront une confortable pension d'invalidité qui, depuis 1958, en fera un oisif. Pour les psychiatres, il ne s'agit pas d'un dément, mais seulement d'un caractère souffrant d'une « démentalisation sévère favorisée par l'imprégnation délirante » susceptible de bénéficier de larges circonstances atténuantes.

Les seuls témoignages positifs, c'est Goguet qui les démentait. Méfiant à l'extrême, il ne les avait pas confiés à ses avocats, gardant par devers lui son propre dossier dans lequel il a fouillé régulièrement tout au long des débats, tournant le dos au président Maurice Colombe. Sans illusion sur son sort, il avait déclaré au médecin de la maison d'arrêt : « Les prisons j'en aurais les pieds devant ».

Ce n'était pas le vote de l'avocat général, M. Yves Larue, qui, après avoir « cherché la vérité », avait demandé une peine de huit ans de réclusion criminelle. Ses avocats, M. Thierry Lévy et M. Guillaume Weil-Raynal ont tenté d'expliquer son acte par la peur : « Celle d'un animal qui ne peut pas prendre la fuite », tout en demandant que la sanction soit modérée.

Mais les jurés parisiens, tout en reconnaissant l'accusation de meurtre en coups et blessures volontaires, ont estimé que la mort sans intention de la donner, est punie d'une peine de dix ans de réclusion criminelle contre Pierre Goguet dont un avocat des parties civiles, M. Gilles Dussert avait dit : « Toute l'histoire de sa vie est une bouffée de haine gigantesque qui lui a mené à ce geste ».

MAURICE PEYROT.

Placé sous écrou extraditionnel en France

Le docteur Pancino a été condamné en appel à quinze ans de détention par un tribunal italien

Placé, jeudi 17 décembre, sous écrou extraditionnel à Paris, le docteur Gianfranco Pancino, de nationalité italienne, médecin et chercheur à l'Institut d'histologie de l'hôpital Saint-Louis (le Monde du 19 décembre), a été condamné, vendredi 18 décembre, par contumace, à quinze ans de détention par la cour d'assises de Turin, qui statuait en appel. La peine prononcée en première instance était de dix ans de prison. Le docteur Pancino était accusé, dans ce procès, d'avoir participé, avec d'autres militants, à une série d'attentats commis par les « Noyaux communistes territoriaux », proches de Prinos, Lissu et dans le plus grave avait été l'assassinat, le 31 décembre 1981, d'un vigile privé d'une entreprise dépendant de la Fiat. Il est l'un des rares accusés dont la peine a été aggravée en appel.

Cette condamnation intervient alors que, en France, les avocats du chercheur, le bâtonnier Guy Danet et M. Roger Doumit, ont déposé une demande de mise en liberté provisoire pour leur client : celle-ci devrait être examinée le 29 décembre par la chambre d'accusation de Paris.

Dans le même temps, les collègues du docteur Pancino, qui le considéraient comme « l'un des grands spécialistes mondiaux de l'immunologie des cancers du sein », ont déjà recueilli quelque cent vingt signatures en sa faveur dans les milieux médicaux et de la recherche notamment, tandis que ses avocats ont entrepris des démarches pour « régulariser la situation » du chercheur qui vit en France depuis 1982 avec son épouse et son fils de quatorze ans.

De son côté, l'Association « Entre aide et solidarité aux réfugiés italiens en France », qui proteste contre l'arrestation du docteur Pancino, estime « évident que la conjonction politique, notamment électorale, s'exerce sur le destin des réfugiés qui deviennent ainsi une poignée d'outres ». Selon l'association, « il faut une mobilisation en faveur de cet homme pour accélérer le processus d'annulation de la procédure engagée contre les prisonniers et les ressortissants politiques italiens, il faut faire pression pour que l'acte aux réfugiés soit révisé et maintenu ».

REPÈRES

Espace

Coopération américano-soviétique pour Mars

L'Union soviétique vient de demander aux États-Unis de modifier la sonde spatiale américaine Oblique pour que les deux pays puissent envoyer en 1992 en direction de Mars. L'objectif de cette modification serait de permettre la transmission d'images prises par deux ballons franco-soviétiques dérivant dans l'atmosphère de la planète. Ce projet, proposé au début du mois à Moscou, a été pris au sérieux par la NASA. « Il pourrait, pour un succès insignifiant, multiplier par deux ou trois la quantité des images prises par la mission franco-soviétique », affirme la revue américaine Aviation Week and Space Technology qui annonce la nouvelle dans son dernier numéro.

Jouets

Réglementation européenne sur la sécurité

Les ministres de la consommation des pays de la Communauté européenne ont adopté, vendredi 18 décembre, une réglementation sur la sécurité des jouets destinés aux enfants de moins de quatorze ans. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1990, ces jouets devront porter la marque « CE » pour être exportés vers les pays du Marché commun. Ce nouveau label, qui garantira la sécurité non toxique, hygiénique et inflammable des jouets, oblige à une norme communautaire. Les États s'engagent par ailleurs à reconnaître les normes nationales de chaque pays de la CEE en la matière.

Paris

Un nouveau président pour la Défense

Le conseil d'administration de l'EPAD (Établissement public d'aménagement du quartier de la Défense) a choisi, vendredi 18 décembre, comme nouveau président M. Charles Coccard-Raynaud, maire (RPR) de Puteaux (Hauts-de-Seine), vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, en remplacement de M. Jacques Deschamps. Le conseil d'administration, d'ailleurs part, a nommé un vice-président, la nomination, comme directeur d'URBA 2000, de M. Gérard de Sernerville, administrateur civil hors classe. L'existence de l'EPAD « est prolongée jusqu'en 1992 par un décret en cours de signature », précise un communiqué.

Radioactivité

Trafic de déchets entre la Belgique et la RFA

Le gouvernement de Bonn a décidé, le jeudi 17 décembre, de retirer provisoirement son autorisation d'exercer à la société ouest-allemande de transports nucléaires Transnuclear, après la découverte d'un trafic illégal de déchets nucléaires entre la Belgique et la République fédérale d'Allemagne. Selon le parquet de Hanau, il s'agit d'un trafic de déchets hautement radioactifs provenant du centre d'études nucléaires belge de Mol aurait été importés en Allemagne entre 1982 et 1984. Il semblerait que d'autres filières provenaient de centres allemands aient été illégalement stockés à Mol. Transnuclear affirme que certains de ses employés, licenciés depuis, avaient accepté des pots-de-vin pour ces transports illégaux (le Monde du 28 avril).

Pour quinze mille places supplémentaires

Le programme de construction des nouvelles prisons devrait s'achever en 1991

Après la désignation des entreprises lauréates du concours pour la construction de quinze mille places supplémentaires de prisons (les sociétés Fougère, SPIE-Batignolles, les Grands Travaux de Marseille et Dumez), les maquettes types des nouveaux établissements pénitentiaires ont été présentées à la presse.

L'un a fait du « pavillonnaire éclaté » où le détenu circule en liberté. L'autre a mis au point de petites unités d'hébergement en forme de cour et d'engagement à donner du travail à 60 % des détenus. Le troisième a imaginé une « prison-village » traversée par une rue vitrée. Le dernier, plus classique, livre un fer à cheval entouré de grillage. Là, il n'y a pas de miradors. Sans relâche, un véhicule de ronde assure la surveillance des occupants.

Les petites maquettes que le ministère de la justice a présentées à la presse le 17 décembre donnent sans doute assez mal la mesure des efforts considérables faits par les entreprises concurrentes pour décrocher l'énorme marché de programmes dits des « 15 000 » : 4,05 milliards de francs. La décade du monde pénitentiaire n'a pas toujours été simple pour les représentants des entreprises de travaux publics, et les questions nombreuses posées aux spécialistes lors des premiers échanges avant la remise des projets montraient assez la méconnaissance des uns et le flou des autres. Il n'empêche, en temps et en heure, les projets ont été remis, choisis par le jury et approuvés par le ministre. Une fois les marchés signés, les premiers travaux de terrassement pourront commencer au mois de mars prochain et la dernière pierre devrait être posée en 1991.

Ces quinze mille nouvelles places seront, on s'en doute, la grande

œuvre laissée par le ministre de la justice, qui, après avoir voulu faire construire et administrer vingt-cinq mille places par le secteur privé, a dû modérer ses ambitions. Si les projets retenus ne frappent pas par un sens fulgurant de l'innovation, l'exercice était difficile, le cahier des charges exigeant des figures imposées et ne laissant de marge de manœuvre que sur l'image des bâtiments et le système de sécurité. Le fonctionnement interne, lui, ne pouvait guère subir de modifications radicales, dans la mesure où étaient préconisées bien sûr des cellules individuelles et aussi des petites unités de vie.

« Les résultats sont décevants », estime un membre du jury. Certaines entreprises, sachant qu'elles seraient aussi sélectionnées sur les structures qu'elles mettraient en place pour favoriser la réinsertion des détenus, se sont engagées à leur fournir du travail, une formation personnalisée — des accords seraient ainsi conclus avec l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes — et même pour certains à les embaucher à leur sortie de prison.

Qui contrôlera ?

Au ministère de la justice, où l'on est visiblement soulagé de voir un projet, fut-il fort différent du projet initial, aboutir enfin, on met en avant certains chiffres pour justifier sa satisfaction. Dans les nouvelles prisons, le prix de journée sera de 120 francs contre 170 francs ; le coût de construction (270 000 francs la place en moyenne) est bien inférieur au prix moyen habituel (400 000 francs) ; on a fait des économies de personnel de surveillance (un surveillant pour quatre détenus et non plus un pour trois).

Reste à savoir comment vivront ces établissements de l'intérieur et

si, pendant dix ans, les prestations sur lesquelles s'engagent les entreprises pourront continuer d'être fournies avec autant de générosité que ce qu'on nous expose aujourd'hui. « Qui va contrôler ces établissements ? », s'interrogeaient bien des directeurs de prison : « Le grand mandat, qui normalement, le directeur, le greffe et la surveillance, prendra tout en charge, ou bien le directeur de l'établissement et son équipe ? » Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. François Bonnelle, ne parvient guère à le rassurer en affirmant que « le directeur restera maître à bord ». La pratique dira comment va fonctionner ce curieux couple géant-directeur, privé-public.

Il reste que si ce projet vise à désengorger les prisons surpeuplées et à donner aux détenus des conditions de vie à peu près satisfaisantes, il faut aussi savoir que ces quinze mille places seront peut-être « extensibles ». A la chancellerie, on annonce déjà que, s'il le faut, certaines cellules seront doublées pour parvenir à un taux d'occupation de 120 %. On voit bien que ce n'est pas à l'unification carcérale que l'on cherche à remédier.

AGATHE LOGEART.

Une réaction du groupe Bouygues. — M. Michel Derbess, directeur général de Bouygues Construction, a déclaré, vendredi 18 décembre, ne pas comprendre que le groupe, numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, qui dispose d'une certaine expérience par le biais de sa filiale américaine HDR, ne figure pas parmi les quatre entreprises retenues par le jury et par le grade des comités, pour participer à la construction des nouveaux établissements pénitentiaires en France. M. Derbess a ajouté qu'il allait demander des explications au ministre de la justice.

La campagne du RPR pour les législatives de 1986

Les Verts demandent l'inculpation de M. Chirac

Les Verts de Paris-Ecologie ont décidé de déposer une nouvelle plainte avec constitution de partie civile pouvant conduire, le cas échéant, à l'ingérence de M. Jacques Chirac, à la suite d'une enquête ayant mis en relief des agissements frauduleux du RPR au cours de la période précédant les législatives de 1986. Via une société et une association-écran, le mouvement néo-gaulliste avait financé une campagne publicitaire dont l'objet était prétendument civique durant les semaines où le code électoral interdisait l'affichage sur des panneaux communaux. Cette campagne « civique » avait été condamnée par la cour d'appel de Paris parce qu'elle ressemblait trop, par son graphisme et les slogans utilisés, à une campagne sur un thème voisin.

« Vivement demain avec le RPR ! » (le Monde du 27 novembre).

La nouvelle plainte des Verts vise notamment MM. Jacques Chirac, Jacques Tonbon, secrétaire général du RPR, et Robert Calley, trésorier du même mouvement. Elle s'appuie sur les articles L.113 et L.116 du code électoral. Aux termes de ces deux textes, « ceux qui, par des manœuvres frauduleuses quelconques (...), auront porté atteinte (...) à la sincérité d'un scrutin » pourront être privés de leurs droits civiques, donc être empêchés de se présenter à un mandat électif.

L'inculpation des hauts responsables du RPR dépend de M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, qui a déjà inculpé, dans cette affaire, M. Paul d'Ornano, sénateur (RPR), représentant les Français établis hors de France, et M. François Ferrus, aujourd'hui conseiller pour la communication au Service d'information et de diffusion du premier ministre. Dans la nuit du 15 au 16 décembre, les sénateurs ont cependant voté la suspension des poursuites engagées contre leur collègue. Les Verts, qui protestent de cette décision, ont décidé de saisir à ce propos la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

B.-L.G.

Le commissaire

aux comptes Guy Balu a été remis en liberté

Enrôlé le vendredi 11 décembre, M. Guy Balu, commissaire aux comptes, a été remis en liberté vendredi soir 18 décembre. M. René Ricol, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, a indiqué, en annonçant cette libération, que la compagnie forait « le point sur l'évolution de cette affaire lundi 21 décembre ».

L'incarcération de M. Balu, inculpé par M. Gilbert Flam, juge d'instruction à Evry (Seine-et-Marne), de complicité d'escroquerie, de non-révélation de faits délictueux et d'informations mensongères, avait amené la Compagnie des commissaires aux comptes à décider, le jeudi 17 décembre, de « rompre ses relations avec la justice » (le Monde du 19 décembre). L'inculpation de M. Balu était intervenue dans une affaire financière concernant le Comptoir des inventaires pour l'automobile (CIPA), pour laquelle onze personnes, dont M. Jérôme Dupuis, ancien directeur du cabinet de M. Christian Piarret, député PS des Vosges, ont déjà été inculpées. Mais seul M. Balu avait été placé sous mandat de dépôt.

"Votre génération finira forcément par avoir le pouvoir dans ce pays"

(Mitterrand à J.F. Bizot).



Prizon-Kong.

Is preparer?



سكزا من الاصل

10 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987

# État complet des lieux à la veille du 3<sup>e</sup> millénaire.

## Le plus récent, le plus complet, le plus pointu des Atlas.

Ses dimensions sont imposantes : 305 x 455 mm et 520 pages, dont 251 de cartes physiques et politiques. Objectif : pouvoir assembler et embrasser d'un même regard, un maximum d'informations grâce à une codification claire et extrêmement dense. Ses échelles vont du 1/10.000<sup>e</sup> au 1/270.000.000<sup>e</sup>. Elles agissent comme un objectif zoom, nous éloignant ou nous rapprochant pour une vision globale ou ponctuelle.

Son index, le plus complet, stocke plus de 210.000 noms figurant à la fois sous leur vocable national (Wahran pour Oran) et dans leur traduction française.

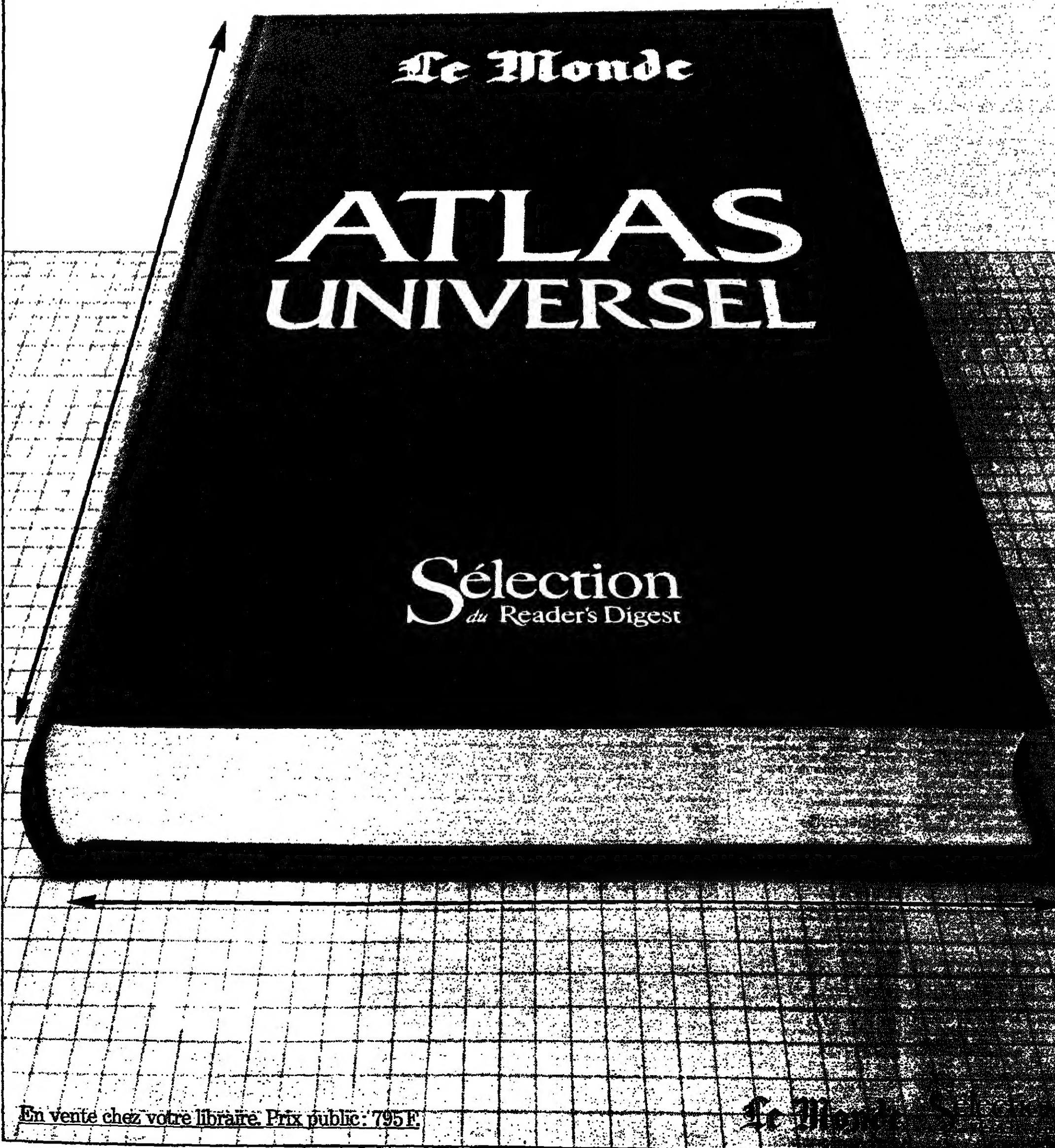
Ses pages thématiques présentent les informations les plus récentes et les plus

souvent recherchées. On n'en compte pas moins de 40 comprenant statistiques, cartes, diagrammes, graphiques et photos.

L'Atlas Universel, ouvrage scientifique, a été établi en collaboration avec de très grands spécialistes internationaux, dont l'équipe des correspondants étrangers du Monde.

L'Atlas Universel Sélection-Le Monde, restera l'ouvrage géographique et cartographique de référence. C'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable.

Il est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.



En vente chez votre libraire. Prix public : 795 F.

Le Monde



## Société

### ÉDUCATION

#### Remontée de la FEN aux élections professionnelles

La FEN regagne le terrain qu'elle avait cédé à FO en 1984. Telle semble être la principale leçon des résultats des élections professionnelles dans l'éducation nationale, à l'issue des opérations partielles de dépouillement. Chez les instituteurs, FO perdrait plus de 3 % des voix au profit principalement du SNI (FEN) qui obtient plus de 70 % des voix, et du SGEN-CFDT. Dans le second degré la chute de FO, qui avait obtenu 16 % des suffrages en 1984, est encore plus spectaculaire et atteindrait plus de 6 %, au profit du SNES (FEN) qui progresse d'autant, et, dans une moindre mesure, du SGEN-CFDT.

### SPORTS

#### CYCLISME : le dopage d'une championne

#### L'affaire Longo est classée

Affaire classée : le bureau directeur de la Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé de ne prendre aucune sanction contre Jeannie Longo déclarée « positive » - c'est-à-dire « dopée » - à l'éphémère - après le record du monde des 3 kilomètres, établi à Colorado Springs le 12 septembre dernier.

UCI) d'homologuer les records établis par Jeannie Longo à Colorado Springs (3, 5, 10 kilomètres et heures) dans les jours suivants le contrôle positif. Si l'UCI ne suit pas la FFC, aucune des performances de la Grenobloise établies entre le 12 septembre et le 12 octobre ne sera homologuée.

La FFC a également classé sans suite le dossier de Fabrice Colas, champion du monde de tandem avec Frédéric Magné, qui avait subi un contrôle positif lors des épreuves olympiques de Séoul en septembre dernier, parce qu'elle n'a pas reçu les résultats de la contre-expertise.

#### FOOTBALL : les suites de l'affaire Cabanas

#### M. François Yvenc a quitté clandestinement la Colombie

« Je suis obsédé. Il y a trop de choses qui m'ont échappé dans cette affaire, mais là je ne comprends plus rien. M. François Yvenc a pris ses responsabilités. Je ne sais comment tout cela va se terminer. Maintenant il ne reste plus qu'à attendre son retour en France ». Telle a été la réaction du président de la Fédération française de football, M. Jean Fournet-Fayard, en apprenant le 18 décembre le dernier rebondissement de l'affaire Yvenc-Cabanas.

Retenu en Colombie depuis plus d'un mois (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre) le président du club de football breton de Brest Armoric FC qui venait de trouver un accord le club de Cali pour le transfert du joueur Cabanas après l'intervention de la Fédération internationale de football (FIFA), ne s'est pas présenté vendredi 18 devant le juge d'instruction avec lequel il avait rendez-vous à Bogotá. On indiquait alors au siège du club breton, que François Yvenc

avait quitté clandestinement la Colombie à bord d'un avion de tourisme pour se rendre à Caracas (Venezuela). C'est là que devaient le rejoindre le joueur paraguayen Roberto Cabanas, sa fiancée, et l'interprète Marie-Thérèse Lopez, par un vol régulier de la compagnie VIASA.

Le président du Brest Armoric et le joueur étaient inscrits sur la liste des passagers du vol régulier de la VIASA entre Caracas et Paris qui devait arriver samedi 19 décembre en début d'après-midi. Leur présence à bord de l'avion n'a pas été confirmée.

Avant de quitter Bogotá François Yvenc a laissé, selon l'AFP, à l'un de ses défenseurs le message suivant : « Je sors de Colombie car j'ai des affaires urgentes à régler en France. Je n'ai pas l'intention de me soustraire à la justice colombienne, et j'accepte de revenir en 1988. »

● FOOTBALL : championnat de France. — En match avancé comptant pour la vingt-quatrième journée du championnat de France de première division, Monaco, leader du classement, a battu 2-1, le 18 décembre, le Paris-SG qui, la veille de la trêve, se trouve en position de barragiste.

● TENNIS : finale de la coupe Davis. — L'équipe de Suède menait 2-0 face à l'équipe indienne à l'issue de la première journée de la finale de

la coupe Davis, disputée à Gosteborg, du 18 au 20 décembre. Anders Jarryd (18<sup>e</sup> mondial), qui jouait pour la première fois en simple dans cette épreuve, a battu le vétéran Vijay Amritraj (21<sup>e</sup> mondial) 6-3, 6-3, 6-1 ; et Mats Wilander (3<sup>e</sup> mondial) a dominé Ramesh Krishnan (50<sup>e</sup> mondial) 6-4, 6-1, 6-3. Rien ne semblait empêcher la Suède de remporter pour la quatrième fois le célèbre trophée d'argent.

### MÉDECINE

#### Grefte cœur-poumons réalisée sur une fillette à Paris

Une fillette de onze ans a subi une greffe cœur-poumons dans la nuit du 17 au 18 décembre, à l'hôpital Laennec à Paris. Son état était jugé « aussi satisfaisant que possible », mais ce n'est qu'au bout d'une semaine que les médecins pourront vraiment se prononcer.

L'enfant souffrait d'hypertension artérielle pulmonaire, maladie caractérisée par un rétrécissement progressif des artères pulmonaires qui empêchait la circulation normale du sang. Elle avait déjà subi, en 1976 et 1978, deux opérations de chirurgie cardiaque et attendait cette greffe depuis plus d'un an.

L'opération réalisée à Laennec par les docteurs Pascal Vuhé et Philippe Dartevielle montre qu'il n'est pas nécessaire de se rendre en Grande-Bretagne pour ce type d'intervention. C'est même une maladie qui a toujours été présente chez le professeur Magdi Yacoub, spécialiste mondial des greffes cœur-poumons.

En réalité, des transplantations cœur-poumons ont été réalisées chez l'adulte et l'enfant à la Pitié-Salpêtrière. Les listes d'attente sont longues et le nombre de donneurs compatibles reste faible ; une meilleure organisation des prélèvements devrait permettre à la France de combler son retard en la matière.

● Nouveaux fromages à l'index en Suisse. — Trois nouveaux fromages français sont venus s'ajouter à la liste des péchés interdits à la vente par les autorités helvétiques en raison de la présence dans ces produits d'un bactérie susceptible de déclencher une maladie parfois mortelle, la listériose. Ce sont l'edelweiss de Cléron, le fromage de crémeur saint-hubert et le bûcher de brassé bleu. Un nouveau fromage suisse a été également mis à l'index, le saint-paulin de Valère à Sierre. Il y a désormais vingt-quatre fromages interdits en Suisse : un d'origine italienne, neuf d'origine suisse et quinze d'origine française.

### SCIENCES

#### Menacé du départ des Britanniques le CERN doit procéder à de sévères économies

Les Britanniques se retireront-ils du CERN ? C'est un des points chauds de la réunion, les jeudi 17 et vendredi 18 décembre à Genève, du conseil d'administration du Laboratoire européen de physique des particules, plus connu sous son ancien nom, CERN.

Le Conseil a élu un nouveau président, M. Josef Remiser, haut fonctionnaire du ministère allemand de la recherche et de la technologie. Il a aussi décidé de nommer comme successeur à M. Herwig Schopper, directeur général de l'organisme, M. Carlo Rubbia, prix Nobel de physique pour des travaux faits au CERN.

Un retrait immédiat est exclu. Quant fut décidée la construction du LEP, le grand anneau de collision implanté dans un tunnel circulaire long de 27 kilomètres, creusé sous le pays de Gex et le Jura, les pays membres du CERN s'engagèrent à ne pas se retirer du projet avant l'achèvement des travaux, au printemps 1989. D'autre part, toute décision de retrait d'un membre doit être notifiée un an à l'avance. La Grande-Bretagne pourrait donc annoncer son retrait après l'achèvement du LEP.

#### Arrêt des recrutements

La raison ? M. Thatcher trouve que le CERN lui coûte trop cher. Bien que son gouvernement prétende avoir « protégé » le budget britannique de recherche depuis 1980, on sait bien que la recherche, surtout fondamentale, ne fait pas partie de ses priorités. Et bien que le budget du CERN ait connu, ces dernières années, une lente décroissance, cela ne compense pas le fait qu'il soit établi en francs suisses, monnaie par rapport à laquelle la livre sterling — entre autres — s'est notablement dévaluée.

Si seuls les Britanniques ont menacé de se retirer — l'opinion

dominante, ces jours derniers, était qu'ils s'en tiendraient à la menace — la plupart des autres membres trouvent comme eux que le CERN coûte cher. C'est ce qui a motivé la constitution d'un « comité d'évaluation du CERN », présidé par M. Anatole Abragam, professeur au Collège de France, et constitué de personnalités extérieures à la physique des hautes énergies. L'avant-projet de son rapport est d'ailleurs intitulé « le CERN vu de l'extérieur ».

Ce rapport, présenté à l'actuelle session du conseil, évalue le CERN sous plusieurs aspects, mais est centré sur les possibilités d'économies, et fait à ce sujet de nombreuses suggestions — qui ne sont pas toutes du goût de la direction.

Le comité ne remet nullement en cause « la nécessité de poursuivre activement l'étude de la physique des particules ». Il reconnaît la « réussite scientifique et culturelle » qu'est le CERN et souligne que cet organisme « a montré la voie aux industriels en leur faisant découvrir l'intérêt de la coopération européenne ».

Il note aussi que le programme du CERN est un tout qu'il est impossible de le diviser en groupes d'activités indépendantes, auxquels chaque pays pourrait participer à la carte — formule retenue pour les programmes de l'Agence spatiale européenne. Les différents accélérateurs du CERN — PS, SPS et bientôt LEP — travaillent en chaîne, chacun servant d'injection au suivant. Il n'est donc pas possible de faire des économies en arrêtant l'un d'eux ou en réduisant le programme scientifique. C'est sur la gestion qu'il faut agir, et à un moindre titre sur les relations avec l'industrie.

Le comité d'évaluation considère que « des économies budgétaires considérables peuvent encore être réalisées, bien qu'un effort très sérieux ait été accompli au cours des dernières années ». Les mesures proposées portent essentiellement

sur la réduction des effectifs, l'évolution du statut du personnel et le contrôle des rémunérations. Le rapport indique cependant que en raison de diverses rigidités, les mesures qu'il propose « ne commenceront à produire un effet visible que dans quelques années ».

Le rapport s'en prend surtout au statut de fonctionnaire international des quelque 3 440 agents du CERN, — effectif qui doit descendre à 3 000 à la fin du siècle, d'après les prévisions actuelles de la direction, et que le Comité propose de faire décroître beaucoup plus rapidement, en le ramenant à 3 100 dès 1991. Pour les ingénieurs et les administrateurs de haut rang, il propose l'arrêt presque complet des recrutements. Les recrutements indispensables se feraient sur contrat à durée déterminée. C'est une politique que la direction a déjà commencée d'appliquer.

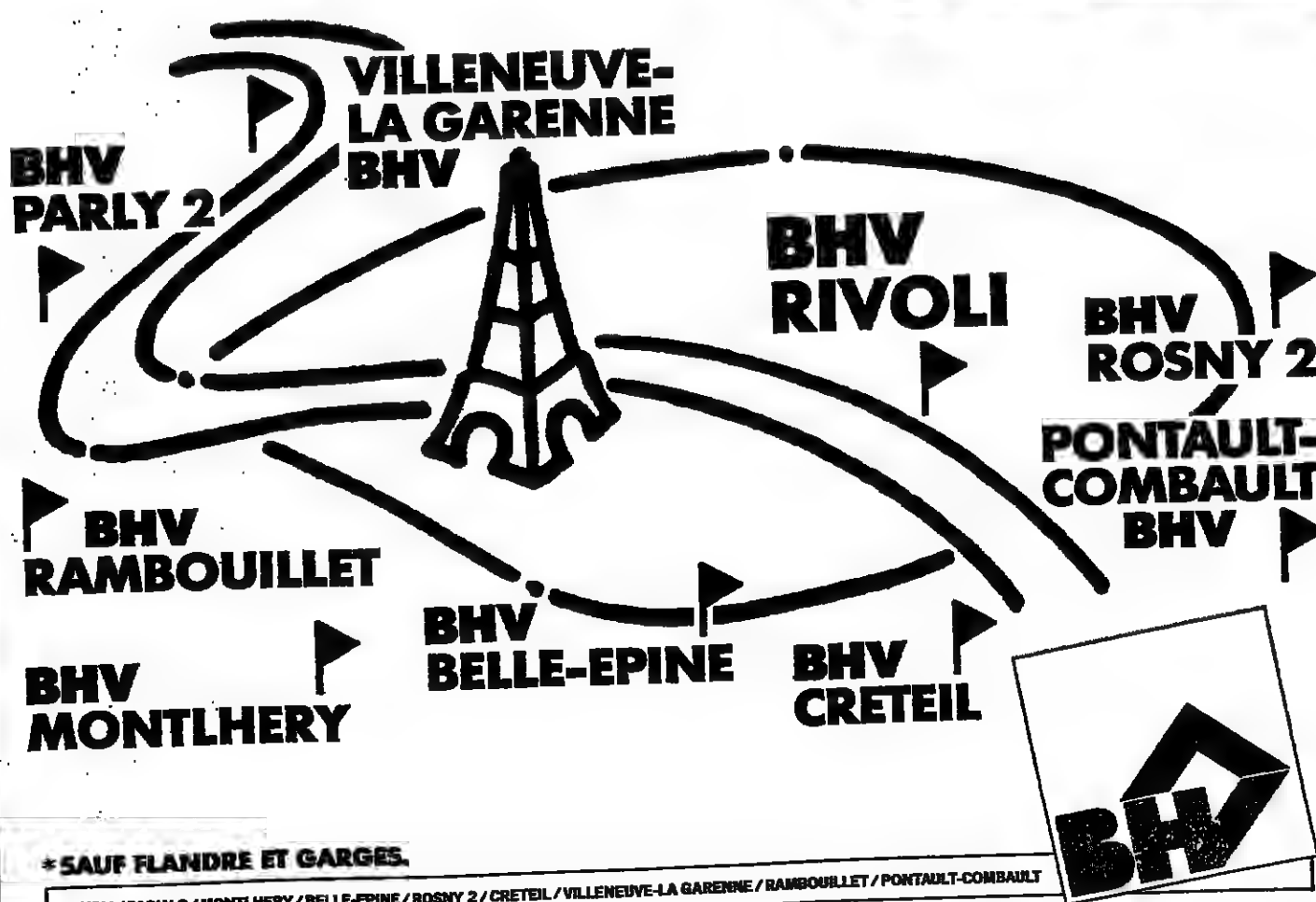
Pour les personnels d'exécution, pour lesquels le rapport reconnaît que « ce n'est pas une pratique courante de proposer à des dactylos, à des ouvriers mécaniciens, à des manutentionnaires, à des magasiniers, des contrats de trois à six ans », il propose la création de deux filiales, de droit français et suisse, auxquelles ils seraient rattachés. C'est l'un des points sur lesquels la direction du CERN s'oppose fortement au comité. Elle estime que « cette suggestion n'améliorera par la flexibilité » dans la gestion du personnel et que « la diminution des coûts est douteuse si l'on considère que les filiales françaises et suisses seraient soumises à l'impôt et auraient à payer des salaires imposés (1) et des cotisations de Sécurité sociale ». M. Abragam répond que « la direction n'a pas compris, ou pas voulu comprendre, le sens de cette proposition ».

MAURICE ARVONNY.

(1) Les fonctionnaires internationaux ne paient pas d'impôt sur le revenu.

# VOS BHV OUVERTS\*

## DIMANCHE 20 DECEMBRE

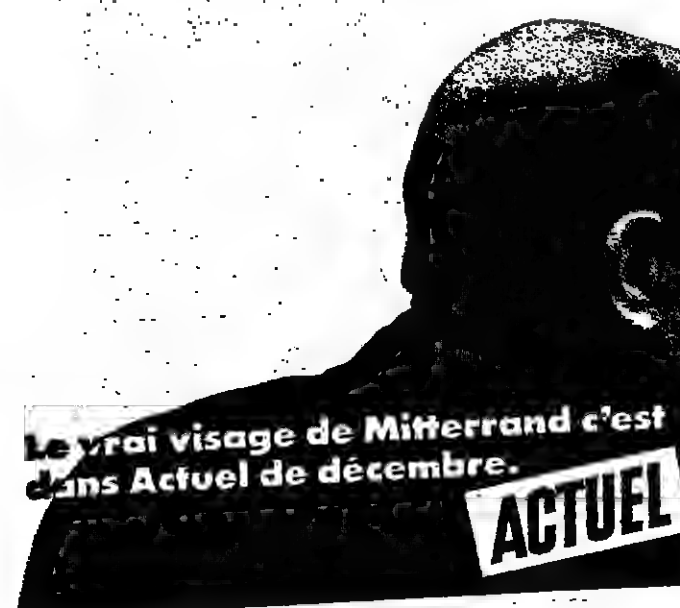


\* SAUF FLANDRE ET GARGES.

RIVOLI / PARLY 2 / MONTLHERY / BELLE-EPINE / ROSNY 2 / CRETEIL / VILLENEUVE-LA GARENNE / RAMBOUILLET / PONTAULT-COMBAULT

"La première fois, il me l'a fait au charme, je suis parti furieux"

(Rocard sur Mitterrand en 76).





سكنا مونا الاحل

12 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 \*\*\*

LES LY PRODUCTIONS EN ACCORD AVEC MOÏSE NAHAÏSI PRESENTE

# BARRY WHITE

AND LOVE UNLIMITED ORCHESTRA



**CONCERT UNIQUE EN EUROPE**

**LE 31 DECEMBRE 1987 A 22H**  
**LE REVEILLON NRJ**

**PRESENTE ET ANIME PAR MARC SCALIA JUSQU'A L'AUBE**  
**DANS LA PLUS GRANDE DISCOTHEQUE DE FRANCE.**

**A PARIS AU ZENITH**



Réservations: 3 FNAC, Nuggets, Clémentine et agences. Par Minitel 3615 RVPM et LIBE



## THÉÂTRE

Le mime Marceau  
au Théâtre des Champs-Élysées

### Contre le temps avec le silence

Le mime Marceau fête  
les quarante ans de Bip.  
Son héros lunaire vit mal  
les temps futurs,  
mais n'a pas pris une ride.

« Ce personnage entre chez nous  
sur des pieds de velours, avec le ter-  
rible sans-gêne du clair de lune »,  
écrit Jean Cocteau en 1954, dans  
sa préface à *Pantomimes*, l'un des  
nombreux films réalisés sur le mime  
Marceau. Depuis quarante ans, le  
mime arpente le silence, jongle avec  
le vide et chorégraphie, d'une ligne  
de sourcil, d'un jet d'épaule, son  
théâtre intérieur. Il n'a qu'un geste à  
faire, entrer en scène, et la salle  
conquies d'avance l'applaudit, car  
elle le reconnaît. A tous, anciens ou  
nouveaux spectateurs, son visage  
portant à même la peau le masque  
lunaire, sa silhouette blanche, son  
maillot rayé et son boléro gris qui lui  
saute au pombril sont familiers.

Le mime Marceau est sensible à  
cette reconnaissance, à cette amitié.  
Mais il sait bien que le temps est là à  
grignoter l'énergie, la fermeté d'un  
appui au sol, si nécessaire quand on  
charge le corps de désigner dans  
l'espace des poèmes. Certains, il est  
vrai, ont un peu vieilli, mais l'art est  
resté le même, admirable dans ses  
paradoxes, puisqu'il s'agit bien de  
montrer ce que l'on ne devrait pas  
voir — les sentiments — et d'esquiver  
ce qui devrait sauter aux yeux :  
l'effort physique.

Ce nouveau spectacle, surtout  
dans la première partie, s'écrit un  
peu. Trois jeunes mimes sortis de

son école, Galsiche, Malcom et  
Nowak accompagnent le mime Mar-  
ceau dans quelques *Pantomimes de  
style*, dont la plupart sont des créa-  
tions. On leur préfère les pièces plus  
anciennes. Ainsi le kaskalen *Cou-  
cheur du pickpocket* ou le *Fabri-  
cant de masques*, drame très hugo-  
lien de l'homme condamné au rire,  
avec son masque burlesque collé au  
visage, dont il ne parvient plus à se  
défaire.

Caricaturiste  
tendre

Dans *Jardin public*, on retrouve  
la poésie, le charme burlesque du  
mime Marceau, caricaturiste tendre  
de la vie quotidienne. Et tout l'un-  
vers de Bip, de retour dans la  
seconde partie, chapeau noir orlé-  
d'une fleur rouge. Bip prend le train,  
se suicide, joue David et Goliath,  
s'égare dans les temps modernes,  
s'angoisse des temps futurs. C'est un  
paumé, un grand même, aux aven-  
tures gentiment naïves, qui, pour  
finir, s'éloigne sur la pointe des  
pieds, se fond dans le décor, s'efface  
de la scène. L'image est belle, qui  
nous renvoie à notre mémoire; où le  
mime Marceau, de ses deux mains  
enlacées sur sa nuque, de leurs  
caresses solitaires, dos au public,  
raconte si bien toute la tendresse et  
la nostalgie des pierrots de nos  
enfance. Salut l'artiste!

ODILE QUIROT.

★ Au Théâtre des Champs-Élysées,  
jusqu'au 10 janvier.

### « Chorus Line » au Châtelet

#### Autoportrait de Broadway

Enfin à Paris  
l'une des comédies  
musicales  
les plus mythiques,  
et l'une des plus proches  
de la vie.

Célébration de Broadway et  
de ses farces, les danseurs  
itinérants qui vont d'un spectacle à  
un autre et dansent anonymement  
de choré en choré, *Chorus Line*  
est une comédie musicale  
legendaire. Son caractère mythi-  
que a été reconnu pratiquement  
à ses débuts, en 1975, à Broad-  
way, où elle est encore représen-  
tée. Récompensée par sept Tony  
Awards, adaptée par Hollywood  
dans un film qui ne coûta pas  
moins de 30 millions de dollars,  
*Chorus Line* est aussi l'œuvre  
maîtresse de Michael Bennett,  
disparu au début de l'été, qui fut  
l'un des plus brillants choré-  
graphes-metteurs en scène de la  
comédie musicale américaine.

*Chorus Line* a porté Michael  
Bennett, ancien « chorus boy »  
dont le premier succès de met-  
teur en scène avait été obtenu  
sept ans plus tôt avec *Promises,  
promises*, au rang et au titre de  
prince de Broadway. D'un coup,  
Michael Bennett a été catapulté  
aux côtés de Bob Fosse et de  
Harold Prince, et *Chorus Line*,  
suite de séquences réunies par  
une construction parfaitement  
équilibrée et par un très insolite  
ton basé sur l'impitoyable philo-  
sophie « succès-insuccès » du  
théâtre, est devenue l'un des  
sommes absolus du genre. Avec  
ses moments de tension, de  
charme et d'amour trépidant,  
avec son mélange magique des  
styles et l'extraordinaire diversité  
des musiques — rock classique,  
folk, musique d'accompagne-

ment utilisée comme dans un  
film — réunies pour l'occasion.

*Chorus Line* raconte l'histoire  
d'une audition : pour le recrute-  
ment de huit danseurs, quatre  
hommes et quatre femmes, pour  
le choré, cent candidats se sont  
présentés. Dix-sept d'entre eux  
ont été retenus et vont subir une  
dernière épreuve. Pour mieux  
faire son choix, le metteur en  
scène, placé à l'arrière du théâtre  
et communiquant par miroir, fait  
raconter aux candidats leur pro-  
pre histoire. Les huit retenus de  
cette épreuve ont une particularité  
chacune : leur rêve se trouve  
portant fondus dans le choré, por-  
tant costumes de paillettes édi-  
cataires et coiffés de chapeaux  
melon dorés pour danser avec  
une précision remarquable la  
reprise du numéro One.

La troupe américaine qui pré-  
sente *Chorus Line* au Théâtre  
musical de Paris parcourt le  
monde depuis quelques années.  
Elle déborda d'énergie et d'enthousiasme, de talent et de  
grâce. Elle rend doublement  
magique cette représentation  
d'une des comédies musicales  
les plus originales que nous a  
livrées Broadway. L'un de ses  
autoportraits les plus vibrants et  
les plus riches d'humanité. Le  
public du Châtelet est fasciné par  
les mouvements de la troupe. Et  
quand les confessions des candi-  
dats prennent le pas sur le  
danse, le spectateur ne cille pas.  
A croire que l'anglais est devenu  
notre deuxième langue. Il est vrai  
que le programme contient pour  
une fois suffisamment d'explica-  
tions et de traductions de dia-  
logues.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre musical de Paris,  
20 h 30.

## PHOTO

Bonnard à Orsay

### Langueur, fraîcheur et volupté

Traitant de sa vie intime  
et de sa vie familiale,  
222 vues inédites  
célèbrent l'interaction  
de la vision de Bonnard,  
peintre et photographe.

« La peinture a sur la photogra-  
phie l'avantage d'être faite à la  
main », disait Bonnard. Vraisem-  
blablement initié à l'image fixe en 1891  
par Vuillard, il s'y est exercé pour-  
tant durant un quart de siècle. Sans  
se prendre au sérieux, ni tirer lui-  
même ses épreuves. Et en observant  
un tel silence sur cette activité, à  
première vue secondaire, que  
l'ensemble de sa production photo-  
graphique ne fut révélée qu'en 1970.

Il ne s'est jamais prétendu photo-  
graphe. Utilisé comme l'est le Pola-  
roid aujourd'hui, son Model Pocket  
Kodak (pour dames) était tout à la  
fois un aide-mémoire, un carnet de  
croquis mais aussi un instrument de  
travail employé par référence à la  
peinture, comme le prouvent les sur-  
prenantes séances de pose en plein  
air avec sa compagne et modèle  
favori, Marthe, rencontrée en 1893  
et épousée trente-deux ans plus tard.

Silhouette blanche et nue, dres-  
sée, assise ou accroupie à contre-jour  
dans les baignoires, elle reprend docile-  
ment les postures indolentes du  
modèle académique. Main gauche à  
la nuque ou sur son sein droit,  
variant ses poses, en simulant des  
actions ordinaires, elle exécute une

danse figée, à l'érotisme discret. Et  
d'autant plus provocant qu'elle a  
lieu dans un cadre qui n'est pas  
habituellement le sien. Terré dans  
les feuillages, le corps lumineux,  
mystérieusement décapité par la  
pénombre, est autant le sujet d'une  
étude distante et consciencieuse que  
l'objet clairement exprimé d'un  
désir.

Muse comparable à celle que fut  
Jeanne Rozerot pour Zola, Maria  
Bourain précède ainsi les mus  
sensuels qui figurent dans l'œuvre pic-  
turale. Bonnard en personne, de pro-  
fil, assis dans l'herbe ou examinant  
la ramure d'un arbre, se fit photo-  
graphier au par Marthe, dans le jar-  
din de Montval, en vue des lithogra-  
phies de *Daphnis et Chloé*,  
commandées par Vollard.

Réalisées dans le même esprit que  
ses toiles, ces esquisses ne furent  
toutefois jamais recopiées servile-  
ment. Même lorsque dans le clair-  
obscur de l'atelier de Montmartre, il  
saisit Marthe allongée, allongée de  
dos, sur un lit défilé, il ne s'agit que  
d'ébauches. D'où naîtront *l'Indo-  
lente*, *la Stèle* ou *l'Homme et la  
Femme*. Et bien sûr, vers 1908,  
*Marthe au tub*, composition char-  
nière, où la chair brossée splendide-  
ment dit son dû à Renoir.

Durant les vacances annuelles,  
passées en famille, à la campagne,  
à Noisy-le-Grand ou au Grand-  
Lemps, Bonnard coiffe au vol, en  
toute liberté, les sensations. Portrai-  
tant ses proches et ses amis, il  
complète joyeusement chaque été  
son album de famille. Gorgées de  
rires et de soleil, scènes champêtres  
de jeux, luttes et baignades resti-  
tuent le souvenir des instants heu-  
reux. Avec une hardiesse formelle  
aussi inventive que celle de Lartigue  
(gros plan, mouvement), le peintre  
clame son amour des enfants. Et  
attisant la vivacité de son oeil, affine  
son sens de l'observation en captant  
les animaux au cinquième de  
seconde, surtout les chats, qu'il sau-  
teut sur la robe d'André Terrasse  
ou s'éclipsent d'un bond dans les  
fourrés.

Lassé sans doute par la recherche  
de la vérité de l'instant, Bonnard  
abandonne la photographie vers  
1922. Mais son cœur photographi-  
que a fidèlement suivi l'évolution de  
sa peinture. Témoignant d'une  
parenté manifeste dans le choix des  
sujets, la rétrospective présentée à  
Orsay est tirée des épreuves et néga-  
tifs originaux. Virés sépia, les  
contacts au format miniature ont été  
agrandis par Jean-Jacques Sauciat.

PATRICK ROSSIERS.

★ « Bonnard photographe », présenté  
au musée d'Orsay jusqu'au 25 janvier  
1988. Sous le même titre, parution d'un  
album, préface d'Antoine Terrasse,  
textes de Françoise Heibron et Philippe  
Néagu, 270 reproductions en noir et 16  
en couleurs, codé, Philippe Sers et Réu-  
nion des Musées nationaux, 240 francs.



« La Baignade des enfants », Terrasse du Grand-Lemps (1903)

## CINÉMA

« L'Aventure intérieure », de Joe Dante

### La veine cave se rebiffe

Plongez en sous-marin  
dans les veines  
d'un petit gringalet  
poursuivi  
par d'horribles savants fous,  
un cow-boy givré  
et une jolie fille.  
C'est Noël.

Le Noël, c'est démodé, « per-  
sonne n'a le courage de s'en servir ».  
L'espace, c'est un four, « on balance  
des Ferrari en orbite; c'est tout ».  
L'avenir est à la miniaturisation, et  
les chercheurs travaillent comme  
des malades dans la Silicon Valley  
californienne. Ainsi, le commandant  
Tuck (Dennis Quaid) et son vais-  
seau submersible sont réduits à la  
taille d'un gros virus et placés dans  
une seringue pour être injectés dans  
un lapin.

Hélas! une équipe d'un labo-  
ratoire rival fait irruption et fauche la  
puce électronique nécessaire au ré-  
agrandissement de Tuck à la taille  
normale. Le patron de l'expérience a  
le temps de s'enfuir et, au terme  
d'une course épuisante, de planter  
la seringue dans les fesses d'un petit  
vendeur maigrichon, Jack (Martin  
Short), pour qui démarre une série  
de péripéties phénoménales. Il doit se  
battre contre les méchants qui ven-  
tent lui prendre Tuck, qui se balade  
dans son organisme à moitié ivre et  
chantant *Twistin' the Night Away*,  
résister au charme de Lydia (Meg  
Ryan), la fiancée de Tuck, et sur-  
vivre tout simplement à la folle  
fureur du scénario.

Le délire au cinéma supporte bien  
une forte fibre. Pour le maître des  
dents, on peut faire confiance  
à Joe Dante depuis *Piranhas*  
(1978), son pastiche des *Dents de la  
mer*, et, plus récemment, *Explorers*.  
Si Richard Fleischer nous avait déjà  
fait passer dans les veines d'un  
homme en sous-marin (*le Voyage  
fantastique*), la petite virée que pro-  
pose Dante est nettement plus explo-  
sive et hilarante.

Le bon sens ni le bon goût se sont  
au rendez-vous, et on ne s'en plaint  
pas, tant le fantasme singulier de  
Dante a besoin de liberté pour se  
déployer dans toute sa cohérence.  
Ce qu'il fait. Le rythme du film, son  
mélange de gags impossibles à  
raconter, ravageurs, et de suspense  
épouvantable (Allons-nous trouver à  
temps le bon canal salivaire ?  
Allons-nous choir dans le bol alimen-  
taire et le lac mortel des mers gastri-  
ques ?), sont impitoyablement  
drôles et font de cette épopée spé-  
ciologique-psychanalytique-policie-  
re un chef-d'œuvre du bizarre digne  
d'*Heizapoppin*, de 1941 et de  
Lewis Carroll.

MICHEL BRAUDEAU.

● PRÉCISION. — M. François  
Crouzet, professeur à l'université  
de Paris-IV-Sorbonne, grand prix  
de l'histoire de la Ville de Paris  
(le Monde du 13-14 décembre), nous  
a précisé qu'il a suivi les ensei-  
gnements à la London School of Eco-  
nomics, quand il était boursier en  
Angleterre, mais qu'il n'est pas  
diplômé de cet établissement.

« Caravaggio », de Derek Jarman

### Les hommes préfèrent les blonds

La peinture  
est-elle histoire de mœurs ?  
Il paraît que oui :  
voyez le Caravage.  
On a vu.

Michelangelo Merisi da Carava-  
gio, autrement dit le Caravage,  
était-il gay ? Les historiens de l'art,  
s'ils avaient eu des soupçons, étaient  
demeurés évasifs. On indifférents.  
Après tout, Michel-Ange, et Léonard  
lui-même... L'affaire n'était  
pas bien importante à leurs yeux.  
Erreur, aveuglement ! Derek Jar-  
man, que l'on connaissait pour un  
séducteur où le saint martyr disait,  
mais en latin, d'étranges douceurs à  
ses bourgeois très « cuir », vient  
rétablir les faits. Non seulement le  
Caravage préférait les ragazzi, mais  
son art ne se comprend que selon  
cette révélation. Suit une démon-  
stration d'une heure et demie.

Michelangelo (Nigel Terry) est à  
Porto-Ércole, il n'a pas quarante  
ans, il a la fièvre, il revient de  
Naples, tout va mal et son valet  
muet ne sait comment le réconforter.  
Michelangelo va mourir et donc il  
revient son passé (le procédé n'est  
pas neuf, mais pas). Adolescent, il  
fait le trottoir à Rome, tout en pei-  
gnant. Il rencontre bientôt le car-  
dinal del Monte, qui lui commente  
Lucrèce au lit et le protège.

Puis tout se complique. Le peintre  
préfère aux charmes discrets de  
jeunes abbés vêtus de noir ceux, plus  
voyants, d'un boxeur blond comme  
David Bowie, nommé Ranuccio  
(Sean Bean). Ce dernier pose et  
permet au Caravage d'achever son  
*Martyre de saint Matthieu*. Le pein-

tre et l'ex-boxeur finissent par  
s'aimer de manière peu platonique.  
La petite amie de Ranuccio, Léna  
(Tilda Swinton), est jalouse. L'in-  
stant d'après, le neveu du pape lui  
fait un enfant au terme d'une débaû-  
che dans les catacombes romaines  
où le Saint Père se montre torse nu  
sous un masque de satyre. Ranuccio,  
qui est un garçon impulsif, aime  
Léna; et le Caravage, qui ne l'est  
pas moins, éprouve l'amant mour-  
trier. C'est fini.

La vraie vie du Caravage là-  
dedans ? Évoquée. A quel bon  
objectif que si le peintre tua un  
Ranuccio Tomassini, ce fut dans un  
duel, après une partie de jeu de  
racquette ? Ces vérités ne gênent pas  
Jarman, qui s'amuse à placer quel-  
ques anachronismes bien gros dans  
son récit — une moto, une machine à  
écrire et même une calculatrice *made  
in Japan*. Ces plaisanteries amusent  
deux ou trois grandes minutes, avant  
que tout ne retombe dans le mélò  
lyrique, l'analyse de la peinture dans  
d'éprouvantes reconstitutions de  
tableaux vivants et le propos dans le  
prétexte. Pour être un grand peintre,  
il faut être anormal, il faut lutter  
contre la morale, il faut transgresser  
les tabous, etc.

Ces banalités sur la création font  
l'essentiel des dialogues — écrits en  
style symboliste, fin de siècle. Jar-  
man, qui n'est, hélas, ni Ken Russell  
ni Pasolini, enfle les clichés comme  
d'autres les perles. Reste que son  
*Caravaggio* contient une informa-  
tion fort précieuse : c'est que le pein-  
tre n'aimait pas les artistes à l'haïe.

PHILIPPE DAGEN.

## UN FILM POUR TOUS LES ENFANTS D'AUJOURD'HUI

UN FILM DE  
LOUIS MALLE

PRIX  
LOUIS DELLUC



# Au revoir les enfants

LION D'OR  
VENISE 87

M K 2



سكنا في الامل

14 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 •••

## Spectacles

### théâtre

#### SPECTACLES NOUVEAUX

**VEUVE MARTINIQUE CHÉRIE CATHOLIQUE CHAUVÉ** (45-44-57-34) (sam.), 21 h 15.  
**LE FAISEUR** (48-08-60-83), 21 h, à 18 h, le dimanche.

#### Les salles à Paris

**ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU** (42-08-77-11). La Trappe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.  
**ARCANÉ** (43-38-19-70). Une femme seule : 20 h 30, dim. 17 h.  
**ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE)** (45-39-43-22). Le Miroir de Théophile : 20 h 30.  
**ARTISTIC-ATHÉVAINS** (48-06-36-02). Une année sans dé (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30, dim. 16 h.

**ARTS-ÉBÉRTOT** (43-87-23-23). Dupuis et Châtel + l'île de l'Alpé : 20 h 30, dim. 15 h.  
**ATELIER** (46-06-49-24). Capitaine Bede : 20 h 30, dim. 15 h.  
**BATACLAN** (47-00-30-12). Zozo : 20 h 45.  
**BOUFFES DU NORD** (42-39-34-50). Les Petits Pas (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30, dim. 16 h.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24). L'École contraire : 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.  
**CARRÉFOUR DE LA DIFFÉRENCE** (43-72-00-15). Le Temps, le feu : 21 h.  
**CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE** (43-39-36-36). Salle L. La Vérité à la fournaise : 20 h 30, dim. 16 h.  
**CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL** (43-74-24-08). L'Idole ou l'Idole de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.  
**CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-30). Caligula : un nouveau Contraint : 18 h 30.

### Samedi 19 - Dimanche 20 décembre

**CENTRE WALLONIE-BRUXELLES** (42-96-12-27). La Revue Paris-Guy (Festival d'automne à Paris) : 21 h.  
**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-89-38-69). La Roulotte. Ré-sonne : 20 h 30.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Revenez de l'étranger : 21 h, dim. 15 h 30.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Les Diables de la force tranquille : 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Casanova ou la Disgrâce : 20 h 30, dim. 15 h 30.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. Turcaret : 20 h 30. b-Dim. Monsieur Chou : 14 h.  
**DAUNOU** (42-61-00-14). Monsieur Messager : 21 h, dim. 15 h 30.  
**DOL-HUIT THÉÂTRE** (42-26-47-47). Trop cher payé : 20 h 30, dim. 16 h.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Péripéties : 20 h 30. Nous en fait on se nous en fait : 23 h.  
**EDOUARD-VII SACHA GUTRY** (47-42-57-49). Époque épique : 20 h 30, dim. 15 h 30.

**ELDORADO** (42-49-60-77). L'Ange du cheval blanc : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.  
**ELYSEE-MONTMARTRE** (42-52-25-15). Fandango : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.  
**ESPACE MARAIS** (42-71-10-19). Le Petit Bât des perles de bois : 20 h 15, dim. dernière 14 h 45. La Tragédie des trépassés : 22 h 30, dim. dernière 16 h 30.  
**ESSAION DE PARIS** (42-78-46-02). Salle L. La nuit noire : 21 h, dim. 17 h.  
**FONTAINE** (48-74-74-00). Au second, tout va bien : 18 h et 21 h.  
**GITE-MONTMARTRE** (43-32-32-32). L'Éclaircie : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.  
**GALEZIE** (43-26-63-51). De Trévis : 21 h.  
**GAVEAU-THÉÂTRE (SALLE GAVEAU)** (45-45-20-30). La police chasse ses ennemis : 15 h 30, mar. 19 h.  
**GRAND HALL MONTMARTRE** (42-96-04-06). La Fête de Châtel : 20 h 30, dim. dernière 18 h 30.

**HERMONT (THÉÂTRE PIERRE FRESNAY)** (34-15-09-48). Pail de carotte : 20 h 30, dim. 16 h.  
**JEVEY (AGORA)** (64-97-30-31). Je vous aime : 20 h 30.  
**JUVISY SUR ORGE (THÉÂTRE DE L'ECLIPSE)** (69-21-60-34). Les Amours perdues : 21 h.  
**NANTIERE (THÉÂTRE DES AMAN-DEURS)** (42-21-18-81). Grande salle. Pionniers à l'insolite (Festival d'automne à Paris) : 21 h 30, dim. dernière 17 h.  
**NEUILLY (L'ATLÉTIQUE)** (46-24-03-43). Jonathan le roi : 20 h 30.

**SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE)** (42-43-17-17). Salle G. Richard. Mais n'aimez pas tant tant : 20 h 30, dim. 16 h. Salle J. de Soma. Eloges de la parodie : 20 h 30, dim. 16 h. Salle Le Tertre. Les Souffrances du jeune Werther : 16 h 30 et 22 h 30, dim. 18 h 30.  
**SAINT-MAUR-DES-FOSSES (ROND-POINT LIBERTÉ)** (48-89-99-10). Gelpagos : 21 h, dim. dernière 15 h.  
**SURESNES (CENTRE-PO)** (45-06-13-40). Nous sommes si jeunes, nous ne pouvons pas attendre : 21 h.  
**VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAN-SIER)** (39-30-71-18). Y'a-t-il un otage dans l'immeuble ? : 21 h.  
**VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-RANO)** (48-08-40-83). D. Dim. Le Fa-seur : 18 h.

### cinéma

#### La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-04-24-34)  
**SAMEDI**  
Hôtel Impérial (1939, v.o.), de Robert Florey, 15 h ; Nos, les gènes (1941), de Louis Duvall, 17 h ; Deux femmes en un (1970), de Claude Fournier, 19 h ; Valérie (1968), de Denis Héroux, 21 h.  
**DIMANCHE**  
La Copulacuse de Paris (1938, v.o.), de Henry Koster, 15 h ; Le Fantôme (1937), de Fernand Rivers, 17 h ; Mourir à tue-tête (1979), de Anne-Claire Poirier, 19 h ; La Vie rêvée (1972), de Mireille Dumas, 21 h.  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-35-57)  
**SAMEDI**  
Les Rues de l'ennemi (1949, v.o.), de Nicolas Ray, 15 h ; L'Étranger (1963, v.o.), de Miroslav Trnka, 17 h ; Ma Tante (1986, v.o.), de Haili Rafiq, 19 h ; Guide (1983, v.o.), de Vijay Anand, 21 h.  
**DIMANCHE**  
Les Lignes secrètes (1960, v.o.), de Richard O'Brien, 15 h ; Trois sœurs (1936), de Mendel Uss, 17 h ; La Vagance

des serpents (1962, v.o.), de Miroslav Trnka, 19 h ; Le Temps présent (1946, v.o.), de Miroslav Trnka, 21 h.  
**SALLE GABARNE**  
**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-78-37-29)  
**SAMEDI**  
Homage à Pierre Braunberger : Une histoire d'été (1938), de François Truffaut et Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; Tirer sur le pianiste (1960), de François Truffaut, 14 h 30 ; Les Moutons (1957), de François Truffaut, 17 h 30 ; La Déclaration (1961), de Jacques Demy-Vallejo, 17 h 30 ; L'Étoile de mer (1958), de Jean-Marie Laury, 20 h 30 ; Fina de la République (1964), de Bernardo Bertolucci, 20 h 30.  
**DIMANCHE**  
Homage à Pierre Braunberger : La Fête des mères (1969), de Gérard Philp, 14 h 30 ; Sans famille (1934), de Marc Allégret, 14 h 30 ; Le Coup de berge (1956), de Jacques Rivette, 17 h 30 ; Vivre en vie (1962), de Jean-Luc Godard, 17 h 30 ; Le Droit de tuer (1970), de Jean-Marie Laury, 20 h 30 ; Fina de la République (1964), de Bernardo Bertolucci, 20 h 30.

#### LES FILMS NOUVEAUX

**L'AVENTURE INTERIEURE**. Film américain de Joe Dante, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; UGC Dauphine, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-33-33) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Convention, 13<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Colisée, 19<sup>e</sup> (45-66-22-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-33-37) ; Convention Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; Gammot Convention, 16<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 17<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 18<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 19<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 20<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 21<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 22<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 23<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 24<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 25<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 26<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 27<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 28<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 29<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 30<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 31<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 32<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 33<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 34<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 35<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 36<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 37<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 38<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 39<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 40<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 41<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 42<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 43<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 44<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 45<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 46<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 47<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 48<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 49<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 50<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 51<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 52<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 53<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 54<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 55<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 56<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 57<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 58<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 59<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 60<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 61<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 62<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 63<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 64<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 65<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 66<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 67<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 68<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 69<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 70<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 71<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 72<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 73<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 74<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 75<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 76<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 77<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 78<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 79<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 80<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 81<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 82<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 83<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 84<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 85<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 86<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 87<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 88<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 89<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 90<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 91<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 92<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 93<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 94<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 95<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 96<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 97<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 98<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 99<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 100<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 101<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 102<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 103<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 104<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 105<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 106<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 107<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 108<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 109<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 110<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 111<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 112<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 113<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 114<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 115<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 116<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 117<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 118<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 119<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 120<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 121<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 122<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 123<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 124<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 125<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 126<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 127<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 128<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 129<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 130<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 131<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 132<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 133<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 134<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 135<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 136<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 137<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 138<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 139<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 140<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 141<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 142<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 143<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 144<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 145<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 146<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 147<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 148<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 149<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 150<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 151<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 152<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 153<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 154<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 155<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 156<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 157<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 158<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 159<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 160<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 161<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 162<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 163<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 164<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 165<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 166<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 167<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 168<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 169<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 170<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 171<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 172<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 173<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 174<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 175<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 176<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 177<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 178<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 179<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 180<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 181<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 182<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 183<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 184<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 185<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 186<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 187<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 188<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 189<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 190<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 191<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 192<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 193<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 194<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 195<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 196<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 197<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 198<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 199<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 200<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 201<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 202<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 203<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 204<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 205<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 206<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 207<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 208<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 209<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 210<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 211<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 212<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 213<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 214<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 215<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 216<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 217<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 218<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 219<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 220<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 221<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 222<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 223<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 224<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 225<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 226<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 227<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 228<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 229<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 230<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 231<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 232<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 233<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 234<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 235<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 236<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 237<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 238<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 239<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 240<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 241<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 242<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 243<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 244<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 245<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 246<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 247<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 248<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 249<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 250<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 251<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 252<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 253<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 254<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 255<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 256<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 257<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 258<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 259<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 260<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 261<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 262<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 263<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 264<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 265<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 266<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 267<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 268<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 269<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 270<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 271<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 272<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 273<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 274<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 275<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 276<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 277<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 278<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 279<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 280<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 281<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 282<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 283<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 284<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 285<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 286<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 287<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 288<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 289<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 290<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 291<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 292<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 293<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 294<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 295<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 296<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 297<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 298<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 299<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 300<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 301<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 302<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 303<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 304<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 305<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 306<sup>e</sup> (43-79-33-00) ; UGC Convention, 307<sup>e</sup> (43-79-33-00







صكنا من الاحل

## Le Monde REGIONS

POUR RÉPONDRE AU DÉFI EUROPÉEN

### Reims : du champagne à la « high-tech »

**J**EAN Falet, député RPR et maire de Reims, affiche clairement l'ambition de hisser la métropole champenoise et ses 200 000 habitants au rang de vaste entreprise à une heure où la concurrence exercée par d'autres villes de province — pour avant souvent se prévaloir d'un effet d'antériorité — corse la difficulté.

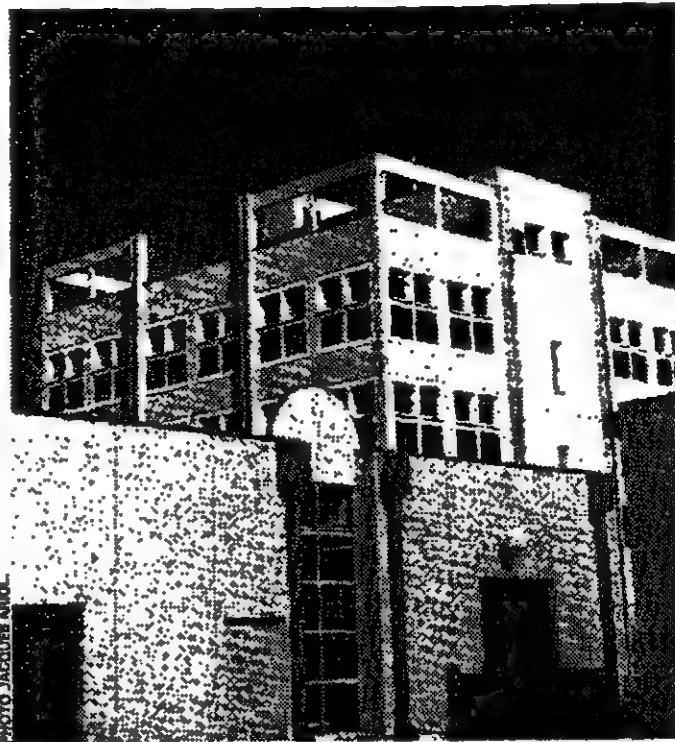
La municipalité qu'il dirige depuis 1983 vient, très solennellement, de décréter la mobilisation générale afin de donner à la ville des sacres une « nouvelle dimension » et de préparer les conditions d'une « nouvelle dynamique du développement économique ». En filigrane, forte du slogan « Reims carrefour européen », qui tient encore de l'incantation, elle marque sa volonté de répondre au « défi » du grand marché unique, suivant le vœu formulé par le premier magistrat.

Un front commun associant les élus, les décideurs économiques, les acteurs consulaires, universitaires et de recherche, s'est formé. Un tel consensus, se plaît à considérer le maire, aurait été « impossible » à réaliser voici quelques années.

L'équipe municipale, qui croit indispensable d'encourager la vitesse supérieure, n'en disconvient pas, tout en incriminant l'héritage : quand bien même l'industrie du champagne remplirait une fonction motrice et mettrait la région plutôt à l'abri des turbulences économiques — encore que les restructurations continuent de se développer. — Reims accuse le handicap notable d'appeler tardivement au rattrapage et au réveil technologique.

Jean Falet entend, à défaut de bâtir Reims Technopolis, favoriser l'émergence d'un technopôle à Reims, pierre angulaire d'un tissu économique modernisé. En d'autres termes, il manifeste le souci d'étoffer le zone technologique Henri-Farman, établie au sud-est de la ville et retenue comme « lieu privilégié du développement », capable d'attirer les activités innovantes, les entreprises à valeur ajoutée.

C'est là, notamment, qu'ont été implantés le parc des expositions (ouvert avant l'été), le centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) versé dans les traitements de sur-



Le centre régional d'innovation et de transfert de technologie installé sur le site Henri-Farman.

faces, le centre routier régional. C'est là que sera installée la vitrine de la « high-tech ». Vitrine « fourre-tout utilisée à des fins médiatiques », critique l'opposition socialiste.

#### Réactiver la croissance

L'entente élus-décideurs a déjà donné naissance à un groupe d'orientation, lequel devrait servir de fédérateur dans ce plan de bataille destiné à réactiver la croissance.

A charge pour cette instance de fixer les modalités d'accueil sur le site Henri-Farman, d'élaborer une stratégie d'ensemble, de catalyser les énergies, d'entendre que la ville se déclare prête à se donner les moyens financiers qu'exigeront les décisions. Il lui appartiendra aussi de déterminer s'il faut accorder une spécialisation au technopôle — l'agro-industrie ? — ou suggérer la désignation d'un « Monsieur technopôle ».

En attendant, la ville fait les yeux doux aux investisseurs. Elle énumère ses atouts : un potentiel de mille chercheurs ; un réservoir de dix-sept mille étudiants ; des équipements en chantier ou en

projet (pavés des congrès, tramway, réseau câblé) ; une position privilégiée ; une capacité à accueillir la liaison recherche-entreprises. Elle signale l'arrivée prochaine de l'autoroute A-26 prolongeant le futur tunnel sous la Manche. Elle rappelle qu'autant de terrains industriels ont trouvé acquiescence en un an qu'en quatre ans. Elle se prend à rêver que le TGV-Est, un jour, la desserve.

Sous l'œil de la DATAR et l'impulsion de Jean-Louis Schneider, premier adjoint et président du district, elle creuse l'idée d'un « axe de croissance », tendant à harmoniser les politiques suivies par Châlons-sur-Marne et Troyes en matière de culture, de tourisme et de transport.

Il reste cependant à vendre le produit Reims. Selon Jacques Ségué, le publiciste consulté par le maire, la ville-phare de Champagne se doit d'abord de mieux poser, voire d'affirmer sa personnalité, de définir une image qui pour l'instant apparaît floue, voire intangible. Elle se doit, recommande-t-il, de laisser s'exprimer son caractère, sous peine de s'échouer en vain.

DIDIER LOUIS.

#### AQUITAINE

##### Femmes oubliées

La délégation régionale à la condition féminine d'Aquitaine et l'INSEE de Bordeaux ont rassemblé, dans une plaquette intitulée *Femmes en chiffres Aquitaine*, les principales données statistiques sur la population féminine de la région. En Aquitaine, une femme sur quatre a soixante ans ou plus. Leur espérance de vie dépasse soixante-dix-neuf ans au lieu de soixante et onze ans pour les hommes. Les femmes constituent 40 % de la population salariale de la région mais 4 % seulement occupent des postes de cadres ou exercent des professions intellectuelles supérieures. Par contre, 83 % des emplois à temps partiel sont tenus par des femmes. Plus de la moitié d'entre elles exercent des professions d'assistantes maternelles, employées de maison, secrétaires ou dactylos.

Les femmes représentent plus de la moitié des chômeurs de la région (un taux de chômage de 13,7 %), une sur trois est inscrite à l'Agence pour l'emploi depuis un an ou plus. D'autre part, aucun des quatorze mandats de sénateur d'Aquitaine n'est détenu par une femme et 3 % seulement des 235 conseillers généraux sont des conseillères générales alors que les électrices sont plus nombreuses que les électeurs.

INSEE, 33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex, tél. 56-91-02-35.

#### AUVERGNE

##### Des saumons dans l'ascenseur

Le barrage de Pouébo sur l'Ailier, près d'Alleyras (Haute-Loire), a été équipé d'un ascenseur destiné à permettre aux saumons de remonter vers les hautes frayères de la rivière. Un aménagement de 1 million de francs effectué pour l'essentiel par l'électricité de France.

Cette année, principalement en octobre et novembre, quarante et un saumons ont pris l'ascenseur. L'un d'eux intéressa particulièrement les responsables de l'opération car il est porteur d'un radio-émetteur qui va permettre de le suivre dans ses évolutions durant les prochains mois. En 1986, seize saumons étaient remontés.

Ainsi la grande migration des saumons entre le Haut-Ailier et l'océan Atlantique au large de l'Islande, du Groenland et des îles Féroé, n'est plus totalement interrompue. Même si certains saumons refusent obstinément d'utiliser le moyen moderne de remontée de la rivière mis à leur disposition. Ce fut le cas dernièrement.

Cette page a été réalisée par ses correspondants : Francis Dupuy, Jean-Pierre Foron, Gilette de Matha et Georges Saeur.  
Coordination : Jacques-François Simon.

de deux poissons munis eux aussi d'un radio-émetteur.

L'expérience qui a été conduite avec le soutien actif de l'Association de protection du saumon, semble donc concluante. Elle pourrait de ce fait être reproduite ailleurs.

#### ILE-DE-FRANCE

##### Une meilleure image

La Fédération des jeunes chambres économiques d'Ile-de-France a remis à Michel Giraud, président du conseil régional, un livre blanc qui contient ses propositions pour affirmer l'identité et renforcer l'image de la région.

Ces propositions résultent du travail mené durant plusieurs mois par plusieurs groupes de travail. En voici quelques-unes : introduire un chapitre spécifique sur l'histoire de la région dans les manuels scolaires ; à l'exemple de ce qui se fait dans les villes nouvelles, renforcer les liaisons avec les associations d'habitants ; créer un label Ile-de-France pour les produits agricoles de la région ; organiser un trophée Ile-de-France destiné à récompenser chaque année une entreprise performante ; associer la région à de grandes manifestations sportives, etc.

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON

##### Montpellier ouvre sa médiathèque

Brûlant les étapes, ne serait-ce que pour prendre les devants sur Nîmes qui a un projet comparable,

Montpellier a inauguré le 19 décembre sa médiathèque, la première de la région. Elle regroupe les différents services de la bibliothèque municipale, la discothèque qui existait déjà, les activités nouvelles de la vidéothèque-didactèque, installées sur mille mètres carrés, au premier étage de l'ancien lycée.

Vidéothèque-didactèque, cela mérite quelques explications, que donne volontiers son animateur, Pierre Pitiot, critique de cinéma, auteur de plusieurs ouvrages, créateur des « Rencontres du cinéma méditerranéen », connu pour sa passion de l'image que nourrit une grande culture :

« La didactèque, précise-t-il, comprend d'abord un lieu d'information à la portée de tous, équipé d'un nanosérum et de logiciels éducatifs. Elle propose ensuite un réseau plus pointu sur lequel des utilisateurs pourront se servir de leurs propres logiciels ou en créer. »

« La vidéothèque a déjà à sa disposition des moniteurs et des magnétoscopes standards et professionnels ainsi qu'un lecteur de vidéoscapes laser interactif. Elle permettra des visionnements individuels par petits groupes et, pour des groupes plus importants, on pourra se rendre à l'auditorium du musée et au Centre Rabelais (cinq cents places).

« Les trois axes de la création régionale et notamment les activités de la technopole Montpellier-Languedoc-Roussillon, l'ouverture sur le monde extérieur, en priorité sur les villes jumelées, la cinéma sous toutes ses formes, mais avec une prédilection pour le cinéma médi-

terranean. Les productions de plusieurs pays afflueront déjà (Yougoslavie, Algérie, Grèce). La médiathèque Gutenberg, puisque tel est son nom, sera un lieu d'animation en liaison avec les autres activités culturelles de la ville et de la région (festivals de la musique, de la danse, du cinéma méditerranéen, salons de la photo, de la communication, Maison de la géographie, Maison d'Heidelberg), et elle s'exportera, car des projets de coopération sont déjà envisagés avec Louisville (Kentucky), Heidelberg et Venise. Montpellier l'emprunte, selon le slogan de son maire Georges Frêche, va devenir Montpellier la rayonnante », conclut Pierre Pitiot, rayonnant de chaleur et d'énergie.

#### L'Hérault à Paris

Le conseil général de l'Hérault ouvrira au printemps 1988 à Paris une maison baptisée « espace Hérault », destinée département dans la capitale.

L'ancien cinéma Le Quintet, rue de la Harpe, dans le cinquième arrondissement et un regroupement d'intérêt économique, réunissant les principales villes de l'Hérault, est en cours de constitution pour gérer le futur « espace Hérault » qui accueillera à partir du 15 mai 1988, sur 1 000 mètres carrés, un restaurant gastronomique et une boutique de produits héraultais, une agence de tourisme, un bureau d'accueil et d'information, une médiathèque et une salle de spectacles.

#### DANS LE TARN, A L'ABBAYE DE SORÈZE

### Un conservatoire de la presse francophone

**A**u pied de la Montagne Noire, dans le Tarn, sur les fondations d'une abbaye créée sous Charlemagne, fonctionnant depuis 1682 le fameux collège, bénédictin puis dominicain, de Sorèze, qui forme aussi bien Bolivar que Nubérache, le Mazarin égyptien, et continue, sous la forme laïque qu'il a adoptée depuis 1978, d'attirer des pensionnaires d'outre-mer (*Le Monde de l'éducation* de novembre 1980).

La mémoire francophone qui s'y est de longue date accumulée a donné l'idée au conseil régional Midi-Pyrénées (dont le président est Dominique Baudis, maire de Toulouse) de louer pour vingt-cinq ans une partie des superbes bâtiments Louis XVI de l'établissement et d'y installer la toute nouvelle Fondation internationale des espaces francophones (1) et la pressothèque des journaux publiés en français hors de France. Soit quelque 3 000 titres (dont une centaine de quotidiens) ; moins de 1 000 sont conservés jusqu'à présent à Paris, à l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (2), qui est partie prenante au projet et est en train de transférer ses archives à Sorèze.

Le président de cette union, Auguste Mirmon, journaliste à *Fraternité-Matin* (Abidjan) a, début décembre, à Sorèze, en compagnie de Gérard Longuet, ministre des postes et télécommunications, donné symboliquement le signal des travaux d'aménagement, pour lesquels plus de 4,5 millions de francs de fonds publics, nationaux ou régionaux, ont été décaissés. La pressothèque devrait fonction-

ner dans un an. Le ministère de la culture et de la communication et le Centre régional des lettres assureront les frais de fonctionnement, estimés à 600 000 francs par an. Les membres étrangers de l'UIJPLF (environ 2 250 journalistes) et des chercheurs demandent depuis longtemps à la section française (250 membres) d'installer en France une pressothèque francophone, mais aucun local adéquat n'avait pu être trouvé à Paris.

#### Travail de relire

Les bénédictins spécialisés du Sorèzois assurent le travail de relire mais naturellement les journaux seront aussi microfilmés, en liaison avec la future unité régionale de microfilms. La pressothèque sera couplée avec un centre de formation de bibliothécaires pour la jeunesse. Une vingtaine de cellules semblables à celle où vécut et mourut Lapordère, rénovateur de Sorèze vers 1850, seront mises pour une somme modique à la disposition des chercheurs et stagiaires.

Située dans le parc régional du Haut-Languedoc, la vieille et calme cité de Sorèze offre à la pressothèque francophone le cadre naturel et historique propice s'il en est à l'étude.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-RUGOZ.

(1) FIEE, 14, place du Séna, 31008 Toulouse.  
(2) UIJPLF, 3, cité Bergère, 75009 Paris.



## FINANCES

Les mystères et les dangers du MATIF

### La COGEMA a perdu 250 millions de francs... sans trop savoir comment

Dans un communiqué quelque peu embarrasé, publié le vendredi 18 décembre dans l'après-midi, la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a reconnu avoir perdu 250 millions de francs sur des opérations effectuées pour son compte, entre le deuxième semestre 1986 et le premier semestre 1987, sur le Marché à terme des instruments financiers (MATIF) et sur celui des options. La COGEMA a ouvert une enquête pour déterminer les causes de cette perte. Les vérifications nécessaires sont en cours, en vue d'en apprécier les conditions de réalisation et afin de prendre, le cas échéant, toutes dispositions utiles pour protéger les intérêts de la compagnie.

Cette dernière a examiné ses documents internes, mais « n'a pas trouvé de réponse complète » à cet « accident de parcours ». Elle a donc averti les autorités de tutelle du marché, direction du Trésor, Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) et Chambre syndicale des agents de change, a indiqué le président de la COGEMA, M. François de Wicquoy.

C'est donc le troisième « accident » qui se produit sur le MATIF depuis son démarrage, le 20 février 1986, et ce n'est sans doute pas le dernier. Le premier « avait » été le fait, en octo-

bre dernier, du Crédit mutuel du Sud-Est à Lyon, pour 70 millions de francs, disait-on. Le second a été la charge d'agents de change parisiens Fort-Germe, qui a perdu de 120 à 200 millions de francs en octobre dernier et, littéralement « lessivé », a dû se vendre au Crédit foncier de France.

Dans le cas de la COGEMA, l'accident n'est pas vraiment catastrophique. Cette compagnie, qui emploie, avec ses filiales, dix-huit mille personnes, est le numéro un mondial pour le cycle du combustible nucléaire, depuis l'extraction de l'uranium naturel, son enrichissement (EURODIF à Pierrelatte) et son retraitement (usine de La Hague et de Marcoule). Son chiffre d'affaires est de 17 milliards de francs (22 milliards de francs en consolidé) et son bénéfice de 356 millions de francs (759 millions de francs en consolidé). Une de ses caractéristiques est de disposer d'une très abondante trésorerie, 5 milliards de francs environ, du fait de ses 3 milliards de francs d'autofinancement annuel et, surtout, de ses avances de clients sur contrats à long terme, notamment pour l'énorme chantier d'agrandissement de l'usine de retraitement de La Hague (50 milliards de francs sur dix ans, dont 6 milliards de francs par an entre 1986 et 1988).

Tout en conservant des liquidités suffisantes, la COGEMA a eu le

souci de placer cette trésorerie sur deux à cinq ans. Elle a eu un important portefeuille en SICAV d'obligations et de trésorerie en 1986, se retirant vers des placements plus courts à partir de l'automne 1986, lorsque le marché s'est retourné, les taux s'orientant à la hausse, après avoir baissé pendant cinq ans. Selon M. de Wicquoy, à l'ouverture du marché à terme (MATIF), en février 1986, la COGEMA « a fait comme les autres et a voulu le tester ». Elle s'en est retirée et a dénoué toutes ses opérations entre mai et septembre 1987, avant le krach boursier. En les dénouant, elle a mis à jour le pot aux roses et s'emploie maintenant à chercher les causes de l'accident, après avoir mis à la porte son chef trésorier. « Nous ne comprenons pas très bien ce marché très compliqué », avoue-t-on à la compagnie, qui, en lançant son enquête, a préféré avertir tout le monde, afin de couper court aux rumeurs folles.

#### Un marché non réglementé

Complicé, le marché l'est, surtout celui des options, qui semble être à l'origine d'une bonne part des pertes de la COGEMA. Une option est un contrat qui confère à son acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un emprunt, à une échéance donnée, à un prix fixé d'avance, pen-

dant une période déterminée. Le même contrat fait obligation au vendeur de vendre ou d'acheter cet emprunt sur l'ordre de l'acheteur. En contrepartie, l'acheteur paie au vendeur une prime, qui fait l'objet de cotations sur le marché et, dont le cours peut varier assez fortement (effet de levier). En effet, si, comme l'espère l'acheteur, le cours de l'emprunt monte, ce qui permet de le revendre avec bénéfice, celui de la prime montrera proportionnellement plus vite, et inversement.

Le maniement des options est délicat et peut être dangereux pour un opérateur peu averti. En outre, leur marché n'est pas encore réglementé, c'est-à-dire qu'il n'est pas soumis à la juridiction de la chambre de compensation du MATIF. Les options se négocient de gré à gré (over the counter), sans compensation quotidienne comme pour les contrats à terme classiques, sans fondement juridique ni garantie de marché avec, le cas échéant, des risques sur la contrepartie, le tout sur un marché de 15 à 20 milliards de francs.

Les opérateurs échafaudent de savantes « échelles » d'achats et de ventes d'options, elles-mêmes à l'achat et à la vente, le tout « à cheval » (straddle) pour limiter les risques. Ces risques restent tout de même élevés, en cas de variations brusques, comme celles de 7 % en hausse et en baisse les 19 et 20 octobre derniers, qui ont coûté si cher à la charge Ferri.

Dans ces échelles, seuls de très bons spécialistes peuvent s'y retrouver et le profane n'y voit que du bled. On comprend donc l'embarras des dirigeants de la COGEMA, qui vont demander des explications aux agents de change intermédiaires sur ce marché et sur le MATIF, pour, comme le précise leur communiqué, « protéger les intérêts de la compagnie ». Celle-ci n'en mourra pas, loin de là. En deux ans, ses placements financiers ont rapporté 1 milliard de francs brut, pertes sur le MATIF incluses, ses résultats financiers devraient atteindre 340 millions de francs en 1987 comme en 1986, avec un taux de rendement moyen maintenu au niveau du marché monétaire (entre 7 % et 8 %), « ce qui n'est pas glorieux mais correct », a estimé M. de Wicquoy. Quant aux résultats de l'exercice, ils ne devraient pas être touchés.

C'est égal, perdre un quart de milliard de francs sans rien comprendre, c'est dur, même pour COGEMA, et il est probable que cet « accident » ne sera pas le dernier, lorsqu'il faudra publier les bilans 1987 de certains établissements ou déboucler certaines opérations après leur arrêt temporaire ou définitif. Gare au MATIF. C'est un instrument très utile et qui a fait ses preuves pour couvrir des risques normaux de taux et de cours, mais il peut, aussi, brûler les doigts et rouiller les pantalons !

FRANÇOIS RENARD.

## Le jugement d'un délinquant en col blanc

### Ivan Boesky, l'escroc de Wall Street, condamné à trois ans de prison

NEW-YORK  
(Nations unies)  
de notre correspondant

« Quoi, trois ans, c'est tout », l'employé de supermarché trouve que la peine infligée à un homme qui a « volé des centaines de millions de dollars » est « ridicule ». Pour sa part, le procureur général de New-York, M. Rudolf Giuliani, estime que la justice américaine a attendu, le vendredi 18 décembre, un tournant en condamnant, pour la première fois, un délinquant en col blanc à une peine de prison ferme.

Picade et manifestation d'écœurement ont suivi les accusations de Wall Street, Ivan Boesky, cinquante ans, a écouté la sentence en silence : trois ans d'incarcération dans un établissement « à sécurité réduite » où celui que l'on appelle, il n'y a pas si longtemps encore, « Ivan le Terrible », retrouvera sans doute plusieurs de ses ex-collègues de la banque et de la finance, certains « tombés » à la suite de ses propres aveux.

La défense aurait préféré une peine symbolique, assortie d'une obligation de service civil. Le juge, lui, a préféré un autre symbole, celui de la fermeté à l'égard d'un milieu dont les agissements ont peut-être contribué à la récente chute de la Bourse.

Commencées il y a deux ans, l'enquête sur les « délits d'initiés » (Insider Trading) avait pris pour cible un certain nombre de personnalités bien connues de Wall Street, dont le point commun était une fortune colossale, acquise depuis peu de temps. Premier inculpé, Dennis Levine, arbitrageur réputé, a tout avoué : un réseau souterrain d'informants indépendants organisés, depuis une dizaine d'années, des « razzias » sur les OPA. La recette était simple : informés à l'avance des intentions de la société « X », intéressée par le rachat de la société « Y », les arbitrageurs achetaient des quantités importantes d'actions de la société « Y », qu'ils revendissaient, quelques jours

plus tard, à la société « X », réalisant ainsi une plus-value souvent très consistante, étant donné que les OPA donnent toujours lieu à une prime versée aux détenteurs d'actions de la firme convoitée. Malheureusement, la loi interdit aux arbitrageurs de se servir d'informations de ce type.

L'informatisation des opérations boursières a fait le reste : étonnées de voir certains comptes bancaires s'enrichir soudainement à la suite d'une OPA, les autorités ont pu remonter plusieurs filières complexes et découvrir le plus grand réseau de détournement boursier jamais connu à Wall Street.

Grâce aux aveux de Levine, le procureur Giuliani, homme tenace et courageux, a pu inculper, en octobre 1986, le « patron » de cette mafia en cravates de soie, Ivan Boesky, financier indépendant, connu pour un style de vie qui, même à New-York, soulève des doutes. A son tour, Boesky s'est mis à table, citant plusieurs noms, dont ceux de Martin Siegel et de Budd Jeffries, deux « enfants prodiges » de Wall Street. Contre la promesse d'une certaine clémence de la part de la justice, le brillant escroc a tout avoué — du moins c'est ce qu'il affirme — permettant l'ouverture de dix-neuf enquêtes judiciaires.

Si les avis restent sans doute à jamais divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de ces criminels dont l'arme n'est pas le revolver, mais le clavier de l'ordinateur, les dommages causés à la profession boursière ne pourront jamais être chiffrés.

Désormais vilipendés et, souvent à juste titre, soupçonnés d'activités répréhensibles, les jeunes loups de Wall Street ont perdu leur bien le plus précieux, la réputation. L'affaire Boesky a confirmé ce que certains soupçonnaient depuis longtemps : la fièvre boursière, telle qu'elle a été vécue à New-York depuis cinq ans, reposait, en partie, sur un bluff.

CHARLES LESCAUT.

## SOCIAL

En l'absence de directives salariales pour le secteur public

### Le gouvernement reste favorable au strict maintien du pouvoir d'achat

Le gouvernement de M. Jacques Chirac est en train d'opérer une petite révolution dans le domaine salarial. Pour la première fois depuis septembre 1976, le premier ministre n'adressera pas de directives sur la politique salariale dans le secteur public.

La pratique des directives salariales avait été inaugurée par M. Raymond Barre en septembre 1976, dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation qu'il avait mis en œuvre en succédant à M. Chirac. Tout en confirmant « le principe de la négociation collective des salaires et la poursuite de la politique contractuelle », M. Barre avait « recommandé qu'en 1977 la progression des salaires ne soit pas supérieure à la hausse du coût de la vie ».

La directive de M. Barre ne s'appliquait qu'au secteur public. Mais le premier ministre s'était également adressé à l'époque aux partenaires sociaux, considérant que « la politique salariale, dans le secteur public comme dans le secteur privé, doit s'inspirer de l'ensemble de ces principes » fixés par le gouvernement pour modérer l'évolution des revenus.

Dans le même temps, M. Barre avait fixé une règle évidente : « Les contrats établis doivent tenir compte de la conjonction de la politique économique de l'entreprise concernée et de la situation économique générale », déclarait-il au Monde le

5 octobre 1976, qu'aucune entreprise ne renierait encore aujourd'hui.

Ce dirigisme salarial a été reconduit année après année, parallèlement aux recommandations salariales adressées par le CNPF pour le secteur privé. M. Chirac lui-même en revenant au pouvoir n'a pas dérogé à la règle.

Ainsi, le 5 mai 1986, M. Chirac précisait que les dirigeants des entreprises publiques devaient sur les salaires des salariés de leur ministère de tutelle « avant de décider toutes mesures concernant leur personnel ». Le 12 novembre 1986, M. Chirac précisait que les dirigeants des entreprises publiques devaient tenir leur ministère de tutelle « informé » de leur projet, « ainsi que le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et la commission interministérielle de coordination des salaires (CICS) qui s'assurera de leur conformité aux présentes directives ». Difficile d'être plus strict dans le contrôle.

L'abandon de toute directive salariale pour 1988 a été décidé après que M. Chirac avait rencontré les dirigeants des entreprises publiques. Ils lui ont fait savoir qu'ils souhaitaient avoir « les coudées franches ». « Il est absurde, dit-on aujourd'hui à l'hôtel Matignon, de faire avancer toutes les entreprises publiques du même pas en même temps ».

L'abandon de M. Chirac assure qu'en l'absence de directives écrites, il n'y aura pas de directives orales sous le manteau. Mais si les entreprises doivent négocier en fonction de leurs possibilités propres, elles sont supposées connaître l'« orientation générale » du gouvernement qui est « claire et nette » : « strict maintien du pouvoir d'achat » (en moyenne). Le cadre général doit demeurer celui de la rigueur, mais sans directives.

Par ailleurs, les entreprises publiques — qui sont un peu sceptiques devant cette brusque liberté — devront toujours passer devant la commission interministérielle de coordination des salaires, la fameuse CICS. Mais, souligne-t-on à Matignon, le contrôle a posteriori sera « allégé », puisqu'il n'y aura plus de référence à une lettre de directives du premier ministre. L'expérience, alors même que le CNPF a déjà abandonné — comme l'UIMM dans ses « conseils » pour 1988 dans la métallurgie — toute recommandation chiffrée.

Le premier test devrait avoir lieu, encore une fois, à EGF. Déjà, une nouvelle mesure a été annoncée par la direction d'EGF, le 17 décembre, consistant, sans qu'il s'agisse d'un solde de tout compte pour 1987, à accorder un rattrapage de 0,3 % de la masse salariale (l'augmentation en niveau de 1,7 % au 1<sup>er</sup> avril est anticipée au 1<sup>er</sup> février, et celle de 0,4 %

au 1<sup>er</sup> octobre est anticipée au 1<sup>er</sup> septembre). Les syndicats signalaient de l'accord de 1987 ont pris acte de ce coup de pouce (1).

Dans la fonction publique, où le gouvernement joue directement le rôle du patron, un calendrier de négociation va être mis au point. M. de Charette devrait rencontrer officiellement les fédérations de fonctionnaires dans la seconde quinzaine de janvier.

Mais la négociation 1988 s'annonce mal. Une enveloppe budgétaire contraignante (+ 2,5 % en masse), une définition stricte de la masse salariale, une période préférentielle coïncidant avec des événements syndicaux (changement de « patron » à la fédération FO, congrès de la FEN début février), autant de signes peu favorables.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La CGT, non signataire, a organisé une grève de quatre heures le 17 décembre avec baisse de production (16 % de grévistes).

## ÉNERGIE

### La renégociation sur le prix du gaz algérien

(Suite de la première page.)

Gaz de France, soutenu par son ministère de tutelle, tente, en effet, de renégocier des clauses cohérentes avec les autres contrats de fourniture de la France.

Le contrat initial, conclu en 1982 par M. Chirac, octroyait en effet à l'Algérie un accord de 27 % par rapport au prix moyen des approvisionnements français, pris en charge pour moitié par l'Etat et pour moitié par Gaz de France. A l'occasion de la révision du contrat, qui devait normalement intervenir au début de cette année, Gaz de France, fort de la situation de pléthore du marché gazier international, a demandé que le prix de base soit remis en ligne avec le marché international.

En dépit de vingt-cinq réunions, aucun accord n'a pu être trouvé entre GDF et son homologue algérienne, la SONATRACH, tant l'écart entre les deux positions est grand. Alger, fort du précédent créé en 1982, souhaite en effet un prix de départ supérieur de 26,9 % au prix moyen des approvisionnements français — calculé aux frontières françaises — alors que Gaz de France n'est prêt à payer qu'un surcoût de 10 %, prix équivalent à celui accepté par les Italiens l'an dernier, ou au maximum de 16 %, équivalent à celui accepté par les Grecs cette année (1).

Si la demande algérienne était acceptée, il en coûterait 3,3 milliards de francs en trois ans à l'établissement public, sollicité de payer cette fois, contrairement à 1982, la totalité de « surcoût », afin de pouvoir présenter l'accord comme « commercial » et susceptible de faire précédent pour des

négociations ultérieures d'Algérie avec d'autres pays.

Outre que Gaz de France ne souhaite pas non plus créer un exemple fâcheux pour ses autres fournisseurs, notamment les Soviétiques et les Hollandais, avec qui la renégociation des contrats vient d'être engagée, il est clair qu'un accord sur ces bases aurait des conséquences durables sur le prix de vente du gaz aux clients finaux (quelques points d'augmentation supplémentaires par an) et compromettrait la compétitivité du gaz en France vis-à-vis du fuel et de l'électricité.

#### Les réserves du ministre de l'Industrie

La concession que s'approprierait à accepter très rapidement le gouvernement de M. Chirac ne porterait dans un premier temps que sur le prix intérieur payé par GDF en l'absence de contrat définitif. Mais elle risque de compromettre la position des Français dans les négociations à venir. Le nouveau prix intermédiaire (2) serait en effet supérieur d'environ 16 % à la moyenne des approvisionnements et correspondrait de fait au maximum jugé acceptable par Gaz de France. C'est un peu comme dans une négociation où l'on veut acheter un tapis et qu'on ne parvient pas à se mettre d'accord sur le prix, à accepter de régler un acompte équivalent au maximum de ce qu'on veut payer, sans attendre que les discussions soient finies — expliquent les négociateurs.

Il est clair que l'intervention du premier ministre dans ce dossier jugé

« extrêmement délicat » rue de Grenelle, ne fait pas l'unanimité au sein des cabinets ministériels. M. Madelin, directeur général du problème depuis septembre et qui a rencontré à plusieurs reprises son homologue algérien, n'a jusqu'ici rien cédé qui compromette le caractère commercial de l'accord. « Nous négocions sur des bases industrielles, assure-t-on rue de Grenelle, et s'il y a d'autres points de vue, ils doivent être clairement exprimés ». Tout en ayant assuré cette semaine le ministère de l'Industrie qu'il restait officiellement chargé du dossier, et que la position française n'était pas modifiée, Matignon semble à l'évidence déterminé à passer outre aux objections de son ministre. Au cours du week-end, de nouveaux contacts devaient être pris entre Paris et Alger pour tenter de régler le problème.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le prix moyen des approvisionnements français (sur la base d'un pétrole à 18 dollars) c'est-à-dire le prix du marché, est de 1,94 dollar par million de BTU (unité de compte internationale du gaz). Sur les mêmes bases, le prix du contrat conclu par l'Algérie avec l'Italie est de 2,14 dollars, soit 10 % de plus, et celui du contrat avec la Grèce de 2,25 dollars, soit 16 % de plus. Le prix souhaité par l'Algérie s'élève à 2,50 dollars, soit 28,9 % de plus que le moyenne des achats français.

(2) Le prix intermédiaire payé depuis le début de l'année par GDF est en ligne avec le prix international du marché, sur la formule de 1982, appliquée aux cours actuels du pétrole, donne un prix voisin de la moyenne des approvisionnements français. Le surcoût de 1982 a été en effet progressivement effacé par la baisse des prix du brut depuis cinq ans, sur lequel le gaz algérien est indexé.

## Face à l'emprise croissante de Washington

### Le président mexicain de la Banque interaméricaine de développement a donné sa démission

WASHINGTON  
correspondance

M. Ortiz Mens, président de la Banque interaméricaine de développement (BID) depuis dix-sept ans, a annoncé sa démission à compter du 29 février 1988.

Dans sa lettre de démission, M. Mens fait seulement part de son

désir de rentrer au Mexique. Il ne fait pas état des relations de plus en plus tendues entre les pays latino-américains et le gouvernement américain. La raison immédiate de son départ est pourtant liée à l'insistance de M. Ronald Reagan et de son secrétaire au Trésor, M. James Baker, de nommer un de ses proches collaborateurs, M. Conrow, au poste de vice-président exécutif de la BID.

Il appartient au président de la BID de procéder à la nomination des postes importants, soumis à l'approbation du conseil des administrateurs. Mais, dans la pratique, il était acquis que le poste de vice-président exécutif serait occupé par un Américain. Dans l'optique de Washington, celle de M. Conrow ne devait pas poser de problèmes puisqu'il succéderait à M. Curtin, lui aussi choisi par le secrétaire au Trésor.

La démission de M. Mens bloque maintenant la nomination de M. Conrow puisque, auparavant, les gouverneurs de la BID devront élire un nouveau président.

De toute évidence, le gouvernement américain veut resserrer son contrôle sur la BID dont la politique de prêts, à la différence de celle du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, est contrôlée par les pays débiteurs et non par les créanciers. Les milieux officiels américains estiment que la BID n'observe pas de critères assez rigoureux dans sa politique de prêts. Aussi bien M. Baker avait tenté de modifier la procédure des taux qui favorisaient les bénéficiaires des prêts plutôt que les prêteurs. Il n'avait pas réussi cependant dans cet effort qui aurait permis aux Etats-Unis et au Canada d'assurer une sorte de veto sur les prêts de la BID. M. Baker avait alors décidé de réduire la contribution des Etats-Unis, la plus importante à la BID.

Des rumeurs circulent également selon lesquelles M. Conable, président de la Banque mondiale, démissionnerait prochainement sous la pression de Washington qui considérerait comme insuffisantes les mesures de réorganisation prises au printemps dernier.

HENRI PIERRE.

## AFFAIRES

### M. Balladur réserve 3 milliards de francs pour Renault

Le ministre de l'économie, M. Balladur, a déclaré, le 18 décembre sur RTL, qu'il avait « réservé une somme supérieure à 3 milliards de francs qui pourra être consacrée au désendettement de Renault ».

Cela « prouve bien que l'objectif du gouvernement demeure le même : remettre Renault en bonne situation financière, mais nous pourrions d'autant mieux le faire qu'il disposera d'un statut rénové », a-t-il ajouté.

Le projet de transformation de Renault — de régie en société anonyme — devait s'accompagner d'un abandon de créances publiques de 12 milliards de francs, destiné à alléger la dette du constructeur nationaliste.

La discussion parlementaire de ce projet reste hypothétique, mais cela n'empêche pas l'Etat de doter Renault en capital, comme il l'a fait au cours des années précédentes. Quitte à déclencher les foudres des autorités de Bruxelles qui ont déjà ouvert une enquête sur les 8 milliards de francs de dotations reçus par Renault en 1985 et 1986.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**A**PRÈS le 12, le chiffre 15 a porté chance à la Bourse de Paris. A l'issue de la semaine écoulée, la quinzaine après le grand krach d'octobre, les valeurs françaises ont monté. De 1,4 % seulement. Ce n'est pas beaucoup. Mais après le déluge de feu tombé sur Viviane, beaucoup ont poussé un soupir de soulagement. Ce bilan hebdomadaire aurait pu être de bien meilleure qualité si des ventes bénéficiaires n'avaient pas contraint le marché à faire machine arrière dans les derniers jours.

Tindement amorcé, le vendredi précédent, le mouvement de reprise s'était en effet sensiblement accentué durant les trois premières séances, flirtant 1,4 % lundi, pour dépasser 1,5 % le lendemain et passer à 2,11 % mercredi. Trop beau, hélas, pour continuer. Des dégonflements réduisaient la marque jeudi (-1,16 %) et encore à la veille du week-end (-1,3 %), ramenant le marché non loin de ses plus bas niveaux depuis deux ans.

Retour inévitable du balancier ? Aucune des rares reprises techniques enregistrées après l'éloignement du cyclone n'a excédé 5 % à 6 %. Celle-ci n'a pas dérogé à la règle. Il est été fou du reste de croire la Bourse capable d'accomplir un plus grand effort.

La dernière liquidation de l'année est désormais très proche. Elle aura lieu le mardi 22 décembre. Que sur des rachats faits récemment des investisseurs aient jugé prudent de prendre leurs bénéfices sans attendre le dernier moment n'a vraiment rien pour surprendre. 5 % de gain ne se laissent pas passer quand les pertes subies dépassent 37 % en moyenne.

D'autant que tous les dangers ne sont pas écartés. L'on s'habitue à tout, même à la dégringolade du billet vert. Mais force est de constater que celle-ci commence à prendre une tournure catastrophique, pour les entreprises exportatrices, pour toutes celles aussi dont une bonne partie des bénéfices provient de la zone dollar.

Pour témoigner que la situation est toujours aussi grave, il faut aussi que la vigilance générale ne se relâche. « 33 » des plus grands experts économiques du monde ont ces derniers jours lancé un véritable cri d'alarme en brandissant l'épouvantail de la récession. Selon eux, personne n'y échappera, si les grands pays industrialisés ne prennent pas rapidement les mesures radicales qui s'imposent : les États-Unis, en combattant leur déficit budgétaire ; la RFA en relançant son économie ; le Japon en réduisant son excédent commercial.

## Une culotte de gendarme

faire ; la RFA en relançant son économie ; le Japon en réduisant son excédent commercial.

C'est peut-être donner beaucoup d'importance à ce groupe d'experts. Mais en tout cas, sous les lambris, tout le monde parlait de cet avertissement solennel et des mesures préconisées, en soulignant au passage qu'elles étaient inapplicables, pour des raisons électorales évidentes.

Enfin, les boursiers parlaient d'un fort fortent incité à rajuster leurs positions dans l'ignorance des réactions de Wall Street. Le marché new-yorkais avait en effet vu vendredi un rendez-vous capital avec la triple échéance trimestrielle des contrats à terme (actions, options, indices), encore appelée « journée des trois sorcières ». La première depuis le krach d'octobre. « Si New-York craque, Paris prendra une bûche de Noël, c'est assuré », disait un spécialiste, vendredi 18 décembre après-midi.

Finalement, Wall Street a tordu le cou aux trois sorcières. Mais personne ne pouvait le savoir. Reste que, cette semaine, pour la première fois depuis longtemps, quelques hommes nouveaux sont arrivés rue Vivienne. D'abord l'annonce inattendue d'une forte réduction du déficit commercial pour novembre, retombé, à miracle, à 700 millions de francs seulement (au lieu de 4,9 milliards de francs pour octobre) grâce à la vente de deux Airbus et à « la réexportation de Wahid Gerdji » lança une méchante langue. Et puis l'indice des prix pour le même mois s'est aussi révélé très sage (entre 0,1 % et 0,2 %). De son côté, l'INSEE a estimé que la crise n'avait pas eu d'influence sur le comportement des ménages, et des échos rassurants venus des États-Unis ont rapporté que les industriels du Nouveau Monde étaient plutôt confiants. Bref, certes avec prudence, le sentiment général semble avoir un peu évolué en mieux sous les lambris.

Les « aïeux », dont le styliste de la Compagnie des agents de change affirme par téléphone qu'ils ne sont pas intervenus « systématiquement » durant les heures noires, ce qui en soi constitue la reconnaissance de leur « rai », sont restés l'arme au pied. En d'autres termes, le marché comme un grand opéré a fait ses premiers pas tout seul, sans l'appui des médecins.

## Semaine du 14 au 18 décembre

Certes, la convalescence n'est pas consommée. Il s'en faut de loin. Des imprudences vont avec des ardoises salées à régler (voir affaire COGEMA). Mais lentement, le vie financier paraît reprendre ses droits. Beaucoup croient que le fond est maintenant atteint et que d'ici à la fin de l'année la reprise technique pourrait se poursuivre. Un agent de change n'estime pas impossible une remontée des cours de 15 % sur les plus bas niveaux, d'ici au 31 décembre. Possible. En tout cas, les liquidités ne manquent pas. Elles seront même surabondantes en janvier, avec en plus de la trentaine de milliards de francs provenant des versements de titres indemnisés et des comptes d'emprunts, les 34 milliards de remboursements de pont d'emprunts, le tout en janvier. Car le petit porteur a tenu bon. La preuve : en novembre, le montant des souscriptions nettes aux SICAV Memory-CEA est en hausse de 1,6 milliard de francs. Et ce petit porteur, tout le monde s'empresse de le choyer. La COB a mis à l'étude des mesures pour le protéger. Le président de l'Air liquide a envoyé cent mille lettres pour rassurer les siens. Des tas d'associations prennent sa défense, comme l'APARIBAS (association des petits actionnaires résidents et intrajournés) envers les banques, assurances et sociétés privées. Inutile, pour dédramatiser les siens, va racheter ses propres actions à 145 F en y ajoutant une action Penarroya. L'agence Havas annonce qu'elle va organiser des rencontres en province durant les deux premiers mois de 1988 pour rencontrer les actionnaires. Mon Dieu, qu'il est doux, par les temps qui courent, d'être petit porteur ou petite portesse. Enfin, si d'aventure une bataille boursière éclatait entre le canadien Seagram et le britannique Grand Metropolitan pour le contrôle de Martell, les remous créés seraient très favorables à la Bourse.

A moins que la deuxième mi-temps de la crise ne se produise à Tokyo, où certains prédisent encore un « Hiroshima boursier » — auquel cas il n'y aurait pas de prolongations — tout porte à croire que le début de 1988 pourrait être meilleur que la fin de 1987. De toute façon, les déclarations de la dernière heure pourraient bien faire la différence et un ultime coup de ponce pourrait être aussi donné aux cours pour habiller moins pauvrement les bilans de fin d'année.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Plus de 5,9 %

Semaine brillante à Wall Street où l'indice Dow Jones, malgré un léger tassement, a progressé de 108,26 points (+ 5,79 %) pour s'établir, vendredi soir, à 1 975,30.

Manifestement, la disparition des craintes sur un retour de l'inflation et la confirmation par les statistiques que l'économie américaine n'avait pas souffert du « krach » d'octobre, ont rendu les investisseurs passablement optimistes. Restait à franchir la passe difficile du 18 décembre marquée par la triple échéance trimestrielle des contrats à terme (actions, options, indices), encore appelée « journée des trois sorcières ». Mais finalement les trois sorcières ont été mises en fûts sur leurs balais par les ordinateurs, qui se sont mis à cracher des programmes d'achat. Enfin, l'encouragement est venu des prévisions à la hausse du FNB pour le troisième trimestre (+ 4,3 % au lieu des 4,1 % prévus initialement), enfin des déclarations rassurantes du président du FED sur le caractère abordable du déficit commercial pour octobre, qui pourrait se réduire fortement en novembre.

	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
Alcoa	43 3/4	49
Allied	47 1/2	51 1/2
AT&T	27 3/4	29 1/4
Becton	35 3/4	37 3/4
Chem. Bank	22 3/4	21 1/4
De Post & Newsweek	35 3/4	37 3/4
Eastman Kodak	45 1/2	50 7/8
Exxon	39 1/4	40
Ford	75 3/8	76 3/4
General Electric	43 5/8	46 1/8
General Motors	39 1/2	40 3/4
IBM	110 3/8	117 1/8
ITT	43 3/4	46 1/4
Mobil Oil	38 1/2	40 1/4
Pfizer	41 3/4	45 1/4
Schlumberger	28	30
Texas	38 1/2	39 3/4
Union Carbide	38 1/2	39 3/4
USX	38 1/2	39 3/4
Washinghouse	45 3/4	49 3/4
Xerox Corp.	54 1/2	57 5/8

## LONDRES

Moins 4,9 %

Le London Stock Exchange a cédé cette semaine à la déprime, et, malgré la publication de plusieurs indicateurs très satisfaisants, il a baissé de 4,9 %. Même la nouvelle selon laquelle BP avait augmenté sa part dans British à 24,9 % n'a pas réussi à relancer le marché.

Le secteur pétrolier a fait au centre de l'indépendance après l'annonce de la fin des négociations de l'OPEP.

Indice FT du 18 décembre : industriel, 1 310,7 (contre 1 377,8) ; mines d'or, 327,3 (contre 319,8) ; fonds d'Etat, 38,37 (contre 37,72).

	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
Bentley	449	457
Bovril	322	335
Brit. Petroleum	245	257
Charter	389	398
Comstock	331	348
De Beers (*)	9 3/4	9 3/4
Free Gold	13 5/8	13 7/8
Glaxo	10 13/16	9 7/8
Gl. Univ. Stores	18 1/4	17 7/8
Imp. Chemical	10 1/4	10 1/4
Shell	906	906
Unilever	464	464
Victrex	133	143
War Loan	38 15/16	37 9/32

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Intégral

Partagé entre la satisfaction procurée par la reprise de Wall Street et la crainte déclenchée par la chute du dollar, le marché allemand a évolué assez nerveusement de droite et de gauche. Après avoir monté de 3 %, il est redescendu pour néanmoins terminer la semaine en positif. Fermeté des automobiles et des chimiques.

Indice de la Commerzbank du 18 décembre : 1 329,3 (contre 1 304,8).

	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
ABF	218,28	211
BAF	251	256,48
Bayer	257,30	267
Commerzbank	233,58	222,58
Deutsche Bank	254,26	248,26
Frankfurt	255,58	254,58
Karstadt	467	442
Mannheim	107	113,58
Salzmann	349	373,58
Volkswagen	222	227,58

## TOKYO

Baissé

Pas sensible à l'effet d'entraînement venu de New-York, le marché japonais s'est alourdi cette semaine. Sa perte toutefois est restée limitée (-0,9 %). L'indice Nikkei s'est inscrit vendredi soir à 22 926,97 (-208,84 points).

L'indice général, lui, a cédé 12,97 points à 1 844,55. Les investisseurs ont été surtout sensibles aux inquiétudes sur la chute du dollar, tombé à un plancher historique. Le ministre japonais des Finances les a toutefois un peu rassurés en déclarant que le Japon ferait le maximum pour obtenir du G7 des mesures pour soutenir le billet vert.

	Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
Alor	457	426
Indigot	1 240	1 230
Canon	925	941
Fuji Bank	3 120	3 110
Godai Motor	4 270	4 250
Marubishi Electric	5 070	5 028
Marubishi Heavy	483	488
Sany Corp.	1 230	1 220
Toyota Motor	1 231	1 228

## Métallurgie

## construction mécanique

	18-12-87	Diff.
Alpi	218	+ 22
Avions Dassault	738	+ 64
De Dietrich	1 445	+ 370
FAOM	428	+ 5
Fives L.	83	- 7,50
Martin Wertheim (1)	225,28	- 23,90
Pembert (2)	231,10	- 13,90
Peugeot SA	921	+ 64
Pochar	13,10	- 0,10
Sagem	1 359	+ 9
Saint-Gobain	29,30	+ 1,70
Serif	345	+ 5
Vallo	427	+ 17
Valloire	38,60	- 0,40

(1) Coupon de 5,50 F.

(2) Divisé par trois.

## Alimentation

## Béghin-Say

	18-12-87	Diff.
Béghin-Say	330	+ 1
Boulogne	2 156	+ 56
BSN	4 345	+ 190
Carrefour	2 450	+ 209
Casino	118,20	+ 14,20
Eurocarrefour	2 920	+ 70
Guyonne et Gasc.	425	+ 20
Leclerc	1 460	+ 15
Neslé	33 200	+ 12,50
LUMH Mot-Hen.	1 515	+ 109
Océan	605	+ 45
Oldé-Cabry	1 340	+ 2
Paro-Ricard	473	+ 22
Merlin-Gérin	1 350	+ 25
Motest Leroy-Somer	305	+ 2,10
Neuville Gascogne	42,40	+ 1,70
PM Labinal	651	+ 14
Radiotechnique	955	+ 45
Schlumberger	156	+ 4
SEB	430	+ 52
Sigmatex	1 312	+ 46
Télémelec. Electronique	2 915	+ 155
Thomson-CSF	752	+ 51

(1) Coupon de 15 F.

## Matériel électrique

## services publics

	18-12-87	Diff.
Alcatel	1 990	+ 60
Alstom	237	+ 22
CGE	222	+ 15
Crouzet	146,50	+ 10,40
Général des Baux	1 081	+ 23
IBM	626	+ 16
Intertronic	292	+ 24
ITT	243	+ 1,20
Legrand	2 176	+ 116
Lyonnais des Baux	1 185	+ 69
Matra	1 410	+ 5
Merlin-Gérin	1 350	+ 40
Motest Leroy-Somer	305	+ 2,10
Neuville Gascogne	42,40	+ 1,70
PM Labinal	651	+ 14
Radiotechnique	955	+ 45
Schlumberger	156	+ 4
SEB	430	+ 52
Sigmatex	1 312	+ 46
Télémelec. Electronique	2 915	+ 155
Thomson-CSF	752	+ 51

(1) Coupon de 14 F.

## Valeurs diverses

## Accor

	18-12-87	Diff.
Accor	328	+ 17
Agence Havas	414	+ 3,50
Agis	1 425	+ 30
Bic	480	+ 3
Bic	706	+ 81
BOIP	748	+ 35
Chab Méditerranée	347	+ 12
Endic	1 910	+ 121
Europe 1	400	+ 18
Hecht	1 700	+ 85
L'Air liquide	955	+ 20
Leclerc	2 511	+ 69
Navigation Mixte	745	+ 6
Nord-Est	76,60	+ 2,60
Prisma Cit	2 440	+ 225
Radio-Canada	1 422	+ 5
Santini	495	+ 9
Stie Rosignol	775	+ 52

(1) Coupon de 14 F.

## Pétroles

## Elf-Aquitaine

	18-12-87	Diff.
Elf-Aquitaine	225	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15
Elf	228	- 15

(1) Coupon de 14 F.

## Mines, caoutchouc

## Géophysique

	18-12-87	Diff.
Géophysique	289	+ 20
Michelin	186	+ 7
RIZ	32,40	+ 0,10
ZIC	1,61	- 0,06

(1) Coupon de 14 F.

## Banques, assurances

## Banque d'Équipement

	18-12-87	Diff.
Banque d'Équipement	266	+ 10,90
Banque (Cie)	364	+ 1
Credit	930	+ 11
Chapman SA	753	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15
CFP	932	+ 15

(1) Coupon de 14 F.

## Produits chimiques

## Ind. Matériaux

	18-12-87	Diff.
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53
Ind. Matériaux	3 278	+ 53

(1) Coupon de 14 F.

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 11 décembre 1987

	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Premier	-	-	-	-
+ last	99,45	98,15	97,20	96,60
+ last	99,20	97,85	97	96,55
Dernier	99,40	98,05	97,20	96,70
Compensation	99,40	98,05	97,20	96,70

Nombre de contrats : 53 230.

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	14 décembre	15 décembre	16 décembre	17 décembre	18 décembre
RM	1 608 648	2 626 414	2 104 886	1 841 432	-
Comptant	9 775 018	9 520 206	9 748 181	9 912 726	-
R. et obl.	165 134	291 428	144 983	415 688	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	11 548 800	12 438 048	11 998 050	12 169 846	-

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

	18-12-87	15-12-87	12-12-87	9-12-87
Françaises	71,4	72,7	73,9	73
Etrangères	96,7	97,9	97,2	97,5

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1986)

	18-12-87	15-12-87	12-12-87	9-12-87
Tendance	72,7	73,4	74,7	74,4
Indice gén.	277,3	282,8	287,8	286,3

## Un second marché à la recherche d'un nouveau souffle

Si le kr



BOURSES  
ETRANGÈRES

## Crédits, changes, grands marchés

### L'EUROMARCHÉ

## L'Europe continentale prime

C'est en Europe continentale surtout que se trouvent pour l'instant les possibilités de croissance offertes aux institutions qui déploient leur activité sur les marchés internationaux de capitaux. Le vif courant d'affaires nouvelles enregistrées ces derniers temps en Suisse, en Allemagne ou au Luxembourg par exemple, contraste singulièrement avec l'ampleur des loisirs londoniens.

Parallèlement, le ralentissement des affaires à Londres, au cœur de l'euro-marché proprement dit, ne manquera d'être mis à profit pour de profondes réorganisations prometteuses à terme. Ce n'est pas un hasard de voir que, à la diminution de la présence américaine dans la City correspond un renforcement helvétique et nippon.

En ce qui concerne le marché suisse, l'attention se concentre sur l'ouverture du grand syndicat d'émission, composé des principales banques du pays. Pour plusieurs établissements étrangers de renom qui

cherchent à développer leur présence en Suisse, la question n'est plus tellement de savoir s'il convient de se rapprocher du consortium des grandes banques helvétiques, mais bien plutôt de s'assurer que leur éventuelle candidature pourrait être retenue. Les grandes banques suisses, pour leur part, ne font pas d'effort apparent de recrutement et attendent qu'un vœu à elles. Les adhésions pourraient prendre du temps avant de devenir effectives. Certains parlent de six mois, d'un an ou même de deux ans.

Le problème est que les arrivées se traduisent par une réduction des quotas-parts des anciens membres. C'est ce qui se produira au début de l'an prochain lors de l'accueil de cinq nouveaux participants suisses à qui reviendront en tout 2,25 % des montants des émissions nouvelles. Parmi les critères retenus, le pouvoir de placement et celui de réunir des mandats nouveaux seront décisifs.

### Habile première pour Paribas

Trois émissions de marks ont vu le jour la semaine passée. Deutsche Bank offre à 101 % pour le compte d'une filiale des Antilles néerlandaises pour 400 millions de deutschmarks d'obligations à 5 1/2 % sur cinq ans. Ces titres seront, à partir de janvier, fongibles avec les 500 millions émis en novembre au profit de la Norvège. Norges Hypotekforening for Næringslivet sollicite le marché pour 75 millions de marks; les obligations à cinq ans portent intérêt au taux de 5 1/4 % et sont offertes au pair.

Pour sa part, Paribas a habilement relevé le défi de ce secteur, précédemment des plus convoités par les grandes euro-banques internationales. L'attitude bienveillante des autorités allemandes soucieuses de promouvoir le développement de leur place financière favorise une saine concurrence pour l'obtention de mandats. Paribas est la première banque française à s'assurer le rôle

de chef de file pour un emprunt en marks. Il s'agit d'obligations d'un montant de 150 millions de deutschmarks. Offertes à 100,75 %, elles sont munies de coupons de 6,125 % sur six ans. Le débiteur est Thomson Brandt International BV, auquel Thomson SA apporte sa garantie inconditionnelle. L'opération résulte des 300 000 warrants qui avaient été émis en février dernier en même temps que 160 millions de dollars d'obligations remboursables à 8 % l'an jusqu'en 1994. Cette transaction en dollars avait été lancée par Paribas depuis ses quartiers du west-end londonien.

La surveillance Bundesbank exigeant qu'une émission en marks soit dirigée par un établissement situé en Allemagne, c'est la filiale de Frankfurt de Paribas, aux huit initiales, BPCM GmbH, qui s'est chargée du nouvel emprunt. Son groupe de direction, composé d'établissements allemands et étrangers mais tous

basés outre-Rhin, ressemble fort à un gacha euro-bancaire. La participation à l'émission est rémunérée par d'alléchantes commissions non seulement pour le placement et la vente mais aussi pour l'introduction en bourse des titres. Cette commission boursière se monte à 0,5 % au total, et la retenue précapitaire du chef de file est de 15 %. Les premières indications de prix sur le marché gris sont tout à fait encourageantes.

Du même coup, Paribas s'est apparemment assuré d'une place parmi les dix premiers dans le classement annuel des chefs de file pour l'ensemble du marché euro-obligataire. La banque française a dirigé cette année 44 euro-emprunts pour près de 4,5 milliards de dollars. Elle devancera probablement à la veille du Nouvel An la firme américaine Salomon, qui se situait vendredi matin au dixième rang pour quelque 4,4 milliards de dollars et, certainement, la japonaise IBJ International, onzième pour environ 4,1 milliards de dollars.

De tels palmarès peuvent apparaître dérisoires au vu de l'évolution de ces derniers mois sur le marché international des capitaux. Ils n'en sont pas moins pris très au sérieux, notamment en Extrême-Orient. Témoignent de l'activité des banques japonaises à l'extérieur de leur pays, ils appuient les revendications visant à une libéralisation du marché financier japonais. A terme, cela pourrait mener les banques à se mesurer directement aux maisons de titres sur leur propre territoire, ce que présentent elles ne sont pas autorisées à faire.

Globalement, c'est Nomura International qui est en tête de la liste des euro-emissions, avec 122 transactions pour 18,7 milliards de dollars. En euro-francs, le Crédit commercial de France domine de loin le secteur. Quant à celui du mark, c'est évidemment à la Deutsche Bank que revient la palme.

(Interim.)

### LES DEVISES ET L'OR

## Une glissade interrompue

La semaine sous revue s'annonçait plutôt mal pour le dollar. Dans des marchés extrêmement calmes à l'approche des fêtes de fin d'année, et qui s'engagent dans la traditionnelle trêve des confiseurs, les cours de la devise américaine continuèrent à glisser doucement, glissade favorisée par quelques propos particulièrement assassins. Par exemple, mercredi, M. Carlsson, ministre allemand des Finances, déclarait tranquillement que la faiblesse du dollar n'avait « pas été dérangée par la stabilisation des prix et de la consommation en RFA ».

Pour en rajouter, M. Martin Feldstein, ancien président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche et actuellement professeur à l'université Harvard et président du Bureau national de recherche économique, affirmait, non moins tranquillement, que le seul moyen de corriger le déséquilibre massif de la balance commerciale des Etats-Unis était une baisse du dollar à 100 yens en 1988 (il en valait 127 ce jour-là). En outre, pour lui, les accords du Louvre sur la stabilisation des parités étaient bien morts, la politique suivie en 1987 par le groupe des Sept avait été une erreur, que ni la Maison Blanche ni la Réserve fédérale n'avaient disposés à commettre de nouvelles erreurs.

M. Feldstein estime que l'attitude restrictive de la Réserve fédérale en matière de crédit comme la crainte permanente d'un resserrement supplémentaire ont contribué à provoquer la chute de Wall Street. Le professeur de Harvard conteste, enfin, l'effet inflationniste de la baisse du dollar, qui en principe ferait monter les prix domestiques du fait de la renchérissement des importations : les Etats-Unis, rappelle-t-il, importent moins de 10 % de leur consommation courante, et la chute de leur devise n'a donc que peu d'influence sur leurs prix intérieurs. A verser au dossier de la grande querelle sur les implications de recul de la devise américaine.

Ces propos, en tout cas, eurent une conséquence immédiate : le dollar baissa ses records de baisse à

Tokyo tombant un moment, en dessous de 126 yens, à 125,55 yens, en dépit des interventions de la Banque du Japon. A New-York, jeudi soir, il fléchit également un nouveau record à 1,6165 DM; il est passé en-dessous de la barre des 5,50 F à 5,4775 F, le tout sans fièvre ni émotion particulière.

Vendredi après-midi, cependant, une petite brise plus favorable au billet vert se mit à souffler, sur la remorque d'une prochaine réunion du groupe des Sept (pour se dire quoi, grands dieux!), et on vit le dollar remonter à 1,63 DM, 127 yens et 5,51 F.

Dans la soirée, le mouvement s'accéléra après une déclaration de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivant laquelle l'aggravation du déficit commercial américain pour le mois d'octobre, 17,63 milliards, le plus gros depuis le début de l'année, était une aberration (au sens d'écart statistique), et qu'il y aurait une correction pour le mois de novembre, à apparaître dans les chiffres publiés vers le 10 janvier prochain. Cette déclaration contribua à raffermir le marché obligataire (voir ci-dessus) et Wall Street. En outre, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, affirmait se montrer confiant dans les efforts du groupe des Sept, qui contribuèrent, avec fruit à l'arrêt de la chute du dollar.

### Excellente tenue du franc

La semaine se terminait donc sur une note moins pessimiste. Depuis quinze jours, nous l'avons relevé dans ces colonnes, certains analystes hasardent qu'une diminution du déficit commercial américain pourrait se manifester pour le mois de novembre, après le gonflement temporaire des importations américaines en octobre, par la mise en place des ventes de fin d'année et en raison de la progression spectaculaire des exportations. C'est à quoi, sans doute, pensait M. Greenspan lorsqu'il a fait sa déclaration.

En dépit de la lente glissade du dollar, qui, en renforçant le deutchmark, aurait dû affaiblir le franc, notre monnaie s'est très bien comportée cette semaine, encore mieux que la précédente. Elle a gagné des points par rapport au deutchmark, dont le cours a glissé au-dessous de 3,39 F pour la première fois depuis la fin du mois d'octobre dernier, au

moment où la Banque de France, face aux attaques des vendeurs de francs, avait dû laisser filer le cours de 3,34 F à 3,40 F et même plus, un peu en deçà du cours plafond de 3,43 F. Depuis cette fin d'octobre, l'Institut d'émission n'avait plus guère eu à intervenir, le mark revenant tout doucement en arrière. Cette fois, son recul a été plus net.

Ponctuellement, l'annonce d'un déficit commercial français ramené de 4,9 milliards de francs en octobre à 0,7 milliard en novembre a été bien accueillie par les marchés, qui ont ensuite réservé le même accueil favorable à l'indice des prix pour ce même mois de novembre, en progression de 0,1 % à 0,2 %, ce qui place l'inflation, depuis trois mois, sur une pente annuelle de 2 %, avec l'espoir de bons résultats en décembre, puis en janvier, avec la baisse du prix du pétrole, dont le baril voit son coût diminuer en une monnaie, le dollar, elle-même en baisse.

Ces bonnes nouvelles se sont conjuguées avec des facteurs techniques pour donner au franc une meilleure couleur. L'effet taux a continué à jouer : le marché obligataire offre une rémunération à court terme supérieure de cinq points à celle du marché allemand, pour un écart d'inflation qui tend à revenir à deux points. Cette tension des taux sur notre marché, voulue par la Banque de France et les pouvoirs publics, contribue par ailleurs les vendeurs de francs à découvrir, qui avaient pris, à la fin d'octobre, des positions spéculatives dans l'optique d'une dévaluation du franc, à se dégrader en rachetant les francs vendus.

Pour l'instant, ils ne voient guère à court terme de possibilité de réajustement du système monétaire européen et sont donc enclins à déboucher leur position, surtout à l'approche de la fin de l'année, époque de mise en ordre des bilans. Le franc a donc de bonnes chances de finir l'année 1987 mieux qu'il ne l'avait commencée (il y a un an, les marchés jouaient une réévaluation du mark qui se produisit le 12 janvier 1987), surtout si la baisse du dollar s'arrête quelque temps.

FRANÇOIS RENARD.

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

## Le nickel étincelant

Le nickel est probablement le métal vedette de l'année 1987. Au London Metal Exchange, les cours ont quasiment doublé, de 2300 livres par tonne (au comptant) en janvier à 4395 livres le 18 décembre. A New-York, et toujours au comptant, les prix ont enchaîné dans le même intervalle de 1,60 cent la livre à 3,66 cents. Les professionnels sont les premiers surpris de cette remontée spectaculaire, tant le nickel avait subi dans les années passées le contrecoup de la crise de la sidérurgie. Les scieries inox n'étaient plus au goût du jour. A l'instar de la plupart des métaux non ferreux, le nickel payait les pots cassés de la surproduction et d'une demande stagnante, voire en repli.

L'année 1987 a, dans ce contexte, été atypique. Les prévisions d'exportation de nickel ont été revues à la hausse, les prévisions de consommation d'acier inox ont dépassé les 610 000 tonnes, son plus haut niveau depuis 1979 (618 000 tonnes). De son côté, la production du monde occidental devrait s'établir à 530 000 tonnes, en hausse de 30 000 tonnes. Une partie de l'écart entre l'offre et la demande sera comblée par les importations en provenance des pays de l'Est. Mais une partie seulement : en 1987, l'Union soviétique aura exporté 53 000 tonnes environ. Les négociants font actuellement état des difficultés qu'ils rencontrent pour se faire livrer plus de métal russe. Une mission canadienne, qui devait ces jours derniers visiter l'usine de Norilsk, la plus importante d'URSS, a été prise d'y renoncer par les autorités soviétiques, qui

n'ont pas donné de raison à leur refus. Si on ajoute à l'apport de nickel russe les 11 000 tonnes que doit exporter Cuba et les 3 000 tonnes attendues de Chine, il manque encore plus de 20 000 tonnes pour que la consommation soit satisfaite. C'est cette tension sur l'offre qui a, depuis le milieu de l'année, soutenu fortement les cours du nickel.

Des déstockages ont bien eu lieu, les producteurs puisant au fur et à mesure dans leurs réserves les quantités — et les qualités — exigées par le marché. Mais, compte tenu de la mise en sommeil de nombreuses capacités de production dans les années 1983-1986, il est difficile aux années 1987-1988, de faire face à la demande. Les investisseurs et des travaux de réparation préalable sont nécessaires afin de rendre à l'offre une certaine élasticité.

Reste à connaître les raisons de l'engouement inattendu pour le nickel en 1987. Une fois n'est pas coutume, la demande n'a pas connu de variation saisonnière, se montrant aussi forte au troisième trimestre, habituellement plus calme, que pendant les deux premiers. Le rythme

de consommation devrait même s'accroître au début de 1988. Les experts estiment que ce regain d'utilisation est lié à la conquête de nouveaux marchés particuliers : la nouvelle génération de fûts de bière est en acier inox, et non plus en aluminium. Ce transfert représente chaque mois un surcroît de consommation de plusieurs milliers de tonnes. Les Allemands de l'Ouest, Aux Etats-Unis, General Motors négocie actuellement un gros contrat pluriannuel d'approvisionnement en nickel auprès d'Inco. Le constructeur automobile anticipe un retour en vogue des nickelages étincelants sur les enjoliveurs, phares et pare-chocs. Au Japon, la construction d'automobiles fournit un nouveau débouché aux aciers inox qui entrent dans la fabrication des glissières de sécurité. Après les catastrophes aériennes survenues récemment, les compagnies d'aviation changent certaines structures de leurs appareils et remplacent des moteurs. Autant d'initiatives qui font du bien au nickel. Rien ne garantit toutefois qu'elles soient suffisantes pour assurer au « métal de Satan » une ère nouvelle d'expansion.

ÉRIC FORTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 19-12
Café h. g. (Londres)	1 365 (+ 46) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 908 (+ 86) Livres/tonne
Nickel (Londres)	4 295 (+ 515) Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 274 (+ 73) Francs/tonne
Café (Londres)	1 213 (+ 12) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 791 (+ 33) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	312 (+ 7,39) Cents/bushels
Mais (Chicago)	189 (- 9) Cents/bushels
Sole (Chicago)	203,60 (- 5) Dollars/c. contre

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

7 F  
NUMÉRO  
DE DÉCEMBRE

**Le Monde**  
dossiers et documents

LES ARCHIVES  
DE L'ACTUALITÉ

FEMMES EN FRANCE

Des acquis juridiques récents.  
Un glissement des valeurs et des statuts.  
Des résistances encore fortes.

LES SYNDICATS DE SALARIÉS

L'état des forces.  
Pourquoi le pluralisme ?  
Une mutation imposée.  
Un phénomène international.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 18 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEIL	Franc suisse	Franc suisse	D. mar.	Franc suisse	Franc suisse	Libre
New-York	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Paris	1,6240	—	12,1380	74,9966	61,6121	2,9214	54,5626	0,829
Bruxelles	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Zurich	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Frankfurt	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Bonn	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Amsterdam	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Milan	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834
Tokyo	1,6270	—	12,1422	75,4432	61,5380	2,9386	54,5197	0,834

A Paris, 100 yens évaluent contre, le vendredi 18 décembre, 4,3401 F contre 4,3107 F le vendredi 11 décembre.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Redoux

Après avoir soufflé le froid, l'Amérique a soufflé le chaud en cette fin de semaine, ce redoux requinquant finalement des marchés européens quelque peu déçus. La semaine dernière, l'événement, fâcheux, avait été la hausse spectaculaire des taux à long terme aux Etats-Unis, le rendement de l'emprunt-phare du Trésor, le trente ans 2017 bondissant, en quelques jours, de 9,06 % à 9,44 %.

La raison en était l'aggravation du déficit commercial américain pour octobre, qui, en poussant le dollar à la baisse, faisait redouter une élévation des taux d'intérêt outre-Atlantique, c'est-à-dire une majoration de la prime de risque réclamée par les détenteurs de créances libellées en devises américaines. L'augmentation des taux longs aux Etats-Unis à partir de l'été 1987 avait amplement contribué à la chute de Wall Street et à la crise financière.

Or, pendant la semaine sous revue, le rendement de l'emprunt 2017 a reculé sensiblement, revenant progressivement vers 9,20 % pour fléchir brutalement jeudi et vendredi, en liaison avec la chute du prix du pétrole au lendemain de l'échec de la conférence de l'OPEP à Vienne. Après cette conférence, on le sait, l'absence d'accord véritable pour contenir ou réduire la production de brut a ramené le prix du baril aux environs de 15 dollars et même moins.

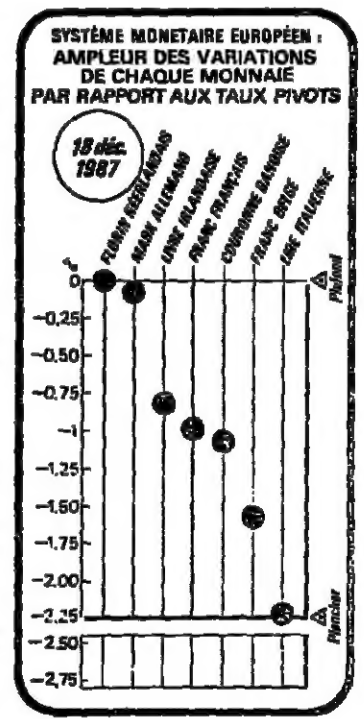
A New-York, l'équation est simple : hausse du prix du pétrole = inflation = chute du dollar = hausse des taux d'intérêt, et vice versa. La glissade des cours pétroliers ne pouvait donc que pousser les taux vers le bas. Vendredi soir, le rendement de l'emprunt à trente ans est revenu un peu au-dessous de la barre des 9 %. A l'« effet pétrolier » s'est joint aussi celui de la déclaration du président de la Réserve fédérale sur le caractère aberrant du déficit commercial américain en octobre (voir ci-dessus).

A Paris, le cours de l'échéance mars sur le MATIF — il avait la semaine dernière littéralement dégringolé par sympathie avec le cours du trente ans américain retombé de 99,70 à 96,40 — s'est mis à remonter dard-dard. Mercredi soir, il commençait par gagner un point entier, de 97,60 à 98,50, sur l'annonce d'une forte diminution du déficit commercial français. Après un petit accès de faiblesse jeudi et vendredi matin, ce cours reprenait dans la soirée d'après-midi sur les bonnes nouvelles d'Afrique (il avait été ramené à 98,50, soit deux points de plus que le vendredi précédent, avec un rendement d'environ 10,30 % contre 10,75 % précédemment. Ce cours de 98,50 constituerait un point charnière pour les normes de graphiques (chartistes), son dépassement donnant un signal de hausse.

Sur le front des émissions, pas de gros emprunts, mais une série de petits paquets de fin d'année, réservés surtout aux banques et assurances. La BNP a levé 500 millions de francs sur douze ans à taux variable, emprunt « pré-placé », donc non public, la Banque de financement et de trésorerie (BFT), filiale du Crédit agricole et du Crédit commercial de France, a sollicité le marché pour 300 millions de francs, avec bons de souscription pour 200 millions supplémentaires. Le Comptoir des entrepreneurs a demandé 500 millions de francs à 9,90 %, en dessous donc des 10 % actuellement pratiqués, mais sur une durée plus courte (sept ans), ce qui justifie la petite baisse. Les Caisse d'épargne (Ecu-reuil) émettent un emprunt de 750 millions de francs à 10 % et 10,10 % de rendement réel, destiné à leur réseau.

Quant à la Banque mondiale, qui appelle sur le marché français 1 milliard de francs (et non 1 million de francs, belle « coquille » de la semaine dernière que le lecteur aura rectifié de lui-même), l'accueil qui leur a été réservé a été un peu catastrophique. La décade sur le marché « gris » atteignant jusqu'à 2 % cette semaine. Saturation ou peu d'enthousiasme pour la Banque mondiale, un peu « exotique ». Au choix.

F. R.





سكنى من الاول

20 • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 •••

# Le Monde

DATES	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Il y a soixante-dix ans, la négociation de Brest-Litovsk. <b>ÉTRANGER</b> 3 La situation dans les territoires occupés par Israël. 4 La discussion sur le budget américain et l'aide à la République nicaraguayenne.	6 La fin de la session parlementaire d'automne. 7 Le voyage de M. Raymond Barre en Afrique noire. « Livres politiques », par André Laurens. Communication : les difficultés du Matin de Paris.	9 Nouvelles prisons : le programme de construction devrait s'achever en 1991. 11 Sciences : le budget du CERN. Sports : l'affaire Longo est classée.	13 Photos inédites de Bonnard à Orsay. Le mime Marcou au Théâtre des Champs-Élysées. Chorus Line, au Théâtre musical de Paris.	17 La COGEMA a perdu 250 millions de francs... sans trop savoir comment. Le gouvernement reste favorable au strict maintien du pouvoir d'achat. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 15 Echecs ..... 15 Météorologie ..... 15 Mots croisés ..... 15	● Chaumet, Luchaire, CPES : votre avis sur les « affaires » FLOU ● Les tribulations de la 5 dans le PAF, VISU ● Faites sauter la banque. HOLD 3615 Tapez LEMONDE Commandes vos livres sur la Librairie du Monde 3618 + LM 16

## Les relations entre le Vatican et Moscou s'améliorent lentement

Un ambassadeur soviétique, spécialiste des problèmes de désarmement, M. Oleg Grinevski, s'est rendu à Rome à la fin de la semaine pour expliquer, tant aux autorités italiennes qu'à celles du Vatican — où il a été reçu par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat — les résultats de la récente rencontre Gorbatchev-Reagan à Washington.

ROME  
de notre correspondant

Le refroidissement qui avait marqué les relations entre le Vatican et les pays d'Europe de l'Est après l'accession au pontificat de Jean-Paul II, en 1978, est en passe de s'atténuer au profit d'une pratique plus réaliste. On note, par exemple, l'attitude nouvelle du patriarche orthodoxe de Moscou, très largement influencée par le pouvoir soviétique. La participation de Filaret, métropolite de Kiev, à la journée mondiale de prière pour la paix, convoquée le 27 octobre 1986 par le pape à Assise, avait été le signal de ce dégel. Une rencontre, il y a un peu plus de deux mois à Venise,

entre le secrétaire pour l'unité des chrétiens et le patriarche russe avait consacré la reprise d'un dialogue interrompu depuis 1980.

L'époque est passée, à Moscou, des rappels nostalgiques du pontificat de Jean XXIII, opposé à celui de Jean-Paul II, coupable entre autres d'avoir signé la lettre du pape de la Congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Ratzinger, sur la théologie de la libération, où le marxisme était défini comme « la honte de notre temps ».

Ce climat général amélioré entre Rome et Moscou relance les spéculations sur l'éventualité de déplacements officiels entre les deux capitales en 1988. Un voyage de M. Gorbatchev à Rome est prévu pour les premiers mois de l'année, à l'invitation des autorités italiennes. Le numéro un soviétique franchira-t-il à cette occasion le « seuil de Pierre » ? Il n'y a en principe aucune impossibilité à une rencontre entre le pape et le chef de la plus puissante machine « athéiste » de la planète : la doctrine du Vatican est que tout voyageur significatif qui en fait la demande peut être reçu par le pape. On parle aussi d'un voyage de ce dernier en Union soviétique, à l'occasion du millé-

naire, en juin prochain, de la conversion de la Russie au christianisme. Le cardinal Johannes Willebrands, président du secrétariat pour l'unité des chrétiens, a pourtant déclaré nettement, la semaine dernière, que ce projet n'était « pas à l'ordre du jour ». Pour l'instant, aucune invitation n'est parvenue à Rome en provenance d'autorités religieuses d'URSS : or c'est toujours à la fin de l'été que se tient le conseil pontifical. Les « politiques » ne paraissent guère plus enthousiastes : M. Kharchov, président du conseil soviétique pour les affaires religieuses, n'a-t-il pas récemment déclaré ne pas bien comprendre ce que viendrait faire le pape à la célébration du millénaire ?

Jean-Paul II lui-même nous avait dit, en novembre 1986 : « Je ne parle jamais d'un voyage en Russie. Je désirerais me rendre en Lituanie. L'Eglise orthodoxe n'est pas une Église catholique. Alors, voyage spirituel : oui, voyage pastoral : oui, mais je ne vois pas bien comment : voyage politique : non. » Son objectif, son exigence, sont d'aller là où se trouvent les catholiques soviétiques, c'est-à-dire en Lituanie ; mais il ne croit guère sur ce point au feu vert de Moscou.

JEAN-PIERRE CLERC.

## GRANDE-BRETAGNE : controverse sur le nouvel impôt local

### M. Heath, ancien premier ministre conservateur dénonce la politique « injuste » de M<sup>me</sup> Thatcher

LONDRES  
de notre correspondant

Par 341 voix contre 269, la Chambre des communes a voté, dans la soirée du jeudi 17 décembre, une réforme controversée de l'assiette et du mode de prélèvement de l'impôt local. Les deux jours de débats intenses ont été marqués par la « révolte » spectaculaire de dix-sept députés conservateurs qui ont voté contre le texte et des treize autres qui se sont abstenus. Selon la formule d'un orateur, « un système datant d'Elizabeth I<sup>re</sup> va être aboli sous Elizabeth II ».

Jusqu'ici, l'impôt local était prélevé approximativement, comme en France, par unité d'habitation, en fonction de la taille et de la valeur de celle-ci. De nombreux critères très compliqués étaient utilisés pour définir la valeur d'une habitation et de l'impôt

unique payé par toutes les personnes vivant sous le même toit. La charge pouvait varier d'une centaine à plusieurs milliers de livres, selon le nombre de pièces, le confort et la prospérité du quartier. Désormais, riches et pauvres paieront exactement autant. Toute personne âgée de plus de dix-huit ans sera assujettie au nouvel impôt « par tête » d'habitant, indépendamment de tout signe extérieur de richesse.

« C'est un impôt injuste et néfaste pour notre pays : c'est un texte de vengeance et de régression sociale », a tonné, jeudi soir, M. Edward Heath, l'ancien premier ministre conservateur d'intervention que rarement, aujourd'hui, dans le débat politique, ses propos n'en ont que plus de poids. M. Heath estime que la réforme « sera retenue à l'avenir contre les conservateurs ». Opposant discret au sein de

son parti au « capitalisme sauvage » prôné par M<sup>me</sup> Thatcher, M. Heath est sorti de son nom de « valeurs sociales » de la tradition conservatrice, qu'il estime bafouée.

Son inéquité est due au fait que le seul moyen d'authentifier les citoyens adultes redevables du nouvel impôt consiste à consulter les listes électorales (il n'y a pas de carte d'identité nationale en Grande-Bretagne). Selon M. Heath, de nombreux jeunes préféreront ne pas s'inscrire sur les registres électoraux pour tenter d'échapper à cette imposition qui les frapperait dès l'âge de dix-huit ans.

M. Nicholas Ridley, le ministre de l'environnement (qui est chargé des collectivités locales), a eu une tâche très difficile aux Communes pour défendre son texte. La majorité des députés conservateurs y étaient favorables, mais peu nombreux étaient ceux qui désiraient prendre la parole et porter la réforme qui va à l'évidence augmenter l'impôt local et faire payer davantage les plus pauvres.

« Comme tous ceux qui ont des revenus confortables, je verserai moins : mais les retraités et les locataires des HLM verront leur charge augmenter », a résumé, jeudi soir, l'ancien leader du Parti social-démocrate, M. David Owen, qui a voté contre la loi. La réforme s'appliquera à partir de 1990 à l'Angleterre et au pays de Galles, le cas de l'Ecosse étant à part. Il reste encore cependant un long chemin législatif à parcourir. Le débat à la Chambre des lords, prévu pour Pâques, s'annonce long et passionné. M. Ridley a promis, pour arrêter quelques voix aux députés conservateurs « rebelles », d'apporter quelques modifications à la loi sous forme d'abaissements pour les étudiants et les personnes âgées.

Les travaillistes ont opéré un tir de barrage contre la réforme, mais ils n'avaient pas en réalité d'alternative à proposer, hormis un impossible maintien du statu quo. La force de M<sup>me</sup> Thatcher, dans cette affaire, est que l'ancien système était devenu presque impossible à gérer. Les critères d'évaluation des habitations étaient à la fois fantaisistes, variables et archaïques, et les échappatoires innombrables. Deux habitants sur trois à Londres et trois sur quatre à Birmingham ne paient pas actuellement d'impôts locaux.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

## Un premier accord à la Banque de France

Les négociations entre le gouvernement de la Banque de France et l'intersyndicale (CFDT, CGT, CFTC, FO et SNA-autonomes), organisées par le médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, ont abouti, dans la nuit de vendredi 18 à samedi 19 décembre, à la signature d'un premier accord.

Les représentants des personnels se sont engagés à lever tous les blocages, ce qui devrait permettre, dès lundi, « un retour au fonctionnement habituel de l'ensemble de la banque », selon le texte signé par les deux parties. La direction de l'Institut d'émission a, pour sa part, accepté de ne pas procéder à des sanctions disciplinaires, administratives et pécuniaires en liaison avec le conflit. L'accord prévoit notamment qu'« il ne sera pas procédé à des retenues de salaires consécutives à la baisse de la production intervenue à Chamallières (fabrication de billets) entre le 10 et le 30 novembre ».

Samedi dans la matinée, les représentants des syndicats et de la direction de la banque ont repris, toujours avec l'aide du médiateur, les négociations sur les problèmes à l'origine du conflit (salaires, effectifs, avancement, retraite, avenir de la Banque...). Les discussions devraient se poursuivre tout au long du week-end.

● M. Maire opéré. — M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a subi le lundi 14 décembre un pontage coronarien. Cette intervention chirurgicale, prévue de longue date, s'est très bien passée. L'opéré, âgé de cinquante-six ans, M. Maire a été hospitalisé dans une clinique parisienne le 10 décembre. Il doit reprendre ses activités entre le 15 et le 31 janvier.

## La polémique sur les élections à « Libération »

### Le tribunal prendra une décision lundi

Le tribunal d'instance de Paris, réuni le vendredi 18 décembre, ne rendra son avis sur les récentes élections à Libération que lundi prochain, dans l'après-midi. A l'issue de ces élections, la majorité des voix du collège « cadres et journalistes » s'était portée sur la liste commune CGT-CFDT. La direction avait aussitôt estimé que le quorum n'avait pas été respecté : elle se fonde, pour cela, sur une décision de la Cour de cassation de juin 1983 qui indique que par « votants », il faut entendre « les suffrages valablement exprimés ».

Pour les syndicats, le quorum a bien été respecté et même attesté par lui-même. Les syndicats se fondent quant à eux sur le code du travail, qui indique que le quorum est atteint quand le nombre de votants, quelle que soit la nature du vote (exprimé, blanc ou nul), dépasse d'une voix la moitié des inscrits. La direction de Libération a décidé, malgré la médiation tentée entre elle et les syndicats par des membres du conseil de surveillance du journal, de maintenir sa demande de convocation au tribunal d'instance (le Monde du 16 décembre). Cependant, la « liste fantôme » concurrente de celle commune à la CGT et à la CFDT, qui avait surgi entretemps à Libération a perdu la moitié de ses membres qui s'en sont retirés.

Y.-M. L.

Le numéro du « Monde » daté 19 décembre 1987 a été tiré à 527 802 exemplaires

## Le dollar se redresse légèrement

### Spéculations sur une déclaration du groupe des Sept

La spéculation sur une déclaration commune, voire une réunion imminente des ministres des finances des sept grands pays industriels (le G-7) a entraîné, dans la semaine, une hausse des marchés financiers en cette fin de semaine. La hausse en est venue de Tokyo, vendredi 18 décembre, avant de se répandre sur toutes les grandes places. Elle a favorisé, en Europe, vendredi après-midi, puis à New-York un léger redressement du dollar par rapport au yen et au deutschemark.

D'après le quotidien britannique Financial Times, de samedi 19 décembre, les ministres des finances du groupe des sept auraient mis au point, au cours des derniers jours et par téléphone, un texte de cinq pages assez semblable au communiqué publié lors des accords du Louvre du 22 février dernier. Ce document approuverait les mesures de politique économique prises récemment au Japon, en RFA et aux Etats-Unis en vue de réduire les déséquilibres des balances des paiements, mais ne contiendrait aucun engagement supplémentaire. Par rapport à l'accord du Louvre, il insisterait davantage sur la coordination des politiques économiques et serait moins précis en matière de stabilisation des taux de change. Sur ce dernier point, il rappellerait néanmoins la nécessité d'éviter des « fluctuations excessives ».

S'appuyant sur des informations d'origine japonaise, les cambistes estiment vendredi qu'une déclaration détaillée du G-7 pourrait être rendue publique dès ce week-end. Alimentant cette rumeur, les déclarations officielles et contradictoires se sont multipliées. Le premier

ministre japonais, M. Noboru Takeshita, a laissé entendre, devant un parterre d'hommes d'affaires, qu'une réunion du G-7 pourrait avoir lieu avant la fin de la semaine à venir. Samedi à Tokyo, le quotidien Mainichi Shimbun affirmait qu'un communiqué commun allait être rendu public en début de semaine. En RFA, des sources gouvernementales ont reconnu que des progrès avaient été réalisés dans le cadre d'une intense concertation internationale, mais qu'une telle réunion ne devrait pas se tenir avant le début de l'an prochain. Le ministre italien du Trésor, M. Giuliano Amato, a déclaré pour sa part : « Je prévois une rencontre au début de 1988, ce qui ne veut pas dire le 1<sup>er</sup> janvier ». A Paris, M. Edouard Balladur, le ministre français de l'économie, a refusé de se prononcer sur une date qu'il « espère proche ». Interrogé sur RTL vendredi, il s'est néanmoins déclaré « confiant ». Il a quitté samedi Paris pour Le Caire (Egypte), où, après trois jours de visite officielle, il devrait prendre quelque congé.

En fait, dans toutes les capitales, les responsables continuent d'affirmer qu'une telle réunion ne pourra avoir lieu qu'une fois l'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain voté. Vendredi, la Chambre des représentants et le Sénat n'étaient toujours pas parvenus à un compromis. Ils devaient poursuivre leurs tractations au cours du week-end. Dans l'attente, M. Ronald Reagan, le président américain, a décidé de ne pas se rendre à Camp David, et de rester à Washington.

E. L.

## Patrick Sébastien quitte la Cinq

M. Robert Hersant, patron de la Cinq, a décidé de se séparer de l'animateur-imitateur Patrick Sébastien. Celui-ci devait présenter sa dernière « Farandole », le samedi 19 décembre. Il quittera ensuite la chaîne. Depuis sa création l'été dernier, « Farandole » était l'émission la plus chère de la chaîne — 4 millions de francs environ — et se disputait l'une des émissions de variétés les plus coûteuses de la télévision. Elle n'avait pourtant jamais réussi à concurrencer sérieusement l'émission « Champs-Élysées », présentée chaque samedi par Michel Drucker sur Antenne 2.

● Deux nouveaux émetteurs pour la Cinq. — La cinquième chaîne ouvrira le 25 décembre deux nouveaux émetteurs. Celui du mont Parné utilisera le canal 59 (polarisation H) et complètera la diffusion de la Cinq dans le Rhône — à Lyon notamment — et permettra à la Drôme, à l'Aube et à l'Ain de recevoir les émissions de la chaîne. L'émetteur du Puy-de-Dôme utilisera le canal 30 (polarisation H). Il complètera la couverture du Puy-de-Dôme, notamment de Clermont-Ferrand et du département de l'Allier. Ce sont au total, selon la chaîne, deux nouveaux millions de Français qui pourront la recevoir.

## Le football à TF1

TF1 a survécu l'essentiel : le football. Alors que le cyclisme, le rugby, et le tennis avaient conclu des accords avec Antenne 2, les dirigeants du football ont signé, le 18 décembre au siège de la Fédération française, un accord de cinq ans avec la chaîne privée, non sans faire monter les enchères.

Ce n'est pas tout, comme dans le contrat initialement prévu, mais cinq matches de l'équipe de France contre la chaîne de M. Francis Bouygues s'est engagée, retransmettre cette saison. Au total TF1 doit diffuser pendant une période de cinq ans, de quinze à vingt matches par an comprenant, outre les rencontres de l'équipe nationale, quatre matches de Coupe de France, dont le finale, et quatre à huit matches à l'étranger retransmis en différé. TF1 s'engage aussi à respecter les accords entre l'UEFA et l'Union européenne de football association (UEFA), c'est-à-dire à ne pas couvrir de matches « sauvages ».

Sur le plan financier, TF1 qui a déjà versé un droit d'entrée de 1,7 million de francs, paiera 6 millions de francs pour les directs et la moitié pour les différés. Concrètement, les téléspectateurs devraient pouvoir suivre deux matches par mois, les mardi ou mercredi, à partir de janvier.

## Le commissaire Jobic a été confronté à l'une de ses accusatrices

Le commissaire Yves Jobic, inculpé de « proxénétisme aggravé », a été entendu, vendredi après-midi 18 décembre, par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction à Nanterre, sur le fond de l'affaire, avant d'être confronté à la prostituée dont les accusations ont entraîné son incrimination.

A la sortie du palais de justice de Nanterre, M. Jean-Marc Vaut, avocat du commissaire, s'est déclaré « stupéfait et indigné qu'un des témoins, l'accusatrice, ait été autorisé à se constituer partie civile ».

Vendredi, M. Hayat a rendu une ordonnance qui confirme la constitution de partie civile de la principale accusatrice, Zoulikha Zenati, trent-trois ans, dite « Zouzou », et indique les avocats de cette dernière, M<sup>rs</sup> Francis Terquem et William Bourdon.

Pour sa part, Zoulikha Zenati a déclaré à la presse qu'elle avait confirmé au juge « avoir versé à deux reprises de l'argent au policier dans son bureau ». « Deux fois 1 500 F et une fois 3 000 F », a-t-elle précisé.

## Les adhérents du Comité Royal, ont le plaisir de vous informer qu'ils ouvriront leurs magasins au public, rue Royale, le dimanche 20 décembre de 10 h 30 à 18 heures

CERESOLE WEMPE

PAVILLON CHRISTOPHE

DEMAY

FRED JOAILLER

GISMONTI

GRUNSPAN

GUCCI

LACHAUME

LADUREE

LALIQUE

JET F MARTELL

YVES MIKAELOFF

MILLIAUD

O. J. PERRIN

PHEDRA

ROYAL QUARTZ

RUBEN HEURGON

STEFANEL

VALLEROY ET BOCH

Alexandre Reza  
collection reflets  
23, place Vendôme, Paris.

Amateurs d'après un modèle trouvé à Suse (2500 av. J.-C.). Bagne 2 orn 9600 francs.

La LIBRAIRIE du Monde  
AVEC LA PROCURE

MARGUERITE YOURCENAR : FAITES-VOUS LIVRER  
LES ŒUVRES DE « LA DAME INSULAIRE »  
36.16 TAPEZ LM16

A C D E F G H